

Programme INTERREG Rhin Supérieur 2021-2027

Consultation publique sur les orientations stratégiques du programme
16 octobre 2019 – 15 novembre 2019

Analyse de la zone de programmation



Fonds européen
de développement régional
(FEDER)



**ANALYSE DE LA ZONE couverte par le programme
INTERREG V Rhin Supérieur
Rapport final
FR**

11.06.2019

**Silke Haarich, Sebastian Hans,
Clément Corbineau (Spatial Foresight)
Jacques Schibler, Jacqueline Brouwer,
Joeri Deelstra (Reeleaf)**

REPORT

Ce rapport a été rédigé pour :

Programme Interreg RHIN SUPERIEUR
Autorité de gestion
RÉGION GRAND EST
STRASBOURG



Spatial Foresight GmbH
7, rue de Luxembourg
L-7330 Heisdorf
Luxembourg
www.spatialforesight.eu



Reeleaf BV
Grebbeberglaan 15
3527VX Utrecht,
Niederlande
www.reeleaf.nl



Table des matières

1	Introduction	4
2	Coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur	5
3	Analyse socio-économique de la région du Rhin supérieur.....	9
3.1	Analyse des données socio-économiques et territoriales	9
3.2	Analyse de l'intégration territoriale et des liens fonctionnels	15
3.2.1	Liens fonctionnels.....	15
3.2.2	Coopération sous-régionale: Eurodistricts.....	35
3.2.3	Coopération avec d'autres territoires.....	36
3.3	Dysfonctionnements, barrières et obstacles.....	41
4	Cadre UE 2021-2027	45
4.1	Cadre réglementaire de l'UE	45
4.2	Priorités de développement de l'UE et des États membres en 2021-2027	46
4.2.1	Priorités européennes de développement dans les domaines politiques pertinents	46
4.2.2	Priorités nationales	48
5	Défis et potentialités pour un futur programme Interreg Rhin supérieur 2021-2027	51
5.1	Une Europe plus intelligente - transformation économique innovante et intelligente.....	51
5.2	Une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone	55
5.3	Une Europe plus connectée - mobilité et connectivité régionale aux TIC.	60
5.4	Une Europe plus sociale - mise en œuvre du socle européen des droits sociaux ..	62
5.5	Une Europe plus proche des citoyens.....	66
5.6	Une meilleure gouvernance Interreg	67
5.7	Résumé et évaluation des potentiels et des défis	69
6	Annexe.....	70
6.1	Bibliographie.....	70
6.2	Documents stratégiques d'intérêt régional pour le Rhin supérieur	73
6.3	Réunions	74

1 Introduction

L'objectif de cette étude est de donner un aperçu des caractéristiques et des défis économiques, sociaux et territoriaux actuels au sein de l'aire couverte par le programme INTERREG V Rhin supérieur. Il s'agit d'une contribution importante à la sélection des priorités et objectifs thématiques pour la prochaine période de programmation, et ce dans le cadre réglementaire proposé par la Commission européenne pour 2021-2027.

Le groupement Spatial Foresight (LU) - Reeleaf (NL) a été mandaté par la région du Grand Est (FR) en mars 2019 pour établir les bases analytiques nécessaires et les rapports.

Le présent rapport final présente les résultats de l'analyse territoriale et des discussions avec les décideurs et les représentants des institutions impliquées dans le programme Interreg Rhin Supérieur. Les résultats de l'analyse territoriale et l'évaluation des défis et des potentiels sont appelés à être intégrés dans la programmation du nouveau programme INTERREG VI Rhin Supérieur.

Le présent rapport analyse :

- a. la coopération transfrontalière existante au sein de l'aire couverte par le programme ;
- b. le contexte et les défis socio-économiques et territoriaux de l'aire couverte par le programme ;
- c. les interdépendances fonctionnelles et les principaux obstacles à l'aménagement d'espaces fonctionnels au sein de l'aire couverte par le programme ;
- d. les conditions-cadres pour le développement 2021-2027 qui présentent les projets de règlements de la Commission européenne actuellement disponibles, mais aussi les stratégies et accords européens et nationaux ;
- e. une évaluation des champs d'action possibles pour un programme INTERREG VI Rhin Supérieur 2021-2027.

2 Coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur

Par rapport à d'autres régions frontalières européennes, la région du Rhin supérieur présente un ancrage de la coopération transfrontalière supérieur à la moyenne. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, une coopération transfrontalière informelle et sectorielle a vu le jour autour du Rhin supérieur. La signature, en octobre 1975, de l'accord gouvernemental portant création d'une commission gouvernementale et d'un comité régional trinational a marqué une étape importante dans la coopération transfrontalière. En 1991, les comités régionaux ont été fusionnés pour former la **Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur**¹. La conférence est devenue l'organe central d'information et de coordination de la coopération transfrontalière dans la région du Rhin supérieur.

Le **Conseil Rhénan**² est un partenaire important de la Conférence du Rhin supérieur. Ce Conseil franco-germano-suisse est l'assemblée des élus politiques de la région du Rhin supérieur. Il a été fondé en 1997 pour améliorer l'échange information transfrontalière et la concertation politique dans la région. Au Conseil Rhénan, 71 élus allemands, français et suisses représentent les intérêts de la population. Les membres sont des représentants des parlements, des membres de conseils régionaux, municipaux, de district et des maires. Le Conseil Rhénan comprend aussi les quatre Eurodistricts de la région du Rhin supérieur.

La Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur (RMT)³, qui est reconnue par l'État depuis 2010, forme un cadre associant les différentes organisations de coopération. Avec la fondation officielle de la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur en décembre 2010, une nouvelle étape décisive pour la future gouvernance du développement transfrontalier a été franchie. Cela a notamment suscité la mobilisation de groupes d'acteurs auparavant relativement peu impliqués, la prise de décision coordonnée entre les différents piliers (politique, science, économie, société civile) de la RMT, la concrétisation accrue des projets et l'utilisation croissante des résultats de la coopération. Dans le même temps, l'actuelle « **Stratégie 2020** » de la RMT sert de cadre et de base stratégique pour la promotion de la coopération transfrontalière, notamment par le biais du programme Interreg Rhin supérieur. Cette stratégie est actuellement mise à jour. La nouvelle « **Stratégie 2030** » envisage les axes suivants⁴ : 1) la promotion de la mobilité durable, 2) la promotion du multilinguisme, 3) la réduction des obstacles juridiques, 4) la création d'un marché du travail sans frontières, 5) les réseaux économiques transfrontalières, 6) les réseaux de recherche et d'enseignement, 7) la technologie transfrontalière et les réseaux d'échange entre PME, 8) l'utilisation de la numérisation et de l'intelligence artificielle, 9) l'amélioration de l'accès aux systèmes de santé, 10) la protection du climat et de l'environnement, 11) la promotion d'une société civile active. Un projet pilote est identifié dans la transformation du site de Fessenheim en une zone industrielle transfrontalière et durable.

¹ <https://www.conference-rhin-sup.org/fr/home.html>

² <https://www.conseilrhenan.org/fr/>

³ www.rmtmo.eu

⁴ La Stratégie 2030 pour la RMT était encore en cours d'élaboration au moment de l'analyse (Mai 2019).

La coopération transfrontalière est actuellement encouragée dans le cadre du programme INTERREG V Rhin supérieur 2014-2020⁵. La zone de programmation du programme INTERREG V Rhin Supérieur se compose de territoires français, allemands et suisses suivants : les Départements alsaciens du Haut-Rhin et du Bas-Rhin de la Région Grand Est (France), Bade-Wurtemberg : la partie ouest du Land du Bade-Wurtemberg, avec les Landkreise ou Stadtkreise Lörrach, Waldshut, Breisgau-Hochschwarzwald, Freiburg, Emmendingen, Ortenau, Rastatt, Baden-Baden et Karlsruhe, Rhénanie-Palatinat : la partie sud de la Rhénanie-Palatinat avec les Landkreise Germersheim et Südliche Weinstrasse, la kreisfreie Stadt Landau et les deux Verbandsgemeinde Dahner

Felsenland et Hauenstein, qui font partie du Landkreis Südwestpfalz (Allemagne), les cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Jura, Soleure et Argovie (Suisse).



Depuis plus de 20 ans, l'UE soutient la coopération transfrontalière par le biais des programmes Interreg. Les précédents programmes Interreg dans la région⁶ ont toujours poursuivi des objectifs de développement similaires. D'une part, il s'agit d'une meilleure utilisation des atouts économiques et du potentiel des régions du programme, en particulier le soutien conjoint aux PME et un fonctionnement intégré du marché du travail transfrontalier. La promotion de la coopération transfrontalière dans le domaine de la recherche, de l'innovation et du développement est une autre priorité. D'autre part, l'accent est mis sur un développement territorial durable et socialement équilibré, notamment par des projets de protection de l'environnement et une mobilité durable et mieux intégrée dans la zone du programme. Troisièmement, l'amélioration de la coopération et de l'intégration entre les institutions, les services publics (en particulier la santé, mais aussi l'éducation et la protection de l'ordre public) et les citoyens est également mise en avant.

⁵ www.interreg-oberrhein.eu

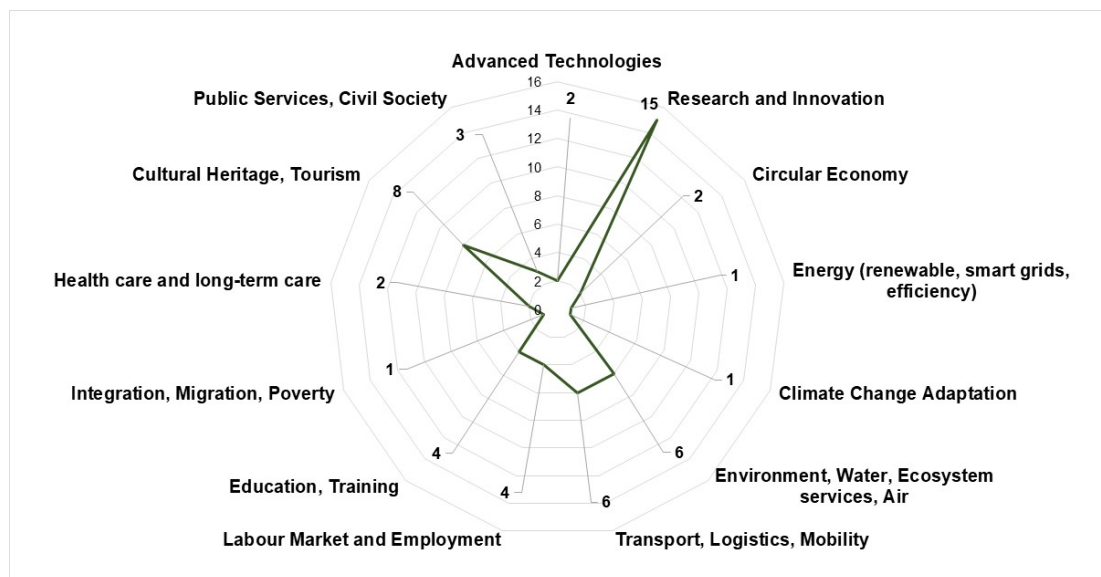
⁶ En particulier le programme Interreg IV A Rhin Supérieur 2007-2013, le programme Interreg V A Rhin Supérieur 2014-2020, mais aussi, avant cela, Interreg III A Rhin Supérieur Centre-Sud et Pamina 2000-2006.

L'actuel programme INTERREG Rhin supérieur 2014-2020, à l'interface entre la France, l'Allemagne et la Suisse, est déjà le cinquième du genre. Au cours de la période de financement 2014-2020, le programme dispose de près de 110 millions d'euros pour soutenir des projets qui contribuent à la mise en œuvre de sa stratégie. Les projets cofinancés dans le cadre du programme INTERREG Rhin supérieur couvrent un large éventail de thèmes. La stratégie du programme se compose de douze objectifs spécifiques, qui peuvent être divisés en quatre axes stratégiques :

- **Croissance intelligente** : Soutenir le développement d'une région transfrontalière centrée sur la connaissance et de l'innovation compétitive au niveau international
- **Croissance durable**: promouvoir un développement durable des territoires, de l'économie et des mobilités, sur le plan environnemental, au niveau transfrontalier
- **Croissance inclusive**: promouvoir l'emploi au-delà des frontières
- **Cohésion territoriale**: promouvoir la coopération transfrontalière entre les administrations et les citoyens.

Une brève analyse des projets Interreg du Rhin supérieur en cours 2014-2020 montre un grand nombre de collaborations en matière de recherche et de développement, suivies de projets dans les domaines du patrimoine culturel et du tourisme, de l'environnement, des transports et de la mobilité, ainsi que du marché du travail et de l'éducation / formation.

Figure1 Nombre de projets Interreg 2014-2020 par domaine thématique



Jusqu'au dernier cycle d'approbation en décembre 2018, 70 projets ont été approuvés par le programme Interreg V Rhin supérieur. Au total, 19 des 70 projets portent sur la croissance intelligente⁷, 14 sur la croissance durable, 9 sur la croissance inclusive, et 13 sur la cohésion territoriale. Si l'on considère les priorités et les parties prenantes de ce programme, les institutions de recherche et les universités jouent un rôle important dans la plupart des projets. En outre, les autorités publiques (au niveau régional ou sous-régional), les GECT et les organisations gouvernementales participent aux projets.

Géographiquement, les Départements alsaciens sont les plus actifs en terme de participation aux projets, cette région est représentée dans 58 des 70 projets, le Bade-Wurtemberg dans 40, la Rhénanie-Palatinat dans 30. La Suisse participe à 28 de ces projets. D'autres régions en dehors de la région du Rhin supérieur sont représentées dans 21 des 70 projets.

En 2014-2019, certains des projets ont contribué à la création de nouveaux réseaux et organisations transfrontalières. Six projets adressent l'amélioration des liaisons de transport dans la région du Rhin supérieur, avec des études et des projets pilotes, par exemple pour nouvelles liaisons transfrontalières par bus ou pour relier l'aéroport de Francfort au réseau ferroviaire français. Le transport transfrontalier local de voyageurs joue un rôle particulier à cet égard. Depuis 2014, la ligne 8 du tramway bâlois dessert la gare de Weil-am-Rhein en Allemagne. Parmi les autres projets, un projet est en cours pour la création d'une plate-forme de circulation à Bâle afin d'améliorer les flux de trafic périurbains pour les rendre plus respectueux de l'environnement, ainsi qu'un projet visant à améliorer la traversée du Rhin pour les cyclistes et les piétons. D'ici 2020, six nouvelles pistes cyclables et passages piétonniers transfrontaliers au-dessus du Rhin seront construits. Au cours des 15 dernières années, 10 nouveaux ponts ont été construits sur le Rhin. Un autre domaine d'action important est la coopération entre les 9 ports du Rhin Supérieur, qui élaborent actuellement une stratégie commune de développement.

Dans le domaine des réseaux, il existe des partenariats approfondis pour l'échange de connaissances entre les universités de la région du Rhin Supérieur et les instituts de recherche, par exemple par le biais du partenariat EUCOR et du Neurocampus (également un nouveau projet de cluster). D'autres réseaux récents sont issus de projets récents comme le « Pôle Rhin Supérieur pour la recherche durable », « Vitifutur », « Elena », « TIGER » (meilleure évaluation du risque sanitaire posé par les moustiques envahissants), ATMO-Vision (instruments appropriés pour améliorer la qualité de l'air dans le Rhin supérieur), mais également un projet culturel « Film en Rhin Supérieur ». D'autres partenariats ont été approfondis dans les domaines de la jeunesse, de l'éducation, de la culture, du sport, des secours en cas de catastrophe, etc.

⁷ Comprenant la recherche et l'innovation, ainsi que les nouvelles technologies et l'innovation dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

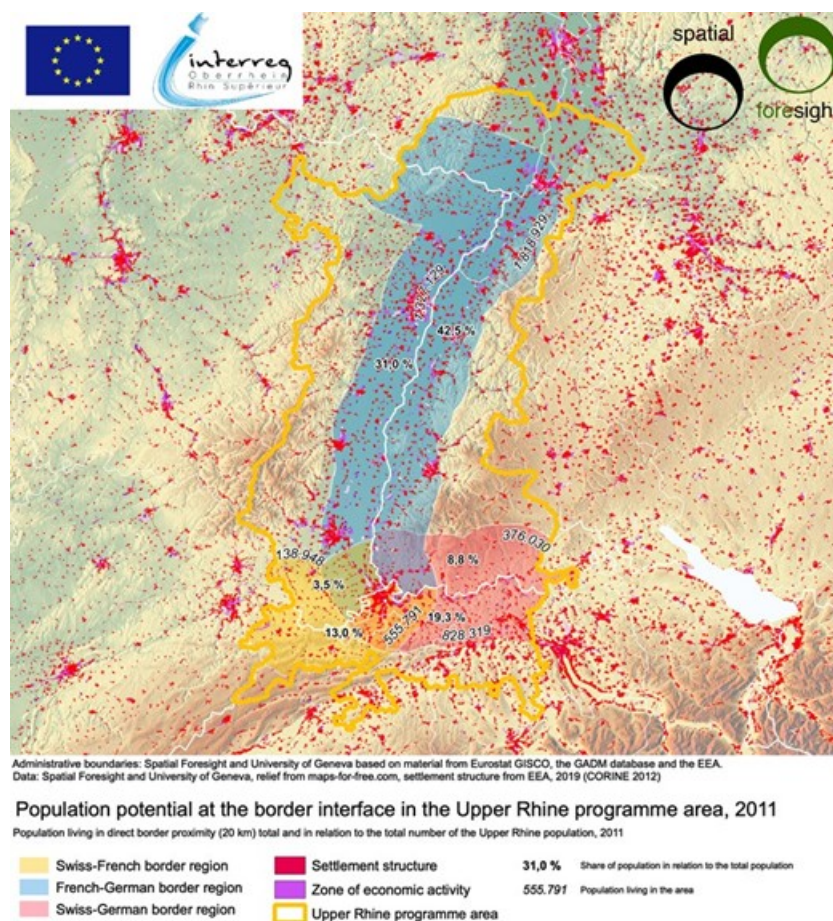
3 Analyse socio-économique de la région du Rhin supérieur

Ce chapitre décrit la situation socio-économique et territoriale actuelle de la région du Rhin supérieur.

3.1 Analyse des données socio-économiques et territoriales

La zone du programme Rhin supérieur couvre la plus grande partie de la zone frontalière entre la France et le sud-ouest de l'Allemagne et comprend la région transfrontalière métropolitaine de Bâle et ses environs. A ce titre, la zone du programme représente l'interface territoriale où les trois pays, l'Allemagne, la France et la Suisse, se rencontrent. Au total, 71 % de la population vit à proximité directe de la frontière (20 km)⁸ (voir Carte 1).

Carte 1 Potentiel de population à l'interface frontalière



Source : Spatial Foresight (2019)

⁸ Environ 4,3 millions sur 6,1 millions en 2011. Il s'agit des données à l'échelle municipale les plus récentes au moment de l'analyse.

Avec **6,17 millions d'habitants** en 2016, la zone du programme Rhin Supérieur abrite 1,2 % de la population totale de l'UE⁹. Depuis 2012, la population de ces zones a légèrement augmenté (+2,9 %). A l'instar d'autres zones d'Europe occidentale, la zone couverte par le programme Rhin Supérieur présente des taux de fécondité faibles, ce qui entraîne un développement démographique naturel faible/négatif.

Tableau 1 Données de population dans le Rhin supérieur

	Année	Densité de population (hab/km ²)	Solde naturel de la population	Solde migratoire
Bas-Rhin et Haut-Rhin	2010	255	8.093	297
	2016	227	4.778	2.483
Suisse du Nord-Ouest	2010	389	1.926	8.895
	2016	414	2.782	13.900
Palatinat du Sud	2010	199	-721	985
	2016	204	-564	2.465
Pays de Bade	2010	301	-2.270	9.531
	2016	307	-605	21.765
Rhin Supérieur	2010	279	7.028	19.707
	2016	287	6.391	40.613
UE28	2010	116	--	--
	2016	118	--	--

Sources : Conférence du Rhin supérieur (2018, 2014) et Eurostat (2019a).

L'**évolution démographique positive** est principalement due à l'immigration en provenance d'autres parties de l'UE et de l'étranger. Le solde migratoire est également influencé par les tendances migratoires mondiales et l'urbanisation. Dans la zone couverte par le programme, seules quatre entités sous-régionales présentent des évolutions démographiques négatives, tandis que la contraction démographique nette est très faible. Dans certaines zones rurales à faible densité de population, l'accessibilité de services importants (santé, soins, éducation, etc.) est réduite.

Grâce à une évolution positive, la **densité de population** a encore augmenté dans la zone du programme, à l'exception du territoire alsacien. La zone avait une densité de population de 287 habitants/km²¹⁰. La zone couverte par le programme est donc un territoire densément peuplé et l'on s'attend à un développement démographique positif à l'avenir également. La zone présente une densité de population supérieure à la moyenne de l'UE¹¹.

En termes d'**évolution démographique**, la zone du programme Rhin supérieur présente des dynamiques différentes. Alors que la tendance générale au vieillissement de la population est très prononcée en Allemagne, à l'exception des grandes villes (en raison de l'immigration de jeunes), la France et la Suisse n'affichent que dans deux régions (Bâle-Campagne et ancien territoire de

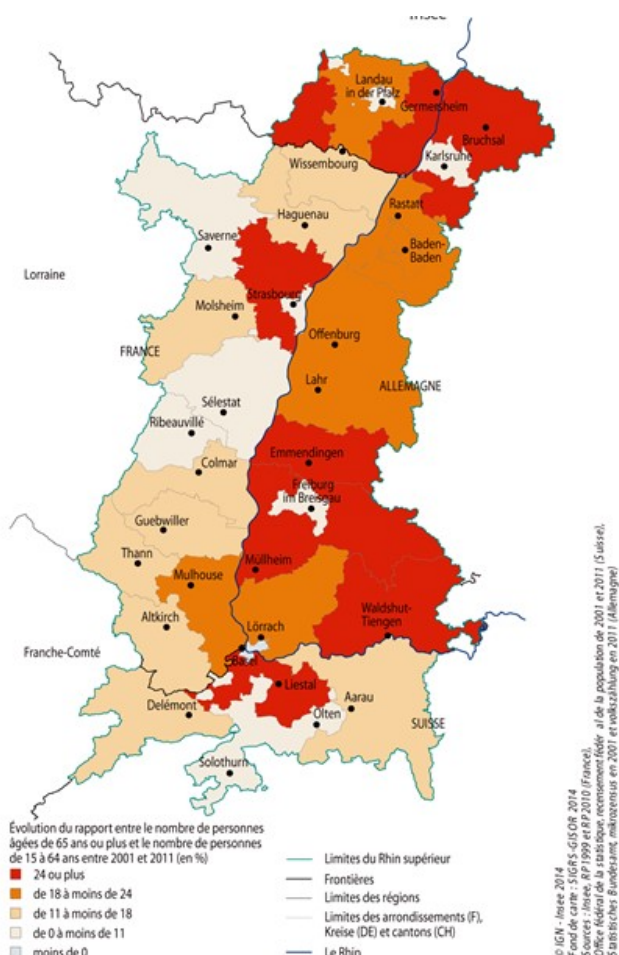
⁹ Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres, Oberrheinkonferenz (2018) et Eurostat (2019a). Au moment de l'analyse, les données plus récentes n'étaient pas accessibles.

¹⁰ Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres, Conférence du Rhin supérieur (2018).

¹¹ Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres, Conférence du Rhin supérieur (2018), et Eurostat (2019a).

l'arrondissement de Strasbourg-Campagne) une forte tendance au vieillissement (voir la carte 2). Le vieillissement de la population est un défi, en particulier pour les performances économiques futures, la fourniture de main-d'œuvre et l'efficacité et l'accessibilité des services publics tels que la santé, les soins, l'administration et l'éducation.

Carte 2 Structure par âge de la population du Rhin supérieur



Source : GeoRhena (2019), publié en 2014. Données de 2011.

La région affiche de très **bonnes performances économiques**, bien au-dessus de la moyenne de l'UE28 - environ 44 600 euros par habitant dans la région du Rhin supérieur, contre 29 300 euros pour l'UE28¹². La région surclasse également les moyennes nationales comparables en Allemagne et en France avec respectivement 38 400 et 33 400 euros en 2016¹³.

¹² Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres, Oberrheinkonferenz (2018) et Eurostat (2019a). Au moment de l'analyse, les données plus récentes n'étaient pas accessibles.

¹³ D'après Eurostat (2019b).

Après s'être remis de la crise économique, le PIB a augmenté d'un quart par rapport à 2010. Cependant, le développement n'est pas également réparti. Alors que les parties suisse et allemande présentent des chiffres de croissance significatifs, le PIB des départements alsaciens a augmenté à un rythme inférieur.

Dans le même temps, le **taux de personnes menacées de pauvreté** dans les différentes unités géographiques du Rhin supérieur est nettement inférieur à la moyenne de l'UE et d'autres pays de l'UE.

Tableau 2 Taux de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale

Region	Taux de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale par regions NUTS2 (% de la population totale) ¹⁴ (2017)
UE28 moyenne	22,5
Rhin supérieur moyenne	16,4
Karlsruhe	15,8
Fribourg	14,3
Palatinat du Sud	19,3
France (informations pas disponible pour le Grand Est)	17,1
Suisse du Nord-Ouest	15,4

Entre 2010 et 2016, le **chômage** a augmenté dans certaines régions et diminué dans d'autres, avec des évolutions contrastées au cours de la période.

Tableau 3 Situation économique dans le Rhin supérieur

	Année	PIB par habitant (EUR)	Taux de chômage (%)
Bas-Rhin et Haut-Rhin	2010	27.953	8,5
	2016	30.223	10,8
Suisse du Nord-Ouest	2010	53.435	3,9
	2016	72.002	3,2
Palatinat du Sud	2010	22.882	5,3
	2016	33.286	5,6
Pays de Bade	2010	31.009	4,8
	2016	40.058	3,9
Rhin Supérieur	2010	34.889	5,7
	2016	44.580	5,9
UE28	2010	25.500	9,6
	2016	29.300	8,6

Sources : Rhin supérieur (2018, 2014) et Eurostat (2019a, 2018, 2015), Agence fédérale pour l'emploi (2019).

* Le taux de chômage de Südpfalz a été calculé sur la base des moyennes des arrondissements. Aucun chiffre global pour l'ensemble du district n'était disponible au moment de l'analyse.

¹⁴ Eurostat (2019c).

Les chiffres sont bien inférieurs de la moyenne de l'UE. Les chiffres absolus du chômage illustrent de grandes différences entre certains territoires : avec 3,9 %, ce chiffre indique de faibles taux de chômage dans les régions d'Allemagne et de Suisse du Nord-Ouest par rapport au territoire français du programme. Toutefois, les chiffres régionaux du chômage montrent de grandes différences entre les régions : à 3,2% et 3,9% respectivement, le taux de chômage en Suisse et en Allemagne est inférieur à celui de la partie française du programme (voir tableau 3).

La **structure économique** du Rhin supérieur est diversifiée. L'ensemble de la région du Rhin supérieur possède d'importants secteurs manufacturiers. Même si certains centres industriels sont situés en dehors de la région du Rhin supérieur (par exemple Stuttgart, Heidelberg/Mannheim), ils ont une influence importante sur le marché du travail et les réseaux de fournisseurs dans la région. Parmi les secteurs les plus importants figurent la production automobile et la production biopharmaceutique. Le land de Rhénanie-Palatinat dans son ensemble (y compris les régions qui ne sont pas couvertes par le programme) est la région la plus spécialisée dans la biopharmacie en Europe avec 29 000 employés. Freiburg est également très bien classée en termes de spécialisation dans le secteur biopharmaceutique¹⁵. Du côté français, Alsace BioValley à Strasbourg est l'un des 56 pôles de compétitivité identifiés au niveau national. Par conséquent, le potentiel industriel de spécialisation dans le domaine biopharmaceutique au-delà des frontières est reconnu et des initiatives sont en place pour l'exploiter.

L'industrie et la construction représentent entre 27% dans les département alsaciens et 42% dans le Palatinat du sud, et respectivement 32% et 33% dans le nord-ouest de la Suisse et le Bade-Wurtemberg. Les services représentent 71% en territoire alsacien, respectivement 66% et 68% dans le Pays de Bade et en Suisse du Nord-Ouest, et 55,4% dans le Palatinat du Sud.

39% du territoire de la région du Rhin supérieur est exploité pour l'agriculture. La part économique de l'agriculture est cependant contrastée dans les différentes zones de la région, allant de 0,4% à 0,5% dans le Pays de Bade et en Suisse du Nord-Ouest, à 1,6% dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin et 2,1% dans le Palatinat du Sud. Dans l'ensemble, le cadre économique est donc similaire dans le nord-ouest de la Suisse et dans le Pays de Bade, alors qu'il présente des caractéristiques légèrement différentes en Alsace et dans le sud du Palatinat.

En ce qui concerne la **structure des entreprises**, il y a un nombre élevé de grandes entreprises, ce qui contribue à la situation économique solide de la région. Du côté français, il existe une prédominance relative des micro et petites entreprises (surtout dans le Haut-Rhin), tandis que du côté allemand, la structure industrielle est dominée par les moyennes et grandes entreprises de plus de 250 salariés.

Des informations socio-économiques plus spécifiques sont présentées dans la section suivante et au chapitre 5 en relation avec les nouveaux objectifs spécifiques de la politique de cohésion 2021-2027.

En général, les potentiels et les défis généraux du Rhin supérieur peuvent être décrits avec le diagramme AFOM suivant.

¹⁵ European Commission (2016a).

Tableau 4 Analyse AFOM du Rhin supérieur

Atouts	Faiblesses
<p>Région très dense et très développée ; Une des économies fortes de l'Europe ; Important carrefour de transport en Europe ; La division spatiale naturelle favorise l'intégration spatio-fonctionnelle ; Tradition de coopération dans certains domaines ; Des structures de gouvernance de qualité et diversifiées ; Approches existantes en matière d'éducation bilingue et européenne (en maternelle, primaire, secondaire, placement professionnel) ; Coopération existante dans le domaine de l'éducation et du marché du travail (Réseau INFOBEST, EURES-T) ; Les coopérations existantes dans le domaine de santé : TRISAN ; Coopération existante dans le domaine des transports transfrontaliers, par exemple le tram Strasbourg-Kehl et le tram de Bâle ; Une coopération supérieure à la moyenne dans le domaine de la recherche, par exemple EUCOR, ou Biovalley ; Une coopération institutionnelle diversifiée à plusieurs niveaux d'interventions, telle que la RMT ; Approches conjointes de développement au niveau local (Strasbourg-Kehl, Bâle TEB, Île-du-Rhin, etc.).</p>	<p>Situation périphérique dans les pays respectifs ; Le Rhin comme frontière/barrière naturelle ; Coexistence de deux langues officielles ; Conflits d'utilisation dus au manque d'espace disponible ; Situation socio-économique contrastée des sous-espaces nationaux de la région ; Certaines zones rurales difficiles d'accès à des services dans les zones périphériques à faible potentiel démographique (p.ex. santé, soins, éducation) ; Relativement peu de coopération dans le domaine de l'économie et de la recherche appliquée ; Nécessité d'améliorer les liaisons locales/régionales de transport.</p>
Opportunités	Menaces
<p>Intérêts communs au niveau stratégique pour une intégration fonctionnelle transfrontalière plus poussée, la promotion des échanges et de la coopération transfrontaliers ; Traité d'Aix-la-Chapelle et projets concrets ; Coopération établie aux niveaux régional et local qui offre de nombreuses possibilités supplémentaires : Eurodistricts de Pamina, Strasbourg-Ortenau, Eurodistrict Trinational de Bâle et la communauté de travail Eurodistrict Région Freiburg / Centre et Sud Alsace. Potentiel de développement aux différents points de passage frontaliers : Fessenheim, Dreiland, Île-du-Rhin, etc.</p>	<p>Obstacles juridiques et administratifs dus à la diversité des législations et des compétences ; Incertitude sur l'avenir de la centrale nucléaire Fessenheim n'est pas clair - Nécessaire planification commune de l'avenir ; Défis liés au changement climatique et nécessité de changer les systèmes énergétiques ; Risque de surgouvernance avec un trop grand nombre d'institutions/réseaux transfrontaliers.</p>

Source : Spatial Foresight - REELEAF (2019)

3.2 Analyse de l'intégration territoriale et des liens fonctionnels

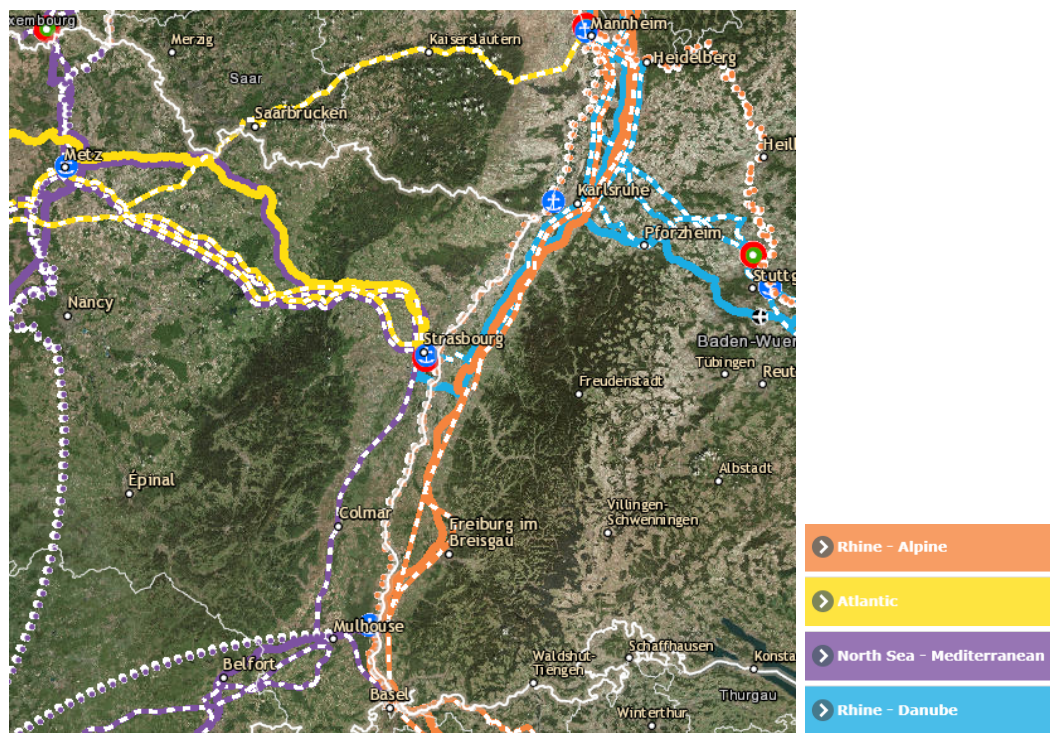
3.2.1 Liens fonctionnels

La région du Rhin supérieur est connue pour sa longue histoire d'intégration transfrontalière. Ceci est souligné par les nombreuses autres formes de coopération fonctionnelle autres qu'Interreg. Le Rhin est une frontière mais exerce aussi une fonction de lien, dans la mesure où la vallée du Rhin est historiquement propice à l'implantation de villes et au transport.

Transport

La région du Rhin supérieur dispose de liaisons de transport plus fonctionnelles que la moyenne européenne. Les infrastructures connectent principalement les grands centres dans et en dehors de la région. Quatre des neuf corridors RTE-T européens pour le transport de marchandises et de passagers traversent la région du Rhin supérieur. Il s'agit des principaux corridors qui bénéficient des investissements européens dans les transports et la connectivité. Les quatre corridors sont : Le corridor atlantique, qui relie Mannheim et Strasbourg à l'Espagne et au Portugal ; le corridor Rhin-Danube qui relie Strasbourg et le sud de l'Allemagne à la mer Noire ; le corridor Mer du Nord - Méditerranée qui relie l'Irlande et le Royaume-Uni à Marseille via Strasbourg et Bâle ; et le corridor alpin du Rhin qui relie les ports de la mer du Nord aux Pays-Bas et en Belgique à Genève via le secteur du Rhin supérieur (voir Carte 3).

Carte 3 Réseau RTE-T dans la région du Rhin Supérieur



Source: TenTec Maps. DG MOVE (2018)

En observant les liaisons de transport dans les zones frontalières à l'échelle européenne, la région du Rhin supérieur apparaît comme l'une des régions frontalières ayant le plus grand nombre de passages frontaliers en Europe. La densité du réseau routier (densité des routes dans les régions frontalières) dans le Rhin supérieur est élevée, comme le long des frontières belgo-néerlandaise et germano-néerlandaise. Les frontières des pays d'Europe centrale et orientale ont des densités plus faibles. Des tendances similaires peuvent être observées pour la proportion de la population qui a accès à des services ferroviaires transfrontaliers. En Europe, c'est dans les régions frontalières suisses que l'on trouve la plus forte proportion de population ayant accès aux services ferroviaires transfrontaliers, suivies par la frontière franco-allemande du Rhin supérieur.

La région du Rhin supérieur dispose d'un nombre de traversées ferroviaires proche de la moyenne européen, inférieur en comparaison des frontières luxembourgeoises ou des frontières du Benelux en général et supérieur à la situation en Europe du Sud, du Nord et de l'Est. Une étude réalisée pour la DG REGIO sur les liaisons ferroviaires transfrontalières existantes et manquantes a identifié 48 projets de traversée sont identifiés comme potentiellement bénéfiques, dont deux dans la région du Rhin supérieur (Freiburg - Colmar et Rastatt - Roeschwoog - Haguenau). Ces deux liaisons manquantes (Missing Links) ont été identifiées dès 2016 dans une étude pour le Comité des Régions¹⁶.

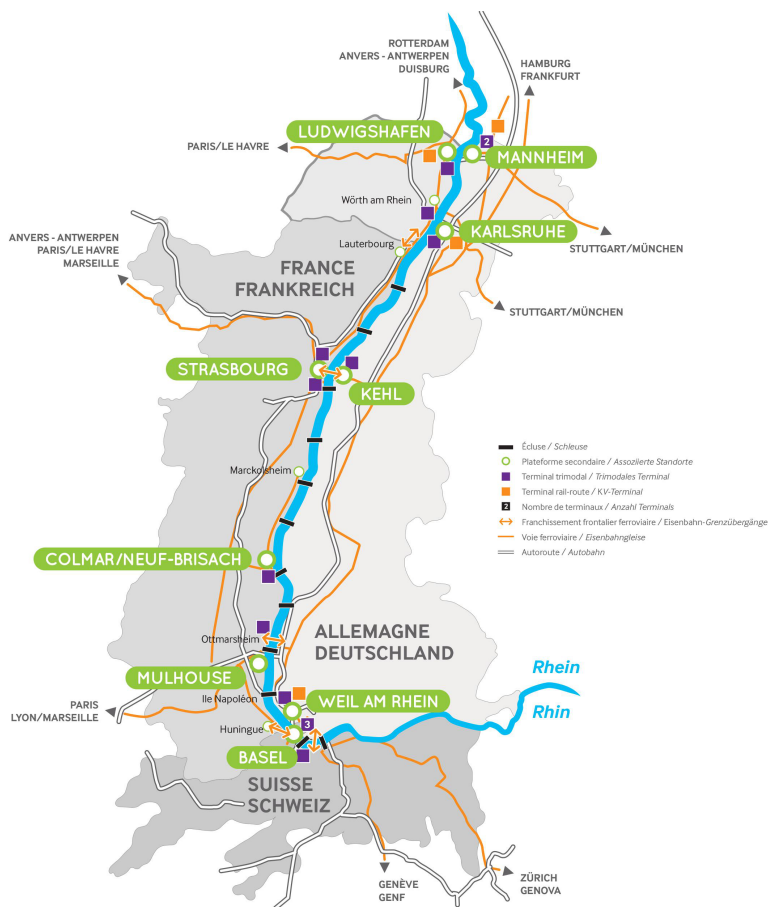
Dans la région du Rhin supérieur, la **navigation sur le Rhin** est entendue également comme une importante liaison transfrontalière. Le Rhin est l'artère de transport la plus importante d'Europe. Le Rhin supérieur occupe une position stratégique extrêmement favorable, sur les axes Rotterdam-Gênes et Paris-Bucarest. La région dispose d'une forte densité de plates-formes logistiques et elle dispose de ports qui jouent un rôle majeur dans la multimodalité et la structuration des chaînes logistiques. Un grand nombre de sites industriels et de stockage sont situés à l'intérieur ou à proximité des ports. Ces ports absorbent d'importants flux de marchandises pour toutes les industries de la région.

Depuis 2012, les 9 ports du Rhin supérieur, Ludwigshafen, Mannheim, Karlsruhe, Kehl, Strasbourg, Colmar/Neuf-Brisach et RheinPorts Basel-Mulhouse-Weil se sont associés dans le cadre du projet commun « Rhin supérieur, un corridor relié »¹⁷. La coopération entre les ports du Rhin supérieur est un projet modèle de la politique des transports de la Commission Européenne. Il attribue un rôle central aux ports en tant que plaques tournantes du réseau central du RTE-T (réseaux transeuropéens de transport).

¹⁶ Metis GmbH (2016): The potential of closing the missing links of small scale infrastructure in Europe's border regions for growth and employment Committee of Regions.

¹⁷ <http://www.upper-rhine-ports.eu>

Carte 4 Ports et infrastructures du Rhin



Source: <http://www.upper-rhine-ports.eu>

Depuis 2016, le projet de création d'une « Plateforme de gestion des trafics du Rhin Supérieur / Upper Rhine Traffic Management Platform »¹⁸ est en cours. L'objectif du projet est de développer une plateforme informatique innovante pour les ports du Rhin supérieur avec laquelle les flux de trafic sur le Rhin supérieur peuvent être coordonnés plus efficacement de manière centralisée et organisés. Le projet devrait débuter dans un système intégré doté d'interfaces avec les applications informatiques pour les exploitants de terminaux, les entreprises de navigation fluviale, des autorités douanières ainsi qu'avec les systèmes d'information de navigation fluviale.

Marché du travail

L'intégration transfrontalière est confirmée par le dynamisme du marché du travail dans la région du Rhin supérieur. En 2016, environ 100.000 personnes vivaient dans une région de la zone couverte par le programme et travaillaient dans une région d'un autre État de la zone (voir Carte 5)¹⁹. Les travailleurs

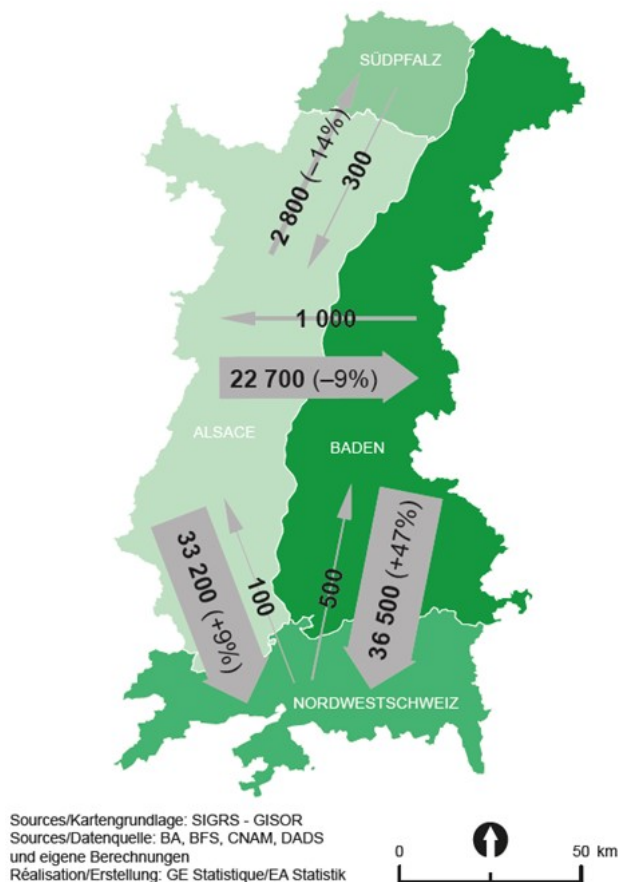
¹⁸ <http://www.upper-rhine-ports.eu/de/unsere-projekte/das-cef-vorhaben-oberrhein-verkehrsmanagement.html>

¹⁹ Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres, Conférence du Rhin supérieur (2018).

français qui font la navette vers l'Allemagne (Baden) et les travailleurs français et allemands qui font la navette vers la Suisse constituent les contingents les plus nombreux.

Depuis 2010, le nombre total de travailleurs transfrontaliers n'a pas augmenté de manière significative (2010: 96.000, 2016: 97.000). Entre la France et l'Allemagne, elle a même diminué (Rhénanie-Palatinat-France: -14 %, Bade-Wurtemberg-France: -9 %, 2006-2016), indiquant la persistance de barrières pour les travailleurs frontaliers²⁰.

Carte 5 Les travailleurs frontaliers en 2016



Source : Conférence du Rhin supérieur (2018, p. 6)

Le nombre de travailleurs frontaliers à destination de la Suisse a cependant augmenté de manière substantielle ; en provenance de France, il a augmenté de 9 %, et en provenance d'Allemagne, il a presque doublé. Ceci indique la dépendance relative de la Suisse du Nord-Ouest à l'importation de main-d'œuvre de l'extérieur du pays.

²⁰ Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres, Conférence du Rhin supérieur (2018, 2014).

L'analyse du contexte européen montre que les marchés du travail transfrontaliers sont très actifs entre Mulhouse et Bâle. Les autres espaces d'échanges transfrontaliers de la zone du programme sont moins fréquentées²¹.

La concentration de l'emploi dans les agglomérations est une tendance dans la région du Rhin supérieur. Cette situation est influencée au-delà des frontières par des zones spécifiques dans lesquelles un pourcentage élevé de la population active travaille au-delà des frontières (Wissembourg, Saint Louis, Lörrach, Waldshut) dans des agglomérations telles que Bâle et Karlsruhe.

Pour une grande partie de la population active, les marchés du travail sont encore limités à une échelle nationale. Les tendances et les développements les plus importants restent déterminés par les méthodes statistiques nationales. Cependant, il y a de plus en plus d'approches transfrontalières dans le Rhin supérieur avec pour objectif de développer un marché du travail transfrontalier commun. Les acteurs locaux, en particulier, travaillent ensemble pour renforcer le développement des marchés locaux transfrontaliers à différents niveaux, qu'il s'agisse de groupes tels que le Club franco-allemand des entreprises du Rhin supérieur, la coopération entre chambres de commerce ou des initiatives et projets ciblés dans des zones plus locales (par exemple Fachkräfteallianz PAMINA, Tremplin sur the Rhin / Eine Brücke für mich, Emploi 360°).

Les services d'appui à l'insertion sur le marché du travail sont également fournis par les bureaux locaux des agences nationales ou régionales pour l'emploi ou par des organismes transfrontaliers tels que le Service de Placement Transfrontalier.

EURES-T Rhin supérieur²² a été fondé en 1999 pour soutenir et promouvoir le marché du travail européen transfrontalier. Dans le cadre d'EURES-T Rhin supérieur, des acteurs du marché du travail d'Allemagne, de France et de Suisse collaborent : Administrations du travail, associations patronales, syndicats, Länder et autorités locales. Les prestations de partenariat couvrent l'ensemble de la région du Rhin supérieur (Départements alsaciens, Palatinat du sud, Pays de Bade et Suisse du Nord-Ouest).

Depuis 2019, le réseau trinational EURES-T-Rhin supérieur propose sur son site Internet un suivi du marché du travail²³ entièrement renouvelé. Ce nouvel outil permet de présenter une image précise du marché du travail transfrontalier dans la région du Rhin supérieur. Pour la première fois, des données pertinentes sur le marché du travail peuvent être comparées au-delà des frontières dans un seul outil.

Le réseau INFOBEST est également un signe de l'intégration avancée du marché du travail transfrontalier. INFOBEST²⁴ est l'acronyme allemand de 'INFORMATION und BERatungsSTelle' (centre d'information et de conseil). Les INFOBESTs sont les premiers bureaux d'accueil à répondre à toutes les questions transfrontalières concernant l'Allemagne, la France et la Suisse. INFOBEST est une institution publique et généraliste dont l'objectif est de rendre possible et d'encourager la vie en commun

²¹ Projet ESPON Metroborder, ESPON (2010).

²² <https://www.eures-t-oberrhein.eu>

²³ <https://www.eures-t-oberrhein.eu/arbeitsmarkt-monitoring/>

²⁴ <https://www.infobest.eu/>

dans la région franco-allemande du Rhin supérieur. INFOBEST est un réseau de quatre bureaux répartis sur l'ensemble du Rhin supérieur.

Commerce

Les chiffres commerciaux²⁵ montrent une **forte intégration économique** entre les différentes régions et les États qui participent au programme du Rhin supérieur. Le pays le plus intégré de la zone est la Suisse, avec plus d'un tiers de toutes les importations en provenance de, et un cinquième de toutes les exportations vers la France et l'Allemagne. La France est le deuxième pays le plus intégré à la zone, avec environ un cinquième de l'ensemble des importations et un sixième des exportations vers l'Allemagne et la Suisse. L'Allemagne est moins intégrée vers la France et la Suisse, avec environ un dixième des importations et un huitième des exportations vers ces deux pays.

Les pays de l'UE sont de loin les principaux partenaires commerciaux de la Suisse, tandis que la Suisse est, avec les États-Unis et la Chine, l'un des trois principaux partenaires commerciaux de l'UE (2018). En 2018, 52% des exportations suisses (2018 : environ 121 milliards de francs suisses) étaient destinées à l'UE. À l'inverse, 70% des importations suisses (2018 : environ 142 milliards de francs suisses) proviennent de l'UE.

Développement économique

Il existe des liens fonctionnels importants dans le domaine économique qui se concrétisent généralement par la traduction d'intérêts communs en accords de coopération économique, en partenariats entre chambres de commerce et d'industrie, en associations transfrontalières et une coopération entre clusters.

Aujourd'hui, la région du Grand Est jouit d'une très forte visibilité en science et en recherche fondamentale. Toutefois, la production de connaissances technologiques et les taux d'innovation de pointe sont relativement faibles. L'industrie représente environ 30 % du PIB régional. Les activités industrielles dans la partie alsacienne sont variées et comprennent les secteurs de l'automobile et de la pétrochimie. La politique d'innovation a une longue tradition dans le Bade-Wurtemberg qui est une région européenne modèle pour le transfert de technologie et la capacité d'innovation des PME. Sur le Rhin supérieur, les régions de Karlsruhe, Fribourg-en-Brisgau et Palatinat du Sud (Rhénanie-Palatinat) présentent des profils sectoriels et des intensités technologiques très différents. Karlsruhe se considère comme une « région technologique » avec une prédominance dans les secteurs de l'informatique, de l'énergie et de la haute technologie. Fribourg-en-Brisgau a un profil vert avec des secteurs forts en bio-économie, énergie/climat, tourisme et santé. Le Palatinat du Sud a une production industrielle importante, en particulier la construction automobile, mais se caractérise également par l'importante industrie chimique de Ludwigshafen/Mannheim et par l'accent mis sur les sciences de la santé et de la vie à Heidelberg (juste en dehors de la zone du programme). Ce que toutes les régions de la zone du programme ont en commun, c'est qu'elles ont un important secteur de services (tourisme, éducation,

²⁵ En raison du manque de données, les liens fonctionnels concernant les flux commerciaux ne peuvent être affichés qu'au niveau régional-national ou national-national. Néanmoins, ces chiffres peuvent être considérés comme une approximation des relations commerciales entre les régions.

recherche), mais aussi un secteur agricole et alimentaire relativement important. Les trois principaux domaines d'intérêt commun sont : économie verte, mobilité durable et santé et bien-être²⁶.

Le Rhin supérieur dispose d'un réseau dense de **PME**, qui joue un rôle important en tant que moteur de l'emploi dans la région. En moyenne, 90 % des PME ont moins de 10 employés et environ 8 % ont 10 à 50 employés, à l'exception des départements alsaciens où les ratios sont de l'ordre de 80% et 17%. En 2016, 23.191 nouvelles entreprises ont été créées dans la région du Rhin supérieur, la plupart en France (12.287) contre 6.857 faillites. Par rapport à 2012, il s'agit d'une augmentation de 16% du nombre de start-ups et d'une diminution de 10% du nombre de faillites.

Le terme « **Industry 4.0** » signifie l'intégration de la construction mécanique et électrique avec la technologie de l'information pour former une méthode de production en réseau intelligente dans les usines de l'avenir. Cela implique également la coopération intelligente de différentes industries dans le cadre de l'optimisation des chaînes de valeur. L'adaptation à la quatrième révolution industrielle « Industry 4.0 » pose aux entreprises des défis fondamentaux tels que la numérisation, l'optimisation des flux de données, le vieillissement des populations, les nouveaux modèles économiques, etc. Le nombre de nouvelles entreprises a augmenté de 16% par rapport à 2012. Les régions du Rhin supérieur ont déjà développé des stratégies (régionales) pour se préparer à l'utilisation des technologies de pointe et en particulier pour soutenir les PME dans leur transformation industrielle. En 2015, le Bade-Wurtemberg a fondé 'l'Alliance Baden-Württemberg Industry 4.0', qui réunit tous les principaux acteurs du Land²⁷. Aussi la stratégie de numérisation du Bade-Wurtemberg prévoit des mesures et des objectifs concrets. La Rhénanie-Palatinat a préparé une étude sur la promotion de l'industrie 4.0 et identifié des domaines d'action²⁸. Pour le Grand Est, c'est aussi la promotion des industries du futur.

En 2018, les Chambres de Commerce et d'Industrie (IHKs et CCI) ont signé un accord de coopération technologique²⁹. Cet accord constitue la base d'un soutien encore plus efficace aux entreprises dans leur recherche de partenaires appropriés pour des coopérations à l'étranger. Par exemple, les chambres consulaires ont l'intention de renvoyer les entreprises directement aux intermédiaires compétents en matière de développement commercial transfrontalier, en mettant l'accent sur l'innovation au cas par cas. En outre, les offres de transfert de technologie existantes devraient être mieux utilisables par les entreprises au-delà des frontières.

Pour toutes les régions administratives du Rhin supérieur, il est important d'adopter des approches de la gestion du recyclage, d'une meilleure utilisation des ressources dans le cadre d'une efficacité accrue des matériaux et des ressources sous le terme « d'économie circulaire ». L'utilisation efficace des ressources fait partie des stratégies et des projets pilotes depuis plus de dix ans. Le Bade-Wurtemberg dispose d'une « Stratégie pour l'efficacité des ressources » et promeut « l'Atlas d'experts sur l'efficacité des ressources »³⁰ par le biais de son Umwelttechnik BW GmbH, Agence régionale pour la technologie environnementale et l'efficacité des ressources. La Rhénanie-Palatinat dispose d'un réseau public-privé

²⁶ Muller et al. (2017).

²⁷ <https://www.i40-bw.de/en/>

²⁸ Zukunftsinitiative Rheinland-Pfalz e.V. (2016).

²⁹ Baden-Württembergischer Industrie- und Handelskammertag (2019).

³⁰ Expertenatlas Ressourceneffizienz Consulta-RE (2019).

en efficacité des ressources et a aidé plus de 200 entreprises à améliorer l'efficacité de leurs ressources entre 2007 et 2018³¹. Dans le Grand Est, l'utilisation des services environnementaux est l'un des 30 objectifs stratégiques de la stratégie SRADDET. L'approche de l'économie circulaire et l'efficacité des ressources sont également des thèmes importants pour les institutions suisses.

Carte 6 Infrastructures et services publics transfrontaliers



Source : MOT (2015)

³¹ Ministerium für Umwelt, Energie, Ernährung und Forsten (2019). Ressourceneffizienz Rheinland-Pfalz.

Services publics et administration

La région du Rhin supérieur est l'une des régions frontalières les plus denses d'Europe en matière de services publics transfrontaliers (voir Carte 6).

Il s'agit de services qui sont gérés conjointement par les autorités publiques de part et d'autre de la frontière ou qui desservent une population des deux côtés de la frontière. Le projet ESPON CPS³² a identifié environ 600 services transfrontaliers en Europe, dont soixante dans la région du Rhin supérieur. Les services transfrontaliers couvrent une variété de domaines thématiques, notamment les transports, les soins de santé, l'éducation, le marché du travail, la protection de l'environnement et la protection civile. Divers accords bilatéraux soutiennent les créations de services publics transfrontaliers dans cette région, dont l'accord de Karlsruhe sur la coopération transfrontalière de 1997.

Espace naturel et écosystèmes

Sur le plan géographique, les différentes parties du programme sont séparées du reste des États membres concernés par des chaînes de montagnes (Vosges, Forêt Noire, Jura), ce qui a contribué historiquement à l'établissement de relations transfrontalières. Cela signifie que l'accessibilité aux autres régions des États d'appartenance est moindre que l'accessibilité aux régions des pays voisins.

La région du Rhin supérieur se situe dans la région biogéographique continentale et présente donc une faune et une flore similaires. Cela signifie également que les écosystèmes de la zone du programme sont interconnectés entre eux ainsi qu'avec d'autres écosystèmes situés en dehors de la zone du programme du Rhin supérieur³³. D'un point de vue topographique également, la région couverte par le programme du Rhin supérieur représente essentiellement une vallée ouverte (Muldenal) qui se resserre géographiquement à l'entrée des massifs montagneux vers le sud dans le Jura, vers l'ouest dans les Vosges et vers l'est dans la Forêt-Noire. D'un point de vue géographique, la zone du programme Rhin supérieur représente un territoire cohérent sur le plan spatial. Le bassin versant du Rhin semble avoir justifié la délimitation de la zone couverte par le programme. Le Rhin représente à la fois un élément unificateur et séparateur entre les trois pays. Divers sous-systèmes du fleuve s'étendent jusqu'à la frontière de la zone du programme. Cela met en évidence l'interrelation fonctionnelle dans les systèmes fluviaux ; la biodiversité, les inondations, les polluants et le transport fluvial affectent toutes les régions de la zone du programme du Rhin supérieur de la même manière³⁴. Si une zone est sujette à une pollution ou à des inondations, une autre région dans les pays voisins, sera très probablement également affectée.

Il existe, pour sa protection, la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR), dont les activités s'étendent au-delà du Rhin supérieur. Elle s'intéresse à la manière dont les États du bassin versant du Rhin peuvent réduire les rejets de micropolluants dans les masses d'eau. Cela vaut en

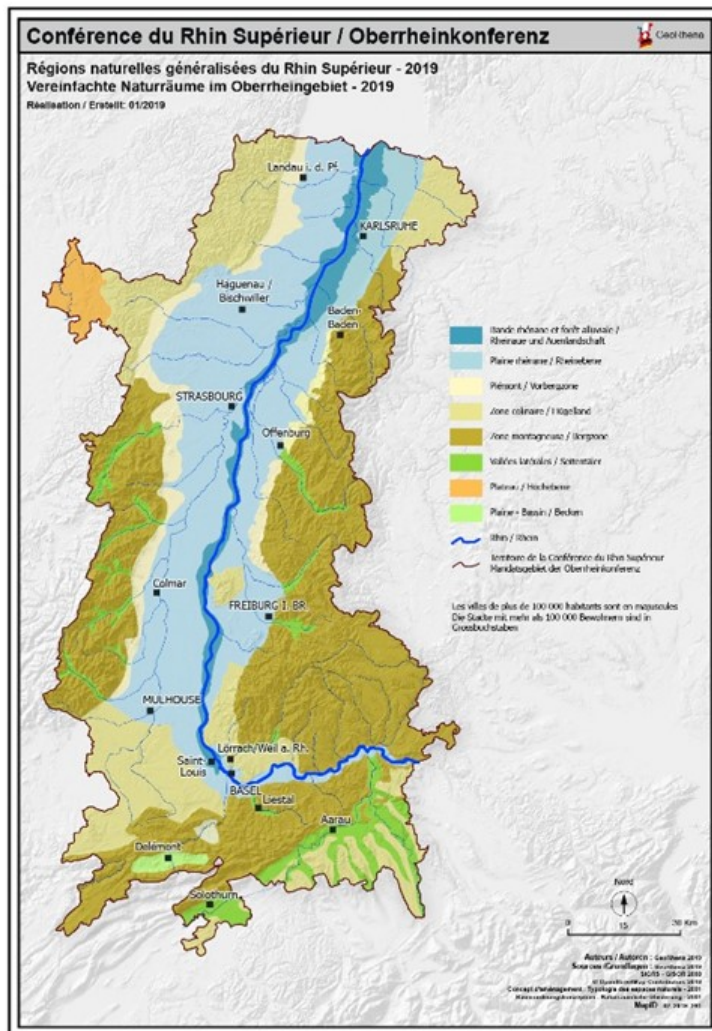
³² Projet ESPON CPS, ESPON (2018) : <https://www.espon.eu/CPS>

³³ Régions biogéographiques, AEE (2019a).

³⁴ Bassins hydrographiques, sur la base de l'AEE (2019b).

particulier pour les systèmes municipaux de collecte et de traitement des eaux usées, l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Carte 7 Les espaces naturels de la région du Rhin supérieur



Source : GeoRhena (2019)

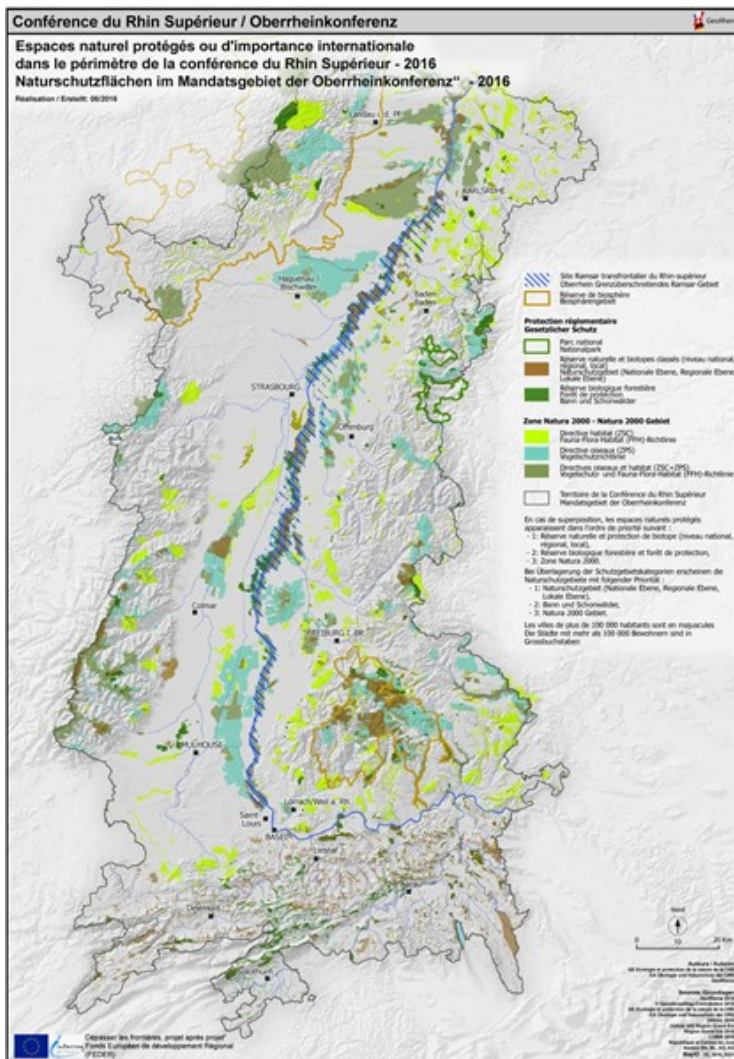
Les principales associations de protection de la nature (par ex. Alsace Nature, BUND, NABU), les institutions de recherche (par ex. KIT Aueninstitut, Oberrhein Cluster für Nachhaltigkeit) et les institutions administratives travaillent ensemble à la protection de l'environnement dans le Rhin supérieur. En particulier, le programme intégré pour le Rhin (PIR)³⁵ est un aspect essentiel tant pour la protection des écosystèmes rhénans que pour la protection contre les inondations. Le programme intégré du Rhin (PIR) est un programme du Land de Bade-Wurtemberg qui combine des mesures de protection contre les crues sur le Rhin supérieur avec la renaturation des paysages. Avec le

³⁵ <https://rp.baden-wuerttemberg.de/Themen/WasserBoden/IRP/Seiten/FuA-IRP.aspx>

programme intégré du Rhin, le Land du Bade-Wurtemberg poursuit l'objectif de restaurer la protection existante contre les crues sur le tronçon libre du Rhin au nord du barrage d'Iffezheim. Dès 1982, l'Allemagne et la France ont convenu de restaurer l'ancienne protection contre les crues du Rhin supérieur. En coordination avec les mesures de rétention en France et en Rhénanie-Palatinat, il en résulte un concept commun de protection contre les crues pour le Rhin supérieur dans son ensemble.

Le Rhin définit également le cadre de l'écosystème non fluvial : les espaces naturels des deux côtés du Rhin sont fonctionnellement liés les uns aux autres³⁶.

Carte 8 Zones protégées de la zone du programme Rhin Supérieur



Source : GeoRhena (2019)

³⁶ Par exemple: Uehlinger et al (2009).

Les données environnementales montrent un écosystème commun dans la vallée du Rhin. La Carte 7 présente les différents environnements naturels de la zone du programme, par essence transfrontaliers, qui se sont traduits par la création d'aires protégées de types similaires, comme le montre la Carte 8. Les aires protégées se trouvent principalement dans l'arrière-pays, mais aussi directement le long de la frontière (vallée du Rhin). La gestion de l'environnement présente donc un intérêt transfrontalier évident.

Le Cluster de recherche en durabilité dans le Rhin Supérieur travaille sur ce domaine spécifique. Leurs recherches montrent qu'il existe des services écosystémiques transfrontaliers qui peuvent difficilement être cartographiés par une approche classique parce qu'ils ne peuvent être liés à des limites administratives³⁷. L'épuration de l'air est un exemple d'un tel service écosystémique transfrontalier. La zone du programme du Rhin supérieur présente une pollution atmosphérique relativement faible par rapport à la moyenne européenne. Des valeurs plus élevées de dépassement des charges critiques de l'air en azote peuvent néanmoins être observées dans le sud et l'ouest de la zone couverte par le programme³⁸. Bien que la pollution primaire (gaz d'échappement provenant de la combustion, particules, etc.) ait des effets plutôt locaux, les polluants sont transportés par l'air et l'eau et tombent sous forme de pluies acides ou sont transformés en polluants secondaires par des procédés chimiques.

Aménagement du territoire

Depuis 2011, la Conférence du Rhin supérieur et le Groupe de travail sur l'aménagement du territoire se consacrent à la coordination et à la coopération en matière d'aménagement du territoire. Outre les ministères et départements compétents des régions participantes, les membres du groupe de travail comprennent également des services spécialisés, tels que les autorités chargées de l'octroi des licences et des groupes d'intérêt. De plus les Eurodistricts mettent en œuvre des stratégies transfrontalières de planification commune au niveau local. Afin d'atteindre l'objectif d'un aménagement du territoire transfrontalier cohérent, trois instruments concrets ont été définis dans la déclaration d'intention du groupe de travail³⁹ : 1) la reconnaissance et la documentation des bonnes pratiques, 2) des contacts rapides et directs entre les acteurs de l'aménagement du territoire et 3) la création d'un instrument d'observation spatiale sous forme de système d'information géographique. Les deux premiers instruments sont principalement utilisés pour la coordination interne. En revanche, le dernier instrument est librement accessible sous le nom de « GeoRhena ».

GeoRhena est le système d'information géographique transfrontalier du Rhin supérieur⁴⁰. Créé en mai 2017 avec le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre du programme Interreg V Rhin Supérieur, le géoportail GeoRhena offre à tous un accès facile et rapide aux données géographiques transfrontalières et permet aux utilisateurs de produire des cartes interactives sur des sujets de leur choix, GeoRhena soutient la coopération transfrontalière. Le portail soutient le travail des experts de la Conférence du Rhin Supérieur et d'autres acteurs impliqués dans les actions transfrontalières.

³⁷ Pôle de recherche sur la durabilité du Rhin supérieur (2019a).

³⁸ Voir: <https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/critical-load-exceedance-for-nitrogen/critical-load-exceedance-for-nitrogen>

³⁹ Deutsch-Französisch-Schweizerische Oberrheinkonferenz (2011)

⁴⁰ Voir: GeoRhena (2019).

En outre, il existe diverses coopérations locales sur le Rhin supérieur dans le domaine de l'aménagement du territoire. Certains des nombreux Eurodistricts mettent en œuvre des stratégies communes de planification et de développement avec une référence concrète au niveau local. L'Eurodistrict PAMINA et l'Eurodistrict Trinational de Bâle sont des exemples de stratégies de planification transfrontalière.

Des exemples d'approches transfrontalières de l'aménagement du territoire au niveau local/sous-régional sont :

- Le développement urbain intégré de l'agglomération Strasbourg-Kehl vers une Eurométropole transfrontalière⁴¹.
- La restructuration commune de l'île du Rhin par le GLCT Pays des deux Brisach. Le développement de l'île passe par la création d'un centre culturel transfrontalier, mais aussi d'un centre tertiaire pour les entreprises françaises et allemandes, des services touristiques (restauration, produits locaux, etc.).
- L'Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB), une organisation transfrontalière de communes et de villes de la région bâloise, qui initie et réalise une planification commune au-delà des frontières de l'Allemagne, la France et la Suisse. Des exemples d'aménagement du territoire transfrontalier sont la stratégie intégrée de développement de la région de Bâle et l'IBA 2020 Basel⁴².

La structure du programme du Rhin supérieur permet également de promouvoir d'autres approches concrètes de coopération dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la planification qui n'ont pas encore été institutionnalisées par un Eurodistrict. Le démantèlement de la centrale nucléaire de Fessenheim représente une telle opportunité. Pour l'utilisation ultérieure de la centrale nucléaire dans un parc économique et d'innovation transfrontalier, différents objectifs de développement doivent être coordonnés aux niveaux régionaux et nationaux.

Bloc de texte Centrale nucléaire de Fessenheim

La **centrale nucléaire de Fessenheim** devrait être fermée en 2020. Pour l'environnement immédiat, mais aussi pour la région, la fermeture offre de nouveaux potentiels mais aussi des risques. Le traité d'Aix-la-Chapelle cite l'utilisation ultérieure de la zone autour de Fessenheim après la fermeture comme l'un des projets visant à approfondir le partenariat franco-allemand : « *Développement conjoint d'un projet pour l'utilisation ultérieure de la zone autour de la centrale nucléaire de Fessenheim après sa fermeture dans le cadre d'un parc économique et innovant franco-allemand ; projets en matière de mobilité transfrontalière, de redressement énergétique et d'innovation* »⁴³. La création d'un parc franco-

⁴¹ <https://www.kehl.de/stadt/tram/tram-nach-kehl-stadtentwicklung-in-strassburg.php>

⁴² Trinationaler Eurodistrict Basel – TEB (2009) und IBA Basel (2019). Une version actuelle de la stratégie de développement de l'Eurodistrict Trinational de Bâle à l'horizon 2030 est en cours d'élaboration.

⁴³ Presse- und Informationsamt der Bundesregierung (2019): Deutsch-Französische Agenda. Prioritäre Vorhaben in Umsetzung des Vertrags von Aachen.

allemand d'entreprises et d'innovation offre un potentiel de développement économique commun dans la région. D'autre part, dès 2018, le Conseil Rhénan a attiré l'attention sur les conséquences négatives possibles de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim⁴⁴, par exemple « pour les salariés en ce qui concerne leurs emplois et pour les communes en ce qui concerne les recettes de la taxe professionnelle si aucune contrepartie concrète n'est prévue ». En outre, la fermeture complète des centrales nucléaires françaises et allemandes du Rhin supérieur et la fermeture partielle des centrales nucléaires suisses représenteraient pour la région des défis majeurs en termes d'approvisionnement énergétique par les énergies renouvelables. La mobilisation des partenaires français et allemands dans le processus « post-Fessenheim », qui a déjà eu lieu, doit être considérée comme une étape positive, dans le but d'établir un concept d'intégration spatiale en accord, qui inclut des mesures concrètes et structurantes, telles que les parcs économiques et d'innovation franco-allemands et le centre culturel franco-allemand Art'Rhena. Toutefois, à long terme, une analyse du potentiel énergétique existant, des besoins de la région et des mesures d'accompagnement nécessaires, ainsi que des installations nécessaires pour la production et le stockage des énergies renouvelables, sera également nécessaire. Le rôle important des institutions nationales dans le processus de transformation peut représenter un risque pour la région, car les décisions ne peuvent être prises uniquement dans la région elle-même.

Recherche et innovation

La région du Rhin supérieur possède l'une des activités de recherche et d'innovation les plus importantes d'Europe avec plus de 160 universités, universités et instituts de recherche, ainsi que de grandes entreprises et un vaste réseau de PME compétitives.

Au total, il y a sept grandes universités et institutions d'enseignement supérieur (Hochschulen) publiques sur le Rhin supérieur, deux du côté français, une en Suisse et quatre en Allemagne⁴⁵. Au total, 126 000 étudiants ont étudié dans ces institutions en 2016, dont 53 000 en Alsace, 50 000 dans le pays de Bade, 13 000 et 10 000 dans le Nord-Ouest de la Suisse et le sud du Palatinat.

La région Grand Est est l'un des plus grands centres scientifiques de France et occupe la première place dans le domaine de la chimie. Deux universités, 12 grandes écoles, 250 laboratoires et plus de 5 200 chercheurs, un hôpital universitaire et de nombreux instituts de recherche spécialisés sont situés dans la partie alsacienne du Rhin supérieur. De nombreuses personnalités célèbres ont étudié à l'Université de Strasbourg, dont 17 prix Nobel. Quatre d'entre eux sont actuellement actifs dans la communauté scientifique alsacienne (J-M. Lehn, M. Karplus et J-P. Sauvage en chimie, J. Hoffmann en médecine). La partie française de la zone du programme est également un pôle d'excellence européen dans les domaines de la biologie, de la biotechnologie, de la médecine et de la physique des matériaux. De grandes organisations scientifiques internationales telles que la Pharmacopée européenne, la Fondation européenne de la science, le Human Frontier Science Program (HFSP) et la Fondation Kastler sont toutes basées à Strasbourg.

⁴⁴ Oberrheinrat (2018): Energie- und Wirtschaftswende am Oberrhein. Resolution der Plenarsitzung vom 3. Dezember 2018, auf Vorschlag der Kommission Landwirtschaft – Umwelt – Klima – Energie.

⁴⁵ Université de Strasbourg, Université de Haute-Alsace, Universität Basel, Universität Freiburg, Karlsruher Institut für Technologie Hochschule Offenburg, Universität Koblenz-Landau.

nombreuses années. Environ un tiers de la main-d'œuvre travaille dans des industries technologiques de pointes - plus que dans toute autre région d'Europe.

Grâce à ses travaux de recherche, l'Université de Bâle est régulièrement classée parmi les 100 meilleures universités du monde selon différents classements mondiaux. Dans ses sept facultés, l'Université cultive un large éventail d'activités de recherche dans toutes les disciplines scientifiques fondamentales.

Le premier Groupement européen de coopération territoriale (GECT) "Eucor"⁴⁷ - Le campus européen", soutenu exclusivement par des universités (Université de Bâle, Université de Fribourg, Université de Haute-Alsace, Université de Strasbourg et Karlsruhe Institute of Technology), a été fondé autour du Rhin supérieur. C'est le premier GECT créé par des établissements d'enseignement supérieur et il est un acteur important dans la région. Selon Eucor, en termes de recherche et d'enseignement, la région doit devenir un pôle d'attraction pour les meilleurs jeunes scientifiques et étudiants internationaux.

La recherche commune au sein d'Eucor se caractérise par des réseaux de recherche transfrontaliers. Il peut s'agir de réseaux interdisciplinaires ou de groupes de recherche thématiques hautement spécialisés, comme le Collegium Beatus Rhenanus, Neurex, Soft Matter Science, Hermann Paul School of Linguistics, EUCOR Network Scandinavian Studies, European Cancer Center, Biotechnology, Eucor Library Network.

La recherche, le développement et le transfert de connaissances font l'objet de diverses stratégies et instruments de financement aux niveaux national et régional. Outre le soutien aux universités du Rhin supérieur dans le cadre des initiatives nationales d'excellence de l'Allemagne et de la France, l'innovation est une composante centrale de tous les programmes régionaux du FEDER dans la région. En outre, l'Alsace, le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat poursuivent la promotion de solutions intelligentes dans le cadre de stratégies de spécialisation intelligente (RIS3). Le transfert de connaissances et de technologies joue également un rôle clé dans la nouvelle politique régionale de la Suisse.

L'Offensive Sciences de la région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur (TMO) a été lancée en 2011 par les régions et États du Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat et d'Alsace. Cette initiative, unique en Europe, a permis pour la première fois de soutenir conjointement avec des fonds régionaux et des fonds du programme INTERREG des projets de recherche transfrontaliers exceptionnels. Dans le cycle actuel (2018), des projets dans les domaines stratégiques suivants seront financés : a) technologies environnementales et énergétiques, énergies renouvelables, efficacité des ressources, b) mobilité durable, construction de véhicules, transport et logistique, c) TIC, informatique verte, produits intelligents, d) santé et soins, technologie médicale et vieillissement. En général, les thèmes « bio-économie » et « Industrie 4.0 » jouent également un rôle important dans cette forme de coopération transfrontalière.

⁴⁷ <https://www.eucor-uni.org/de/>

La région accueille également des activités de mise en réseau de l'innovation et de la recherche liées à ses spécialisations industrielles. Il s'agit par exemple du Forum d'innovation technologique en matière de santé du Rhin supérieur, l'alliance TriRhenaTech, ou les activités de la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur.

Les initiatives trinationales de clusters et de mise en réseau visant à stimuler l'innovation et la compétitivité de certaines branches industrielles ou de certains domaines des technologies avancées constituent un exemple de coopération transfrontalière. Alors que la plupart des initiatives de clusters ont une orientation locale ou régionale, les initiatives transfrontalières peuvent aider ces clusters à se développer et à collaborer dans des domaines stratégiques tels que l'attraction, la formation ou l'internationalisation des talents. Un exemple remarquable est le cluster transfrontalier BioValley, un cluster de classe mondiale axé sur les instruments pharmaceutiques, biotechnologiques et médicaux⁴⁸. Les quatre organismes de soutien de BioValley sont les trois associations nationales BioValley constituées en France, en Allemagne et en Suisse et la Plate-forme BioValley en Allemagne.

Éducation et formation

Les régions du Rhin supérieur sont affectées de manière différentes par le problème que constitue les jeunes (de 18-24 ans) sans emploi ni formation. 17,5% à 22,5% de la population française de ce groupe d'âge se trouve dans cette situation alors que c'est le cas de moins de 7,5% des jeunes de la région de Karlsruhe et de l'Espace Mittelland en Suisse⁴⁹. Cela signifie que les régions d'Allemagne et de Suisse sont parmi les plus performantes d'Europe, les régions françaises se situent autour de la moyenne européenne. La plupart des jeunes n'étant ni en formation ni en emploi en Europe se trouvent dans les régions d'Italie, de Grèce, de Bulgarie et de Roumanie.

La part de la population âgée de 25 à 64 ans qui suit une formation diffère considérablement selon les pays du Rhin supérieur. Dans la plupart des régions allemandes, moins de 5% de la population a suivi un enseignement en 2017, contre 15-20% en Alsace et plus de 20% dans les régions suisses⁵⁰. Les régions allemandes figurent ainsi parmi les régions les moins bien classées d'Europe, avec la Belgique et la plupart des régions d'Europe de l'Est et du Sud-Est, tandis que la Suisse, avec la France et les pays nordiques, est parmi les premières d'Europe en matière de formation tout au long de la vie.

Dans la région du Rhin supérieur il existe de nombreux services publics transfrontaliers dans le domaine de l'enseignement général et professionnel, par exemple des possibilités d'éducation bilingue dès le plus jeune âge sur le territoire alsacien⁵¹ et de Fribourg-en-Brisgau (combiné avec le primaire)⁵², le lycée franco-allemand de Fribourg-en-Brisgau⁵³ et le centre d'apprentissage transfrontalier des chambres de commerce et d'industrie du Rhin supérieur⁵⁴. La région occupe la deuxième place dans la

⁴⁸ Biovalley (2018).

⁴⁹ Annuaire régional d'Eurostat, édition 2018, Eurostat (2018).

⁵⁰ Annuaire régional d'Eurostat, édition 2018, Eurostat (2018).

⁵¹ Par exemple : Deutsch-französische Kinderkrippe/Crèche franco-allemande Strasbourg

⁵² <http://ecole92.net/herzlich-willkommen/>

⁵³ <https://www.dfglf.net/dfg/de/>

⁵⁴ <https://ihk-azubi-apprenti.eu/tibrosBB/lehrstellenboerse.jsp>

comparaison européenne. Le projet ORATE-CPS a identifié 56 services publics transfrontaliers dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe. Sur ces 56 services, dix sont situés dans la région du Rhin supérieur.

En outre, il existe de nombreuses initiatives dans la région du Rhin supérieur pour simplifier l'enseignement et la formation transfrontaliers, telles que le cours "European Teaching Office" offert par les instituts d'éducation de Fribourg-en-Brisgau et de Karlsruhe pour permettre aux enfants des écoles primaires de la région frontalière de recevoir un enseignement bilingue. Un autre succès a été la publication du manuel « Leben am Oberrhein. Lehrwerk für ein Europa ohne Grenzen »⁵⁵ (manuel scolaire pour une Europe sans frontières) destiné aux jeunes de 8 à 15 ans.

Le projet ESPON sur les périphéries intérieures⁵⁶ a évalué le temps de trajet en voiture jusqu'aux écoles primaires et secondaires en 2016. Sur la base de cet accès à l'enseignement primaire et secondaire, le projet a caractérisé les régions allemandes du Rhin supérieur comme périphérie intérieure, à l'exception de la région de Fribourg-en-Brisgau. L'agrandissement montre que le temps de parcours est le plus faible dans les régions françaises et le long du Rhin, des deux côtés de la frontière. En direction de la Forêt Noire, le temps de trajet jusqu'aux écoles primaires et secondaires augmente. Cette tendance est similaire dans le reste de l'Europe. La plupart des "périphéries intérieures" pour l'accès aux écoles primaires se trouvent dans les zones montagneuses.

Culture, Tourisme

Le Rhin supérieur, dans sa diversité de paysages, de microrégions et de villes, peut être considéré comme une destination touristique et un espace culturel hautement intégrés. Les caractéristiques historiques communes de l'ensemble formé par le Pays de Bade et l'Alsace en particulier, favorisent l'existence d'un flux important de personnes jouissant d'activités de loisirs de part et d'autre de la frontière. Par rapport à l'Europe, la région du Rhin supérieur accueille en moyenne plus de touristes que d'autres régions centrales sans grandes métropoles, mais moins que les destinations touristiques populaire de l'Europe du Sud.

En 2016, entre 7,5 et 15 millions de nuitées ont été passées dans les différents territoires formant la région du Rhin supérieur, le nombre de nuitées n'étant que légèrement inférieur dans la région de Landau, entre 5 et 7,5 millions. Le nombre de nuitées passées dans la région est légèrement supérieur à la moyenne européenne. Entre 2006 et 2016, le nombre de nuitées a augmenté davantage du côté français (2,5 à 5 % par an) de la région que dans les régions allemandes voisines, avec une croissance moyenne de 0 à 2,5 % par an⁵⁷.

L'industrie du tourisme dans le Rhin supérieur est un facteur économique important avec des perspectives de croissance. Le tourisme est mentionné comme potentiel dans la *Stratégie touristique 2025 du Land de Rhénanie-Palatinat*, dans le *Tourismuskonzept Baden-Württemberg* ainsi que dans le

⁵⁵ <https://www.oberrheinkonferenz.org/oberrheinschulbuch/indexd.htm>

⁵⁶ Projet ESPON Périphéries intérieures, ESPON (2017).

⁵⁷ Annuaire régional d'Eurostat, édition 2018, Eurostat (2018). Statistiques disponibles uniquement au niveau des régions NUTS2.

Schéma régional de développement du tourisme 2018-2023 pour le Grand Est et dans la *Neuen Regionalpolitik* der Schweiz. La promotion du tourisme est déjà bien intégrée par-delà les frontières dans le Rhin supérieur. Des plateformes telles que UPPER RHINE VALLEY⁵⁸, où 31 partenaires de projet du Palatinat du sud, de la Forêt Noire, de l'Alsace et de la région de Bâle promeuvent ensemble le tourisme à l'étranger, ou Vis-à-vis Pamina⁵⁹, créée dès 1990, sont de bons exemples de gestion intégrée et déjà bien établis.

L'étude ESPON Cross-Border Public Services⁶⁰ a identifié 55 services qui sont exploités conjointement ou pour le bénéfice de la population au-delà des frontières dans les domaines des loisirs, du tourisme et de la culture. Deux CPS se trouvent dans la région du Rhin supérieur : l'office commun du tourisme Pays de Bade - Alsace - Palatinat et le Pamina Rheinpark.

Jeunesse, loisirs et sports

La mise en valeur du patrimoine culturel est un autre point central des activités du Rhin supérieur et de la coopération. Les exemples vont du laissez-passer muséal commun au jeu éducatif en ligne LE PASSE-PARTOUT, en passant par la mise en place d'une histoire franco-allemande de la Première Guerre mondiale sur le Vieil Armand.

Le travail avec et pour les jeunes, les loisirs et le sport est un domaine qui est régulièrement soutenu par des projets. Depuis 1998, la Conférence du Rhin supérieur soutient des projets transfrontaliers de jeunes. Le Fond Jeunesse permet de financer rapidement et facilement la participation à un projet transfrontalier et couvrir les frais de déplacement.

Un autre exemple est le Parlement des jeunes du Rhin supérieur - le forum des jeunes de Baden, d'Alsace, de Suisse du Nord Ouest et du Palatinat du Sud⁶¹.

Le Pamina Youth Network est une coalition informelle d'une trentaine d'acteurs de la jeunesse de Baden, du Palatinat et d'Alsace qui se réunissent 3-4 fois par an. L'Eurodistrict PAMINA coordonne ces réunions conjointes et soutient le réseau des jeunes.

Santé

Dans toute l'Europe, la mobilité transfrontalière des patients a augmenté au cours des trois dernières années⁶². La coopération transfrontalière dans le domaine de la politique de santé et des soins de santé est traitée par le groupe de travail sur la politique de santé de la Conférence du Rhin supérieur. L'objectif est d'examiner les structures des trois pays et de promouvoir la coopération.

⁵⁸ <https://www.upperrhinevalley.com/en>

⁵⁹ <https://vis-a-vis-pamina.eu/>

⁶⁰ Projet ESPON CPS, ESPON (2018) : <https://www.espon.eu/CPS>.

⁶¹ <https://www.jpo-eu.org/>

⁶² European Commission (2018): Report on the operation of Directive 2011/24/EU on the application of patients' rights in crossborder healthcare. COM(2018) 651 final, p.19

Les différences entre les systèmes de santé et de sécurité sociale en Allemagne, en France et en Suisse constituent un sérieux obstacle à l'optimisation et à l'innovation des soins de santé⁶³. En Allemagne, par exemple, il existe un grand nombre d'acteurs concurrents dans le secteur de la santé et une différence entre les caisses d'assurance maladie privées et légales. En France, tous les risques sociaux devraient être couverts par la Sécurité sociale obligatoire. Mais avec le régime local supplémentaire, il existe une particularité locale dans la région française du Rhin supérieur. Contrairement à l'Allemagne et à la Suisse, la France a un médecin généraliste référent obligatoire. En Suisse, les cantons jouissent d'une grande liberté et diffèrent considérablement les uns des autres, par exemple en matière de réduction des primes.

Les possibilités de coopération dans le Rhin supérieur sont néanmoins multiples et vont de l'amélioration de la couverture des services dans les zones rurales à la coopération dans le domaine de la recherche en santé, en passant par l'accord de centres spécialisés transfrontaliers et la suppression des obstacles à l'accès aux services, à l'emploi dans les hôpitaux ou à l'échange de données sur les patients.

Il y a aussi des similitudes dans les défis futurs. L'Allemagne, la France et la Suisse sont toutes confrontées au changement démographique. Dans ces trois pays, il y a une pénurie de personnel infirmier qualifié et les coûts des soins de santé augmentent. Ces défis communs pourraient être relevés ensemble. A cette fin, la numérisation de la société affecte naturellement aussi le système de soins de santé⁶⁴. De nouveaux concepts prennent de plus en plus d'importance dans le domaine des soins aux personnes âgées. Les nouvelles technologies dans la vie quotidienne peuvent aider les personnes ayant besoin de soins à vivre de façon autonome à domicile. De plus, les maisons de soins infirmiers ou les services de soins peuvent également utiliser des innovations qui facilitent leur travail. Dans les trois pays, des formes alternatives et novatrices de logement et de soins ambulatoires sont actuellement testées afin que les personnes ayant besoin de soins puissent rester dans leur environnement familial aussi longtemps que possible.

Certains services transnationaux existent déjà dans le domaine de la santé. Par exemple, le Centre hospitalier de Mulhouse et le Centre de cardiologie de Bad Krozingern coopèrent, le Centre hospitalier intercommunal de Lauter offre des services médicaux transfrontaliers et la Berufsgenossenschaftliche Unfallklinik Ludwigshafen a conclu un accord de coopération avec la France. Les grands brûlés alsaciens y sont soignés depuis 2005 (départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). Depuis 2009, il existe également une coopération dans le domaine de l'épileptologie (Kork-Strasbourg). Le Centre d'oncologie de Lörrach (MVZ), qui entretient un partenariat avec l'Hôpital universitaire de Bâle et les hôpitaux du district de Lörrach, ainsi que les soins aux prématurés de France par le biais de l'Hôpital universitaire pour enfants Beider Basel (UKBB) sont d'autres exemples.

Le projet Interreg TRISAN⁶⁵ a déjà jeté les bases d'une coopération future. Par exemple en présentant une étude sur l'accès transfrontalier aux services de santé dans la zone PAMINA, dans laquelle sont identifiées les possibilités de coopération future et les besoins spécifiques d'action. TRISAN a élaboré

⁶³ Siehe Metis GmbH et al. (2017).

⁶⁴ TRISAN website, Von der Prävention bis zur Pflege grenzüberschreitend denken – Allgemeiner Rahmen

⁶⁵ TRISAN (2019b), <https://www.trisan.org/TRISAN>.

un catalogue des initiatives de coopération déjà existantes et une boîte à outils pour les premiers pas de la coopération.

3.2.2 Coopération sous-régionale: Eurodistricts

Les Eurodistricts sont également des organismes importants pour promouvoir la coopération transfrontalière au niveau local et régional.

Dans l'ensemble, les Eurodistricts ont des priorités axées sur la vie quotidienne des citoyens : mobilité, emploi, éducation et formation, et soins de santé, le bilinguisme étant un défi commun. Les partenariats individuels au niveau sous-régional sont les suivants :

- PAMINA⁶⁶ : Existe en tant que groupe de coopération depuis 1988 et est devenu un GECT/EVTZ en 2018 nommé Eurodistrict PAMINA. PAMINA vise à faciliter la coopération transfrontalière vers un territoire durable et équilibré afin d'améliorer la vie quotidienne des habitants dans tous les domaines possibles. Sont particulièrement concernés : a) l'aménagement du territoire, les transports et la mobilité (répertoriés dans l'étude sur les liens manquants de l'UE ; les liaisons est-ouest limitées sur le Rhin, les informations communes sur les transports transfrontaliers), b) l'éducation et le bilinguisme (échanges, formation en tandem), c) le développement conjoint du marché du travail (formations, coaching, formation professionnelle), d) les soins médicaux et sociaux (facilitation de la couverture sociale, coopération hospitalière).
- Strasbourg-Ortenau⁶⁷ : créé en 2005, GECT/EVTZ depuis 2008. L'Eurodistrict est structuré autour du noyau urbain (Strasbourg-Kehl), les objectifs locaux sont de faciliter les échanges entre collectivités locales pour construire un véritable territoire " européen ", favoriser la prise de décision commune, simplifier la vie des citoyens sur des thèmes transfrontaliers (transport, environnement, économie), créer des liens dans la société civile. L'Eurodistrict compte 13 domaines thématiques sur lesquels des actions sont menées (social, aménagement du territoire, culture, économie et emploi, éducation et bilinguisme, environnement, institutions, jeunesse, mobilité, implication des citoyens, sûreté et sécurité, santé, sport, tourisme), et soutien aux initiatives de la société civile (soutien au bilinguisme, fonds jeunes réfugiés). L'accent est mis en particulier sur a) la mobilité et les transports (service accru, billetterie commune), b) le bilinguisme et l'éducation (échanges, formation en tandem), c) le marché du travail commun et le développement économique (formations, coaching, match-making, formation professionnelle).
- Communauté de travail « Eurodistrict Region Freiburg / Centre et Sud Alsace⁶⁸ : L'Eurodistrict est créé en 2004. Il se trouve dans une zone majoritairement rurale comptant 10 villes petites et moyennes (2 seulement le long du Rhin). L'accent est mis sur : a) la mobilité transfrontalière

⁶⁶ <https://www.eurodistrict-pamina.eu>

⁶⁷ <http://www.eurodistrict.eu/de>

⁶⁸ <http://www.freiburg-schwarzwald.de/eurodistrict.htm>

et l'aménagement, b) l'emploi, c) le bilinguisme. Les spécificités de ce territoire sont une structure de coopération locale en plus le long du Rhin (GLCT Centre Hardt-Oberrhein & Pays des Deux Brisach), les deux s'intéressant à des priorités spécifiques liées à des actions communes de sécurité.

- Eurodistrict Trinational de Bâle⁶⁹: Créé en 2007 comme association à but non lucratif après une coopération antérieure au sein de l'ATB (Agglomération Trinationale de Bâle fondée en 1995). L'ETB vise à créer une zone urbaine intégrée avec ses activités thématiques sur l'aménagement du territoire, la mobilité, l'environnement, l'énergie, la société civile, la culture et l'éducation. Des stratégies de développement commun sont mises en œuvre sur la base de différents projets (par exemple "3Land" pour la revitalisation future des sites portuaires et industriels ou "Vis-à-vis" sur la création d'un quartier transfrontalier)⁷⁰.

Des partenariats transfrontaliers existent également au niveau local.

Par exemple, le 15 juin 2013, l'association locale transfrontalière GLCT Pays des Deux-Brisach a été fondée. En tant que nouvel instrument pour les activités transfrontalières locales, cette structure combine Breisach am Rhein, Vogtsburg im Kaiserstuhl, Merdingen et Ihringen du côté allemand avec la Communauté des communes du Pays de Brisach du côté français.

Dans le contexte de la structure polycentrique de la région du Rhin supérieur, le **réseau de villes du Rhin supérieur** a été créé en 2002 afin d'intégrer les intérêts particuliers des grandes villes dans le cadre de la coopération transfrontalière sur le Rhin supérieur et de mutualiser le potentiel commun. Le réseau de villes du Rhin supérieur est une association volontaire et informelle de partenaires égaux qui regroupe actuellement les villes de Baden-Baden, Bâle, Colmar, Freiburg, Karlsruhe, Lahr, Landau, Lörrach, Mulhouse, Offenburg et Strasbourg.

3.2.3 Coopération avec d'autres territoires

Le Rhin supérieur n'est pas une région isolée. Elle dépend du territoire qui l'entoure et d'autres régions plus éloignées. La coopération extrarégionale du Rhin supérieur est pertinente dans les domaines suivants :

Relations suprarégionales dans le domaine de l'économie et du marché du travail

Les grands centres industriels situés en dehors de la région (Stuttgart, Heidelberg, Mannheim, Francfort, etc.), mais aussi la mobilité croissante et les connexions avec des centres tels que Paris, Munich et Cologne/Bonn permettent et sont nécessaires pour coopérer avec des partenaires extérieurs sur des questions économiques et infrastructurelles. Les liens entre les entreprises et les institutions de la région du Rhin supérieur et les réseaux et partenaires de l'industrie automobile en dehors de la région du Rhin supérieur sont particulièrement visibles. La production automobile se concentre principalement à

⁶⁹ <https://www.eurodistrictbasel.eu/de/>

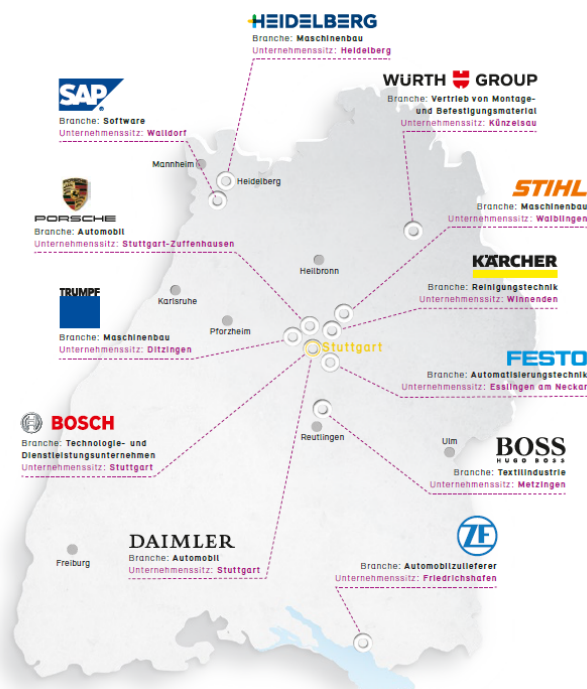
⁷⁰ <https://www.eurodistrictbasel.eu/de/unsere-projekte/unsere-projekte.html>

l'extérieur de la région, mais il existe d'importants fournisseurs et connexions avec des centres de recherche et de technologie situés sur le Rhin supérieur.

Le Bade-Wurtemberg, en particulier, est l'un des clusters automobiles les plus grands et les plus complets du monde avec des constructeurs automobiles de renommée mondiale. Environ un cinquième du chiffre d'affaires mondial de l'industrie est réalisé dans cette région. Dans la partie sud du Palatinat également, un développement très dynamique a eu lieu au cours des deux dernières décennies. Avec la création de l'usine de camions Mercedes-Benz, aujourd'hui Daimler, à Wörth, c'est la construction automobile qui domine. La région du Grand Est abrite les plus importantes entreprises françaises ainsi que des groupes internationaux leaders dans le secteur des transports. L'Alsace se situe dans le triangle d'or européen de la recherche et du développement et, grâce à la présence d'entreprises leaders comme PSA Peugeot Citroën, Alstom Transport, NEWTL, Messier-Bugatti, Punch Powerglide et Vossloh Cogifer, bénéficie d'un savoir-faire scientifique étendu et concentré.

La région du Rhin supérieur fait partie du réseau européen *Enterprise Europe Network*⁷¹, qui soutient les entreprises, en particulier les PME. Ce réseau, soutenu par la Commission européenne, réunit les anciens Centres Relais Innovation et Euro Info Centres et permet aux petites et moyennes entreprises d'accéder aux informations pertinentes pour l'Europe. Dans la région du Rhin supérieur, il existe des points de contact à Strasbourg et à Lahr.

Carte 10 Entreprises majeures au Bade-Wurtemberg



⁷¹ <https://een.ec.europa.eu/>

Source: Investitionsführer Baden-Württemberg. Stand 2016/2017

Dans le domaine des clusters, les différentes unités administratives du Rhin supérieur participent à différents réseaux européens. Par exemple le « *Cluster Collaboration Platform* »⁷² prépare et soutient des partenariats stratégiques entre clusters de toute l'Europe.

D'autre part le Bade-Wurtemberg, par exemple, fait partie de « *l'Initiative Vanguard* »⁷³, dont les régions veulent utiliser leur stratégie de spécialisation intelligente pour promouvoir l'innovation entrepreneuriale et le renouveau industriel dans les domaines prioritaires européens.

Carte 11 Régions membres de l'initiative Vanguard



Source : <https://www.s3vanguardinitiative.eu/>

D'importants liens et réseaux avec des acteurs extérieurs à la région du Rhin supérieur existent donc ici.

Relations suprarégionales dans le domaine de la recherche et de l'innovation

⁷² <https://www.clustercollaboration.eu/>

⁷³ <https://www.s3vanguardinitiative.eu/>

Le Rhin supérieur possède l'une des plus fortes densités de laboratoires et d'installations de recherche en Europe. Outre l'industrie automobile à forte intensité de recherche et d'innovation, il existe d'autres industries clés très innovantes actives dans le Rhin supérieur ou à proximité, en particulier l'industrie chimique et pharmaceutique. Au nord de la plaine du Rhin, la région de Ludwigshafen est devenue, avec la fondation de BASF au cours de la révolution industrielle, le plus grand site chimique continu du monde. Ludwigshafen est aussi le centre économique du Palatinat. L'industrie chimique et pharmaceutique dispose également d'un site très important à Bâle. La région Grand Est est une composante importante de l'un des plus importants clusters biotechnologiques d'Europe. Au total, plus de 40 % des grandes entreprises pharmaceutiques mondiales ont leur siège dans la région du Rhin supérieur.

Les universités et les centres de recherche n'aident pas seulement les entreprises de la région du Rhin supérieur à développer des innovations, ils participent également à des initiatives d'excellence et à des coopérations de recherche nationales et européennes. L'espace européen de la recherche⁷⁴ avec différents réseaux et projets européens de recherche et d'innovation, par exemple à travers les projets HORIZON 2020 et dans le futur HORIZON EUROPE, les réseaux ERA, les initiatives JPI pour la planification de programmes communs, les partenariats européens d'innovation (PIE), la communauté de la connaissance et de l'innovation (CCI) ou la plate-forme S3 pour la modernisation industrielle⁷⁵, l'agriculture ou l'énergie, prend de l'ampleur et renforce les capacités des universités et instituts de recherche situés dans le Haut Rhin.

Relations suprarégionales dans le domaine des transports

Le réseau RTE-T européen traverse le Rhin supérieur avec plusieurs corridors est-ouest et nord-sud. Pour l'essentiel, le Rhin supérieur est donc une région de transit importante en Europe.

En particulier, le trafic de marchandises sur le Rhin est lié à des liaisons importantes en dehors de la région du Rhin supérieur ou étroitement lié à celle-ci (ports rhénans, ports maritimes, Danube, etc.). La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin⁷⁶ (CCNR) est une organisation suprarégionale pour la coordination des questions stratégiques relatives à la navigation sur le Rhin entre les États riverains du Rhin. Outre la France, la Suisse et l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas sont également impliqués en tant que membres. Dans le cadre du projet « Connecting Citizen Ports 21 », certains ports du Rhin supérieur se sont associés à d'autres ports du nord-ouest de l'Europe (Bruxelles, Lille, Paris, Liège, Utrecht)⁷⁷.

Il est important pour la région de pouvoir participer au développement du réseau, d'intégrer le réseau de transport régional existant dans les réseaux européens et de tirer parti des nouvelles possibilités offertes par les liaisons avec d'autres régions européennes. Cependant, les décisions relatives à d'importantes liaisons de transport nationales et européennes sont prises en dehors du Rhin supérieur,

⁷⁴ https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/strategy/era_en

⁷⁵ <http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/industrial-modernisation>

⁷⁶ Voir: <https://www.ccr-zkr.org/10000000-de.html>

⁷⁷ <http://www.citizenports.eu>

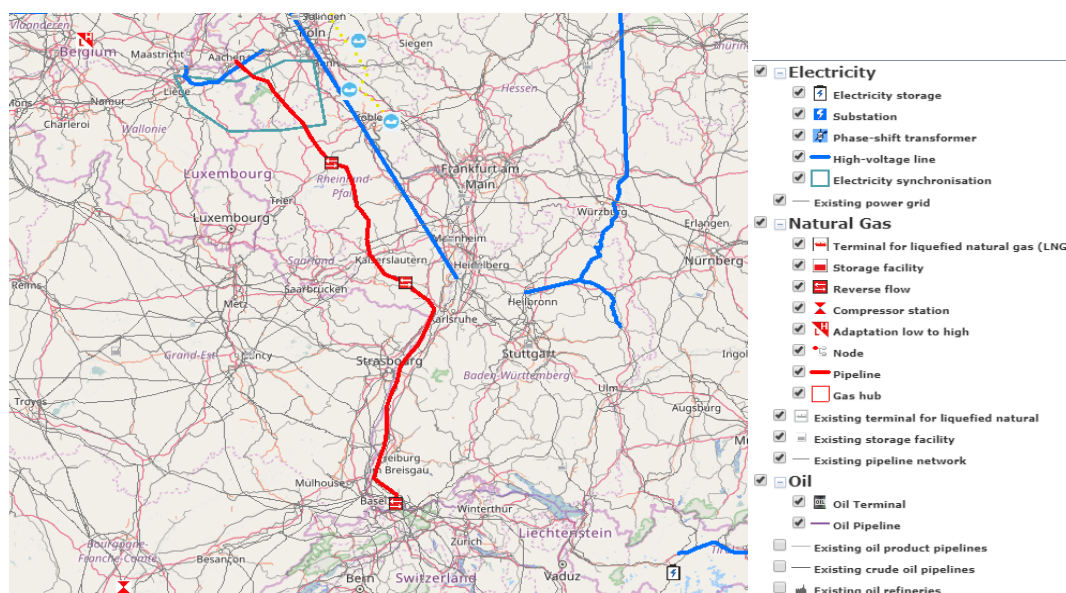
de sorte que les relations avec les décideurs à Berlin, Paris et Bruxelles revêtent ici une grande importance.

Relations suprarégionales en matière d'énergie et du climat

Comme les réseaux de transport européens, les réseaux européens de l'énergie n'ont aucune connexion locale ou régionale avec la région du Rhin supérieur. Ces connexions tendent à être plutôt suprarégionales, nationales ou européennes que transfrontalier.

Il en va de même pour la lutte contre le changement climatique et la protection contre les conséquences du réchauffement planétaire et du changement climatique. Bien que les conséquences peuvent être ressenties localement et dans la région du Rhin supérieur, les grandes décisions en matière de politique énergétique et climatique ne peuvent être prises que dans des instances mondiales ou européennes, même le niveau national n'a ici qu'une influence limitée.

Carte 12 Projets prioritaires européens TEN-E



Source : http://ec.europa.eu/energy/infrastructure/transparency_platform/map-viewer/main.html, status 2017

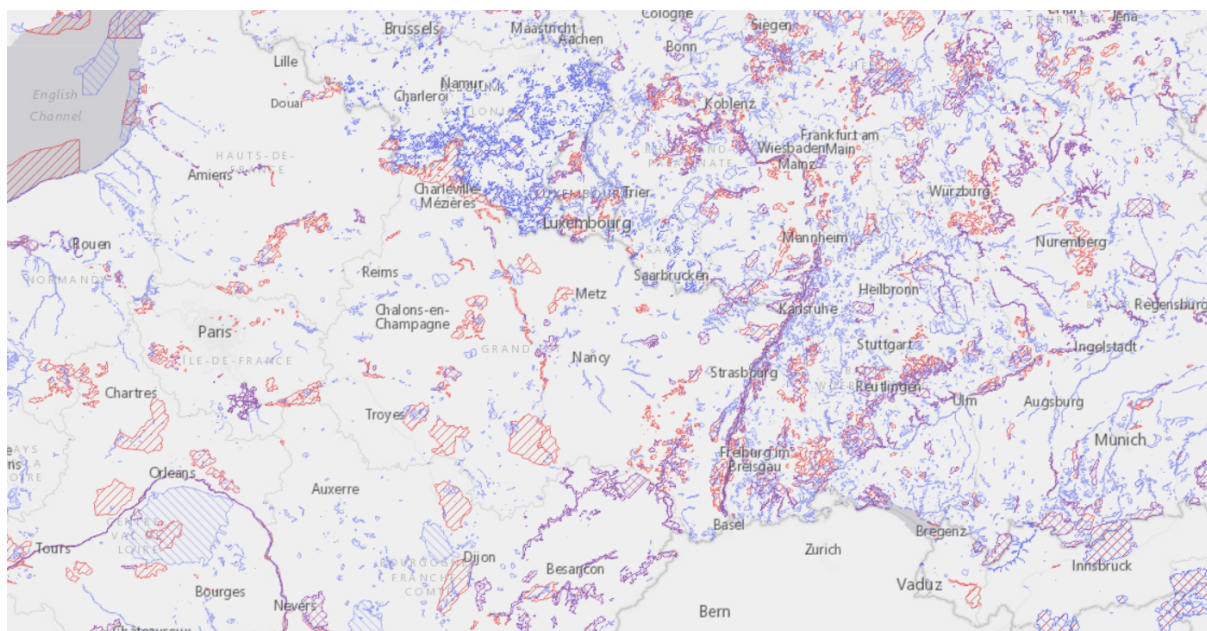
Relations suprarégionales dans le domaine des services écosystémiques

L'espace naturel du Rhin supérieur est relié à des écosystèmes situés à l'extérieur du Rhin supérieur par des corridors verts et se caractérise par des influences écologiques qui proviennent également de l'extérieur de la région. Il est donc nécessaire de considérer les liens suprarégionaux entre les écosystèmes et les espaces naturels à préserver.

Le réseau NATURA 2000 des pays de l'UE de zones protégées dans le cadre de la directive Habitats et de la directive Oiseaux donne un aperçu du caractère suprarégional et transfrontalier des zones protégées.

La Directive-cadre européenne sur l'eau et la Directive-cadre européenne sur les inondations sont des directives européennes majeures qui influencent les écosystèmes du Rhin.

Carte 13 Zones NATURA 2000



Source : NATURA 2000 Network Viewer <http://natura2000.eea.europa.eu/>, status 2018

Relations suprarégionales dans le domaine des programmes transfrontaliers (Interreg)

Des synergies suprarégionales avec d'autres programmes Interreg et/ou stratégies macro-régionales pourraient également voir le jour à l'avenir. Cela sera facilité par le fait que les exigences de la future période de programmation permettront la coopération entre les différents programmes Interreg. En ce qui concerne le programme au Rhin supérieur, des synergies avec d'autres programmes pourraient apparaître selon les thèmes. Des synergies pourraient être exploitées avec des programmes à proximité, par exemple entre le programme Rhin supérieur et le programme Interreg Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein dans le Sud.

3.3 Dysfonctionnements, barrières et obstacles

Au fil des ans, de nombreux obstacles se sont dressés et les obstacles à la poursuite du développement ont été levés, comme en témoigne l'intensification de la coopération au cours des vingt dernières années, mais des obstacles demeurent. Les barrières frontalières aux frontières intérieures de l'UE ont été identifiées dans le contexte des études « *Easing legal and administrative obstacles in EU border regions* » (2017), « *Comprehensive analysis of the existing cross-border rail transport connections and missing links on the internal EU borders* » (2018) und « *Study on Cross-Border Cooperation. Capitalising on existing initiatives for cooperation in cross-border regions. Cross-border care* » (2018).

La région du Rhin supérieur se heurte essentiellement à de nombreux obstacles concrets, même si la situation générale est déjà beaucoup plus positive et harmonisée que dans de nombreuses autres régions frontalières de l'UE, grâce à des décennies d'expérience dans la coopération transfrontalière. De nombreuses solutions spécifiques ont déjà été trouvées. Le Rhin supérieur offre donc également un nombre relativement important de services publics transfrontaliers⁷⁸.

Néanmoins, il existe encore des obstacles et des barrières concrètes dans certains domaines, comme le montrent les études à l'échelle de l'UE. Sur le plan thématique, ils peuvent être divisés en quatre groupes :

1. **Les obstacles au transport et à la mobilité** : ils vont des barrières physiques (liaisons manquantes ou infrastructures inadéquates) aux passages frontaliers manquants (Fribourg-Colmar ; Rastatt-Haguenau ; ponts du Rhin) en passant par un système mal intégré pour les cyclistes transfrontaliers et les transports publics locaux et longue distance. Parfois, il s'agit d'interruptions du réseau routier (liaisons autoroutières de l'A35 et de l'A65 entre Lauterbourg et Wörth) ou de liaisons ferroviaires manquantes. Bien que cet obstacle soit très concret, il existe également des problèmes d'insuffisance ou d'interruption des liaisons transfrontalières ferroviaires, routières et cyclables/de pistes piétonnes à de nombreuses autres frontières intérieures de l'UE, par exemple à la frontière franco-belge⁷⁹. Outre le manque d'infrastructures, des obstacles administratifs et juridiques subsistent, notamment en ce qui concerne les différents systèmes fiscaux (pour le matériel roulant), les différents systèmes tarifaires et tarifaires nationaux/régionaux et les systèmes d'information des passagers⁸⁰.
2. **Cadre du marché du travail et de l'emploi** : un autre groupe d'obstacles concerne les différences juridiques et administratives liées à l'emploi des travailleurs frontaliers. L'accès aux marchés du travail des uns et des autres est entravé en particulier par le manque d'information, les différences administratives et le manque de reconnaissance des diplômes. Il existe également des différences dans la reconnaissance des contenus éducatifs et des diplômes à de nombreuses autres frontières intérieures de l'UE, par exemple dans la région frontalière hispano-portugaise⁸¹. Concrètement, cela entraîne de nombreux obstacles à la reconnaissance des qualifications, un accès difficile des travailleurs frontaliers aux emplois du service public, la mise en place d'équipes conjointes (par exemple les pompiers), des questions liées aux obligations sociales (récupération des contributions étrangères, durée du placement en dehors de la zone des 20 kilomètres, mini-jobs), reconnaissance de titres spécifiques, placements universitaires transfrontaliers, obligations de garde, etc. La Commission sait qu'il existe de nombreux obstacles à la reconnaissance des qualifications dans la région transfrontalière et que la nécessité de faire reconnaître ces titres et diplômes est présente. Les différences dans le droit du travail faussent également la création d'un marché intégré (attractivité du droit suisse

⁷⁸ Comme déjà mentionné, le projet ESPON CPS a identifié environ 600 services publics transfrontaliers en Europe, dont 60 dans la région du Rhin supérieur.

⁷⁹ European Commission (2018a): Comprehensive analysis of the existing cross-border rail transport connections and missing links on the internal EU borders. Study for the European Commission.

⁸⁰ European Commission (2017a): Easing legal and administrative obstacles in EU border regions, factsheets 2017.

⁸¹ Ibidem

et allemand par rapport au droit français). La Suisse a introduit la priorité nationale depuis 2017 et les employeurs suisses doivent donc pourvoir leurs postes vacants avec des demandeurs d'emploi nationaux dans la mesure du possible. Les frontaliers sont également touchés par ces mesures. Ils doivent s'enregistrer en Suisse avant de pouvoir commencer à travailler et ne peuvent en aucun cas commencer à travailler avant d'avoir obtenu un permis de travail. Dans l'ensemble, il y a encore de nombreux obstacles. Même s'il existe des accords bilatéraux, des questions se posent sans cesse. La législation nationale ou régionale n'est pas encore suffisamment souple pour permettre une intégration harmonieuse.

3. **Les différences générales dans les règles et les pratiques administratives** : Les pratiques administratives ou l'interprétation du droit existant sont à l'origine de nombreux obstacles. De la très simple délivrance d'un certificat médical pour la participation à un marathon transfrontalier aux questions plus complexes liées à la mobilité transfrontalière des bourses universitaires nationales. Les administrations nationales et régionales sont réticentes à introduire des procédures autres que les procédures standard établies pour l'octroi d'exemptions (par exemple, pour les procédures de participation, la billetterie et la tarification communes). La forte centralisation de la partie française par rapport aux systèmes décentralisés allemand et suisse entraîne également des différences de compétences et de processus administratifs. Malgré de grands progrès en matière d'harmonisation ou d'exceptions, il existe encore des obstacles majeurs à une coopération sans complication dans de nombreuses régions de la région du Rhin supérieur. À de nombreuses autres frontières intérieures de l'UE, il existe également des obstacles administratifs, par exemple à la mobilité transfrontalière des enseignants ou des chercheurs universitaires. Grâce au GECT EUCOR, de nombreuses solutions de coopération en matière de recherche et d'enseignement sont déjà en cours d'élaboration dans la région du Rhin supérieur, de sorte que l'étendue de la coopération transfrontalière dans le secteur de l'enseignement supérieur dépasse presque toutes les autres régions frontalières de l'UE⁸².
4. **Santé et sécurité sociale** : dans le domaine des soins de santé et de la couverture des services sociaux et de santé, il existe des obstacles au marché du travail (formation et qualifications dans le secteur de la santé) et à l'accès à des soins de santé abordables et universels, notamment en ce qui concerne la mobilité transfrontalière des patients et la possibilité d'accéder aux services sanitaires et sociaux au-delà des frontières (remboursement ou assurance soins). Le manque de connaissance des systèmes de santé crée des problèmes parce que certaines règles sont très différentes. Des différences en matière de remboursement, de législation et d'organisation des soins de santé, ainsi que des différences dans l'utilisation des technologies (e-santé), la gestion et l'échange des données des patients existent également dans d'autres régions frontalières. L'administration et les barrières linguistiques jouent également un rôle important⁸³. Ces problèmes existent donc dans toute l'Europe et pas seulement dans les régions frontalières, car ils touchent également les citoyens de l'UE qui vivent et travaillent généralement dans des pays de l'UE autres que leur pays d'origine ou qui y demandent des soins médicaux ou infirmiers. L'UE a déjà réagi en 2011 avec une directive correspondante⁸⁴.

⁸² Ibidem

⁸³ European Commission (2017a): Easing legal and administrative obstacles in EU border regions, factsheets 2017

⁸⁴ Directive 2011/24/EU of the European Parliament and of the Council of 9 March 2011 on the application of patients' rights in cross-border healthcare.

Depuis lors, des tentatives ont été faites pour réduire les obstacles au moyen d'initiatives locales, mais aussi européennes et nationales concrètes, en particulier dans les régions frontalières⁸⁵. Des échanges réguliers entre les acteurs de la santé et des accords de coopération transfrontalière dans la région frontalière peuvent aider à surmonter ces obstacles. Dans le Rhin supérieur, il existe déjà des expériences importantes, des exemples positifs et, avec le groupe de travail sur la politique de santé de la Conférence du Rhin supérieur⁸⁶ et TRISAN⁸⁷, des acteurs importants pour réduire encore ces obstacles.

Outre les barrières et obstacles (administratifs) déjà mentionnés, il existe un grand nombre de structures nationales et de coopération qui entraînent des **problèmes de gouvernance**. Du côté allemand, les différents intérêts doivent être réunis au niveau fédéral, au niveau des Länder, des conseils régionaux et des institutions municipales. Les questions transfrontalières ne sont pas toujours prioritaires dans les processus décisionnels au niveau des États et au niveau fédéral. Côté français, les acteurs sont les 2 départements, la Région, mais aussi l'Etat français (préfecture) ainsi que de nombreux acteurs centraux notamment dans le domaine des transports ou de l'énergie (SNCF & Réseau, EDF/RTE). Du côté suisse, la situation est plus facile en raison d'une décentralisation plus forte à travers les cantons, d'autant plus que le rôle de Regio Basiliensis (IKRB) en tant que coordinateur de la Suisse du Nord-Ouest conduit à une plus grande efficacité.

Les régions du Rhin supérieur disposent d'un grand nombre de structures de coopération au niveau institutionnel pour l'ensemble de la région⁸⁸, au niveau sous-régional (Eurodistricts, associations) et au niveau local (réseaux de villes, associations locales transfrontalières à vocation spécifique). Outre les organes de décision, il existe également des organes consultatifs (groupes de travail) et des « structures de mise en œuvre » des organisations. Au niveau de l'Eurodistrict, où la mise en œuvre de décisions communes est démontrable, les compétences ne sont toujours pas « partagées » et restent limitées aux frontières nationales. Dans l'ensemble, la gouvernance multi-niveaux est très bien développée et très complexe, avec le risque que les acteurs soient impliqués dans trop de réseaux et que des structures inefficaces apparaissent.

Les obstacles frontaliers dans le Rhin supérieur ne sont généralement pas uniques par rapport à d'autres régions frontalières de l'UE, bien qu'ils aient bien sûr leurs propres caractéristiques spécifiques. La structure de peuplement de la région du Rhin supérieur rend de plus en plus importante l'importance des possibilités de coopération décentralisée pour surmonter certains obstacles. Une particularité du Rhin supérieur est la structure cantonale spécifique de la Suisse, avec sa capacité de décision décentralisée relativement importante, qui facilite la suppression des barrières spécifiques aux frontières⁸⁹.

⁸⁵ Voir European Commission (2018): Report on the operation of Directive 2011/24/EU on the application of patients' rights in crossborder healthcare. COM(2018) 651 final. ECA (2018): Cross-border healthcare in the EU. Background Paper. European Parliament (2019): Report on the implementation of the Cross-Border Healthcare Directive (2018/2108(INI)). Committee on the Environment, Public Health and Food Safety.

⁸⁶ <https://www.oberrheinkonferenz.org/de/gesundheit/arbeitsgruppe.html>

⁸⁷ <https://www.trisan.org/>

⁸⁸ Trinationale Metropolregion, Oberrheinkonferenz, Oberrheinrat.

⁸⁹ (ESPON, Polycentric Territorial Structures and Territorial Cooperation, 2016)

4 Cadre UE 2021-2027

4.1 Cadre réglementaire de l'UE

En 2018, la Commission Européenne a publié des propositions de règlements communautaires pour les dispositions communes⁹⁰ FEDER⁹¹ et INTERREG⁹², qui prévoient notamment des dispositions pour les programmes Interreg. Une proposition de règlement sur un mécanisme permettant de surmonter les obstacles juridiques et administratifs dans un contexte transfrontalier (COM(2018)373) a également été présentée. Les règlements définissent le champ thématique de la coopération transfrontalière pour la période de programmation 2021-2027.

Selon la Commission Européenne, l'accent sera mis sur la coopération transfrontalière pendant la future coopération Interreg en tirant parti des liens fonctionnels qui s'étendent par-delà des frontières⁹³. Interreg devrait évoluer de sa fonction première de gestion et de distribution de fonds vers une institution d'échange, facilitant des activités transfrontalières et devenant un centre de planification stratégique. L'aide fournie par Interreg contribuera à stimuler la croissance et à générer plus de cohésion dans les régions frontalières de l'UE, en répondant aux besoins concrets des citoyens et des entreprises dans les régions frontalières.

Le projet de règlement propose une plus grande flexibilité thématique et en général cinq objectifs politiques :

1. Une Europe plus intelligente, en promouvant une transformation économique innovante et intelligente ;
2. Une Europe plus verte, à faible émission de carbone, en favorisant une transition énergétique propre et équitable, les investissements verts et bleus, l'économie circulaire, l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques.
3. Une Europe plus connectée en améliorant la mobilité et la connectivité régionale des TIC ;
4. Une Europe plus sociale mettant en œuvre le pilier européen des droits sociaux ;
5. Une Europe plus proche des citoyens en favorisant le développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières et les initiatives locales.

Ces cinq objectifs politiques sont divisés en différents objectifs spécifiques (OS) dans le règlement FEDER. En outre, le règlement INTERREG (article 14) définit des "objectifs spécifiques INTERREG" pour l'objectif politique 4 (voir chapitre 5 du présent rapport).

⁹⁰ Proposition dispositions communes (COM(2018) 375 final, 2018)

⁹¹ Proposition FEDER cadre (COM(2018) 372 final, 2018)

⁹² Proposition ETC/INTERREG cadre (COM(2018) 374 final, 2018)

⁹³ Sur la base de la répartition proposée des fonds : environ 53 % pour la coopération transfrontalière (volet 1), environ 31 % pour la coopération transnationale (volet 2) et environ 3 % pour les régions ultrapériphériques (volet 3), voir proposition de règlement CTE / règlement INTERREG (COM(2018) 374 final, 2018).

L'article 14 du règlement INTERREG mentionne également un sixième objectif politique pertinent pour les programmes INTERREG transfrontaliers :

6. « Meilleure gouvernance Interreg ».

Cet objectif propose deux mesures pertinentes pour la région du Rhin supérieur : (a) améliorer la capacité institutionnelle, en particulier celle des autorités responsables de la gestion d'une zone donnée et des parties intéressées ; (b) améliorer l'efficacité des administrations publiques en favorisant leur coopération dans les domaines juridique et administratif et la coopération entre les citoyens, d'une part, et les institutions, de l'autre.

Pour les programmes transfrontaliers, 60 % du financement des programmes, autre que l'assistance technique, peut être affecté à trois objectifs politiques au maximum. Dans le même temps, 15 % de la contribution du FEDER sont affectés à l'objectif spécifique Interreg « une meilleure gouvernance Interreg ».

Les règlements proposés fournissent également une base juridique pour les micro-projets et les projets des citoyens.

4.2 Priorités de développement de l'UE et des États membres en 2021-2027

Objectifs stratégiques pour le développement de l'UE entre 2020 et 2030 reflétant les priorités que l'UE fixe pour son développement interne et externe. Le soutien apporté par l'UE (par exemple Interreg) sera rationalisé en vue de soutenir ces objectifs stratégiques, qui sont résumés ci-dessous.

4.2.1 Priorités européennes de développement dans les domaines politiques pertinents

La Commission Européenne s'est engagée en faveur de l'objectif du développement durable dans un document de réflexion et dans toutes ses politiques⁹⁴. De nombreuses initiatives et stratégies, telles que le pilier européen des droits sociaux⁹⁵ et le nouveau consensus européen pour le développement⁹⁶, la stratégie « Commerce pour tous⁹⁷ » fondée sur les valeurs, l'engagement stratégique pour l'égalité des sexes et l'espace européen de l'éducation⁹⁸, le paquet pour l'économie circulaire⁹⁹, « Europe en

⁹⁴ European Commission (2019): Reflection paper. Towards a sustainable Europe by 2030. European Union, Luxembourg.
European Commission (2016b): Communication from the Commission. Next steps for a sustainable European future European action for sustainability. COM(2016) 739 final.

⁹⁵ Pilier Social Européen: https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights_en

⁹⁶ Nouveau Consensus Européen pour la politique de développement: https://ec.europa.eu/europeaid/policies/european-development-policy/european-consensus-development_en

⁹⁷ New EU Trade and Investment Strategy: <http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/new-trade-strategy/>

⁹⁸ European Education Area: https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/european-education-area_en

⁹⁹ European Commission (2015): Communication from the Commission. Closing the loop - An EU action plan for the Circular Economy. COM/2015/0614 final.

mouvement¹⁰⁰ » et l'Union énergétique¹⁰¹, la stratégie pour une croissance bleue¹⁰², la stratégie bioéconomique¹⁰³ ou l'offensive en faveur des investissements¹⁰⁴, l'agenda urbain de l'UE¹⁰⁵ et le plan d'action nature¹⁰⁶, y contribuent.

En outre, d'autres choix politiques stratégiques influencent également les citoyens et les projets européens. La numérisation et l'industrie 4.0 doivent être promues comme moteurs centraux des mutations industrielles dans les années à venir¹⁰⁷. Les investissements dans la numérisation des pays européens créeront les conditions cadres nécessaires pour les technologies de pointe, les concepts industriels 4.0, les systèmes de santé numériques et l'administration en ligne. L'économie numérique est également considérée comme un moteur important de la transition vers une économie de recyclage à faible intensité de carbone¹⁰⁸.

Plus de 99% des entreprises de l'UE sont des PME. Par conséquent, les objectifs prioritaires pour l'avenir résident également dans la création de la croissance économique, la création d'emplois, l'innovation et l'inclusion sociale dans l'UE. Pour stimuler le secteur des entreprises, l'esprit d'entreprise doit être encouragé et le Small Business Act propose un assouplissement de la réglementation afin de réduire les charges administratives. Les politiques de l'UE faciliteront également l'accès au financement et aux marchés internationaux¹⁰⁹.

Compte tenu des tendances mondiales qui façonnent l'économie de l'UE, l'avenir du travail est également un élément crucial qui détermine les priorités politiques de l'UE. Le document L'avenir du travail analyse l'évolution actuelle des marchés européens du travail. L'UE propose des objectifs pour les questions sociales et le travail, tout en préservant le modèle social européen¹¹⁰.

En ce qui concerne les transports et la connectivité, l'UE soutient l'amélioration par le biais des objectifs stratégiques. Les émissions du secteur des transports devraient également être réduites en termes de contribution aux émissions de gaz à effet de serre¹¹¹. À l'avenir, le secteur aura besoin d'innovation pour

¹⁰⁰ Europe on the Move: https://ec.europa.eu/commission/news/europe-move-2018-may-17_en

¹⁰¹ Energy Union and Climate: https://ec.europa.eu/commission/priorities/energy-union-and-climate_en

¹⁰² Maritime Affairs, Blue growth: https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth_en

¹⁰³ A new bioeconomy strategy for a sustainable Europe: https://ec.europa.eu/commission/news/new-bioeconomy-strategy-sustainable-europe-2018-oct-11-0_en

¹⁰⁴ Investment Plan for Europe: the Juncker Plan: https://ec.europa.eu/commission/priorities/jobs-growth-and-investment/investment-plan-europe-juncker-plan_en

¹⁰⁵ The Urban Agenda for the EU: https://ec.europa.eu/regional_policy/en/policy/themes/urban-development/agenda/

¹⁰⁶ EU Action Plan for nature, people and the economy: http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/fitness_check/action_plan/index_en.htm

¹⁰⁷ European Commission (2017c): Communication from the Commission. Strengthening Innovation in Europe's Regions: Strategies for resilient, inclusive and sustainable growth.

European Commission (2017d): Investing in a smart, innovative and sustainable Industry. A renewed EU Industrial Policy Strategy COM(2017) 479.

¹⁰⁸ European Commission (2017e): Making the most of the digital opportunities in Europe. Prepared jointly by the European Commission and the incoming Estonian Presidency.

¹⁰⁹ European Commission (2008): The Small Business Act for Europe.

¹¹⁰ European Commission (2016c): Future of Work: High-level conference discusses how the EU can face challenges and grasp opportunities.

¹¹¹ European Commission (2019): Reflection paper. Towards a sustainable Europe by 2030. European Union, Luxembourg.

se préparer aux tendances futures, relever les défis de la pollution, mais aussi pour ouvrir la voie aux nouvelles technologies et aux nouveaux modèles commerciaux et améliorer la disponibilité des services de transport pour les citoyens et entreprises européens¹¹².

L'éducation est également considérée comme un pilier important pour le développement futur de l'UE. Non seulement parce que l'éducation évite le chômage et l'exclusion sociale, mais aussi parce qu'elle est un levier de cohésion sociale. La migration du travail et de l'éducation entre les pays et l'échange d'expertise forment la base d'une contribution européenne à la politique d'éducation, qui est encore fortement nationalisée aujourd'hui¹¹³.

Dans l'ensemble, les politiques de l'UE devraient également améliorer la qualité de vie des citoyens de l'UE. Si cela peut être réalisé en limitant les impacts environnementaux et en améliorant le statut économique, les mesures sociales peuvent également y contribuer. Avec un budget européen de la santé, l'UE contribuera à améliorer l'accès et la qualité des soins de santé dans les États membres européens pour tous les citoyens¹¹⁴.

4.2.2 Priorités nationales

Il existe plusieurs stratégies aux niveaux nationaux et fédéraux qui visent à améliorer la coopération au niveau transfrontalier.

Le **Traité d'Aix-la-Chapelle** (2019) vise à approfondir l'amitié franco-allemande par une série d'accords et de projets pilotes. En particulier, les institutions transfrontalières seront dotées de compétences plus larges et seront soumises à des procédures politiques nationales accélérées afin de simplifier la vie des citoyens dans les régions frontalières. Pour ce faire, un ensemble de projets traitant de la coopération générale au niveau national mais aussi des aspects transfrontaliers a été créé. Une liste de 15 projets prioritaires détaille plusieurs aspects qui font référence à la coopération transfrontalière ou qui facilitent et simplifient la coopération transfrontalière en réduisant les obstacles au niveau national. Pour le Programme Rhin Supérieur, sur les 15 projets prioritaires, les projets suivants sont pertinents pour le Rhin supérieur :

- Développement d'une stratégie commune pour le site de Fessenheim après la fermeture de la centrale nucléaire,
- L'amélioration des liaisons ferroviaires, notamment entre Colmar et Freiburg par un pont et la liaison entre Strasbourg et Francfort et Strasbourg et le Palatinat,
- S'appuyer sur les infrastructures de recherche existantes : mettre en place un réseau franco-allemand d'innovation pour créer des liens fonctionnels dans la recherche et l'innovation au-delà des frontières.

¹¹² European Commission (2018b): Europe on the Move: Commission completes its agenda for safe, clean and connected mobility.

¹¹³ European Commission (2018c): Unlocking the potential of education and training to support the European project.

¹¹⁴ European Commission (2018d): EU health budget for the future.

- La création d'un conseil conjoint sur « l'avenir de la main-d'œuvre »¹¹⁵.

En raison de ses liens sociaux, culturels et économiques étroits avec l'Allemagne et la France, la Suisse souhaite entretenir de bonnes relations bilatérales avec l'UE qui garantissent à la fois son indépendance et sa prospérité¹¹⁶. Avec un accord institutionnel (InstA), la Suisse veut consolider l'accès au marché intérieur de l'UE, le préparer pour l'avenir et faciliter son développement futur. Depuis 2014, la Suisse et l'UE négocient l'accord susmentionné sur les questions institutionnelles, qui vise à assurer une application plus uniforme et plus efficace des accords existants et futurs en matière d'accès au marché. Au début de l'année 2019, cependant, il n'est encore disponible qu'en tant que projet.

Le "Domestic Priority Light Regulation", qui entrera pleinement en vigueur en 2021, est important pour la région du Rhin supérieur. Ainsi, les travailleurs suisses auront la priorité sur les travailleurs étrangers lorsqu'ils postuleront à un emploi, afin de mieux exploiter le potentiel de la main-d'œuvre nationale¹¹⁷. Avec l'introduction de ce système, une obligation d'enregistrement des emplois sera introduite pour les professions pour lesquelles le taux de chômage annuel moyen atteint un seuil de 5 pour cent. Cela pourrait créer de nouveaux obstacles à l'accès au marché du travail transfrontalier.

La **stratégie du Bade-Wurtemberg pour l'Europe (Europa-Leitbild)**¹¹⁸ mentionne la coopération transfrontalière comme une mesure importante pour faciliter la vie des citoyens dans les régions transfrontalières. L'amélioration de la qualité de vie des travailleurs transfrontaliers et des citoyens qui traversent régulièrement la frontière rend la fonction de connexion de l'Europe tangible pour les citoyens. En tant que proposition phare, le document propose des tracts électoraux transfrontaliers pour les élections européennes, mais mentionne également que les infrastructures tangibles (ponts, installations) sont fondamentales pour les rencontres intangibles entre les citoyens dans une région transfrontalière.

L'**Europaplan de Rhénanie-Palatinat**¹¹⁹ résume les avantages de l'UE pour le territoire. Les principaux objectifs de la coopération transfrontalière du Rhin supérieur sont l'éducation et la formation transfrontalières ainsi que la mobilité, les services culturels et de sécurité et la coopération en matière d'infrastructures sanitaires (p. 9, 11).

La **Stratégie du Grand Est pour la coopération transfrontalière**¹²⁰ détaille trois défis majeurs à relever à l'avenir : la mobilité, les procédures collaboratives et le partage d'une vision commune pour l'avenir de la zone transfrontalière. Pour la zone frontalière entre l'Allemagne et la France, la stratégie vise à faire de la zone transfrontalière une interface primaire des relations franco-allemandes à tous les niveaux (y compris au niveau national). Vers la Suisse, la stratégie vise à approfondir la coopération

¹¹⁵ Presse- und Informationsamt der Bundesregierung (2019): Deutsch-Französische Agenda. Prioritäre Vorhaben in Umsetzung des Vertrags von Aachen.

¹¹⁶ Voir Schweizerische Eidgenossenschaft (2019a): Die Europapolitik der Schweiz.

¹¹⁷ Voir Schweizerische Eidgenossenschaft (2019b): Institutionelles Abkommen Schweiz-EU.

¹¹⁸ Voir Land Baden-Württemberg (2019a).

¹¹⁹ Voir Land Rheinland-Pfalz (2018)

¹²⁰ Voir Région Grand Est (2018a)

plus particulièrement dans les domaines des transports, des infrastructures communes (aéroports), des échanges culturels et de l'enseignement supérieur.

Dans le cadre de la préparation de la création d'une nouvelle unité administrative, la Collectivité Européenne d'Alsace au sein de la région du Grand Est, les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont proposé une stratégie commune, la Stratégie OR (Oberrhein-Rhin Supérieur) avec cinq objectifs stratégiques pour renforcer la coopération transfrontalière¹²¹. Les objectifs sont : 1) Apprendre et maîtriser les langues ; 2) Accroître l'attractivité territoriale ; 3) Renforcer la mobilité par des projets spécifiques ; 4) Soutenir l'innovation en vue du changement énergétique ; et 5) Soutenir une société civile commune. La stratégie présente également des objectifs plus détaillés pour chacun des thèmes stratégiques et énumère les mesures possibles pour renforcer l'intégration des deux départements (ou de la collectivité locale nouvellement fusionnée) dans une région transfrontalière. La stratégie a été présentée en janvier 2019 et devrait évoluer au cours des prochains mois.

La stratégie de la **Conférence intergouvernementale de la Suisse du Nord-Ouest (NWRK) pour les années 2019 à 2022** contient des objectifs de coopération transfrontalière pour les cinq cantons¹²². Selon le troisième principe directeur, la NWRK coordonne et soutient la coopération transfrontalière dans la région du Rhin supérieur et au niveau local dans l'agglomération trinationale de Bâle. L'objectif stratégique est de sauvegarder les intérêts de la Suisse du Nord-Ouest en développant activement de bonnes relations avec les pays voisins. Deux domaines d'action pour la coopération transfrontalière ont été identifiés : la participation à des structures transfrontalières (par exemple, la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur et la participation à des programmes de financement nationaux et internationaux (par exemple, le Programme Interreg Rhin supérieur).

¹²¹ Voir Stratégie OR (2019)

¹²² Voir Nordwestschweizer Regierungskonferenz (2018), <https://nwrk.so.ch/de/arbeitschwerpunkte/>

5 Défis et potentialités pour un futur programme Interreg Rhin supérieur 2021-2027

L'analyse précédente est appliquée aux nouveaux objectifs spécifiques. Les besoins et potentiels spécifiques de la région du Rhin supérieur sont présentés ci-dessous.

5.1 Une Europe plus intelligente - transformation économique innovante et intelligente

La région du Rhin supérieur fait partie des régions les plus innovantes d'Europe.¹²³ Sa position dans le tableau de bord de l'innovation régionale est nettement supérieure à la moyenne de l'UE¹²⁴. Au sein de la zone, la région suisse est la plus performante en termes d'innovation, suivie des régions allemandes et, enfin, de la région statistique Est (Alsace, Franche-Comté, Lorraine) en France.

Région	Tableau de bord de l'innovation régionale 2017 (UE28 = 100)	Groupe de performance
Moyenne UE28	100,0	--
Moyenne Rhin Supérieur	133,2	--
RP Karlsruhe	138,8	Leader
RP Freiburg	130,1	Leader
Hesse rhénane et Palatinat	122,8	Leader -
Est	108,0	Fort
Suisse du Nord-Ouest	166,4	Leader +

En termes d'élaboration de stratégies conjointes, les stratégies de spécialisation intelligente (S3), qui devaient être définies en 2014-2016 comme une condition préalable au financement du FEDER, ont commencé à jouer un rôle important en tant qu'instrument renforçant les liens transfrontaliers existants dans la recherche et l'innovation. Des stratégies S3 existent en Rhénanie-Palatinat¹²⁵, dans le Bade-Wurtemberg¹²⁶ et pour le Grand Est¹²⁷. Jusqu'à présent, le processus de conception des stratégies S3 s'est déroulé indépendamment dans les régions allemandes et françaises. L'alignement de S3 dans des domaines de spécialisation spécifiques à une région peut offrir des possibilités de collaboration future et, dans l'idéal, conduire à des efforts conjoints de recherche et d'innovation dans la région du Rhin supérieur.

¹²³ Commission Européenne (2019).

¹²⁴ Les statistiques ne couvrent pas exactement la région du Rhin supérieur, car les régions NUTS 2 sont plus vastes que les parties couvertes par le programme Interreg. C'est notamment le cas de la Région Est en France qui ne couvre pas seulement les départements alsaciens. Elles donnent cependant une indication sur la situation en Europe.

¹²⁵ Voir : https://mwvlw.rlp.de/fileadmin/mwkel/Abteilung_4/8401/Innovation_strategy_long_long_version.pdf

¹²⁶ Voir : <http://wm.baden-wuerttemberg.de/de/innovation/innovationsstrategie-des-landes/>

¹²⁷ Stratégie S3 préparée en 2012 pour l'Alsace : http://europe-en-alsace.eu/wp-content/uploads/2015/11/s3_regionalsaced1.pdf et actualisé en tant qu'une des 3 stratégies S3 pour le Grand-Est <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid111974/strategie-regionale-d-innovation-en-region-grand-est.html>

1.1 Améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe	1.1 Ausbau der Forschungs- und Innovationskapazitäten und der Einführung fortschrittlicher Technologien
---	---

L'attractivité économique de la région du Rhin supérieur dépend de l'amélioration de la compétitivité des entreprises et de leur capacité à relever les défis des nouvelles technologies et des conditions changeantes du marché du travail. L'adaptation à la quatrième révolution industrielle (Industrie 4.0) pose aux entreprises des défis fondamentaux tels que la numérisation, l'optimisation des flux de données, le vieillissement des populations, les nouveaux modèles économiques, etc.

La recherche et le développement constituent un pilier important du secteur de la connaissance dans la région du Rhin supérieur. Ils représentent les activités qui rendent l'innovation possible en premier lieu. Les institutions de recherche de la région du Rhin supérieur sont déjà fortement interconnectées, comme en témoignent de nombreuses collaborations, telles que EUCOR - The European Campus¹²⁸ ou le pôle de recherche Upper Rhine Cluster for Sustainability Research¹²⁹. En outre, il existe d'autres possibilités de mise en réseau pour regrouper les efforts communs et utiliser les complémentarités pour se positionner de manière compétitive par rapport aux autres régions frontalières. Les spécialisations des différentes sous-régions du programme (voir tableau) peuvent être développées davantage afin d'atteindre un potentiel d'innovation plus élevé.

En reliant les centres de connaissances d'un côté de la frontière avec ceux qui appliquent ces connaissances de l'autre côté, le potentiel d'innovation peut être amélioré conjointement. Néanmoins, le système de mise en œuvre des connaissances d'un côté doit être capable d'exploiter les connaissances produites de l'autre côté. Le concept de proximité joue donc un rôle important dans le processus d'intégration entre régions frontalières : les régions frontalières bénéficient de similitudes en ce qui concerne la facilité de coopération et d'intégration. En résumé, étant donné que les frontières nationales constituent encore des barrières pour la plupart des types de proximités actives, pour les régions frontalières le simple fait d'être proches en terme géographique ne conduit pas automatiquement à une coopération et à une similarité élevée dans d'autres dimensions plus intangibles. Dans la région du Rhin supérieur, il existe d'importantes synergies entre les industries¹³⁰. En ce qui concerne la recherche, le GECT Eucor crée une base de réseaux de connaissances pour un travail en commun.

Région	Technologies de pointe pertinentes et secteurs à transformer
Départements alsaciens	Fabrication de véhicules automobiles, ferroviaires, de remorques et de semi-remorques, Fabrication de machines et d'équipements, Télécommunications, Programmation informatique, Services TIC
Bade-Wurtemberg	Fabrication d'autres équipements de transport, Autres activités pertinentes (micro- et nanoélectronique, photonique, agenda numérique et industrie manufacturière ou TIC), Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, Fabrication de véhicules automobiles, remorques et semi-remorques

¹²⁸ Voir: <https://www.eucor-uni.org/en/>

¹²⁹ Voir: <https://www.sustainability-upperrhine.info/en/home/>

¹³⁰ evoREG (2019).

Région	Technologies de pointe pertinentes et secteurs à transformer
Rhénanie-Palatinat	Micro-/Nanoélectronique, Photonique, Agenda Digital & Manufacturing & industry ou TIC, Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, Fabrication de véhicules automobiles, remorques et semi-remorques, Technologie des microsystèmes, capteurs & automatisation
Suisse du Nord-Ouest	Sciences de la vie, Medtech, TIC, Technologies de production et Micro, Nano & Matériaux

Compte tenu des synergies et de la coopération actuelle entre les secteurs et les clusters, il semble y avoir davantage de possibilités d'échanges et de réseaux transfrontaliers dans le domaine des technologies avancées et des nouvelles capacités d'innovation dans l'industrie. Il existe également un lien pertinent avec l'objectif spécifique 1.3 (croissance des PME).

Cet objectif spécifique offre un grand potentiel de transformation dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

1.2 Tirer pleinement parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics	1.2 Nutzung der Vorteile der Digitalisierung für die Bürger, Unternehmen und Regierungen
---	--

La numérisation a une influence fondamentale sur la structure de la croissance économique. Les entreprises pourraient bénéficier d'une augmentation de l'efficacité et d'une baisse des coûts de production. La qualité des produits et l'utilisation des produits pourraient également augmenter. Les régions du Rhin supérieur ont déjà leurs priorités régionales en matière de numérisation des services publics, de l'industrie et de l'administration. Le Bade-Wurtemberg se concentre sur trois missions clés : l'expansion du haut débit, l'e-gouvernement et l'investissement dans les modèles d'affaires numériques. Avec l'initiative Wirtschaft 4.0 Baden Württemberg, les partenaires participants veulent soutenir les entreprises du Land et leurs employés dans le domaine de la numérisation et rendre le Sud-Ouest allemand encore plus visible, en tant que site international de choix, pour l'économie numérique. La stratégie en matière de haut débit et la stratégie de numérisation sont des cadres stratégiques importants. Les autres régions du Rhin supérieur encouragent également la numérisation dans leurs documentations régionales et au sein des écosystèmes régionaux d'innovation.

La numérisation est mise en œuvre dans le Rhin supérieur par le biais de différentes stratégies et plans d'actions. Le défi est similaire pour la région du Rhin supérieur dans son entièreté, mais le statu quo est différent selon les pays et les régions. Il existe un potentiel d'échange de bonnes pratiques, même s'il s'agit davantage d'une priorité pour les politiques nationales et régionales que pour la coopération transfrontalière.

Par conséquent, cet objectif spécifique n'est pas considéré comme particulièrement adapté au programme Interreg Rhin supérieur 2021-2027. Le thème de la numérisation reste d'actualité pour d'autres secteurs clés de la région du Rhin supérieur (par exemple la santé, les transports, l'emploi), même s'il n'a pas été identifié comme une priorité centrale dans la coopération transfrontalière.

1.3 Renforcer la croissance et la compétitivité des PME	1.3 Steigerung des Wachstums und der Wettbewerbsfähigkeit von KMU
---	---

En 2014, plus de 30 % des PME travaillaient à l'étranger. Leur potentiel de développement transfrontalier est souvent sous-utilisé. Les difficultés liées à l'activité transfrontalière des entreprises se posent dans le contexte de l'accès mutuel au marché, des exigences différentes en matière de travail, de fiscalité et d'assurance (par exemple l'obligation d'assurance décennale en France pour le secteur de la construction) et des différentes dispositions légales et du manque d'information (par exemple pour la reprise et le recyclage des produits vendus, les salaires minimum ou les dispositions de santé et sécurité). C'est pourquoi les PME bénéficient généralement le plus de services de conseil et de synergies dans les domaines des réseaux, des clusters et des services de soutien publics. La Région Métropolitaine Trinationale (RMT) a un programme complet de soutien aux PME, par exemple un réseau consultatif transfrontalier pour l'artisanat et les PME, le Forum des clusters du Rhin supérieur et l'Observatoire du commerce du Rhin supérieur. D'autres acteurs de la région du Rhin supérieur, en particulier les CCI et les agences de développement, collaborent également étroitement pour promouvoir les PME.

Même si les actions politiques concrètes sont principalement mises en œuvre dans les régions individuelles, il existe un potentiel transfrontalier important pour les politiques en faveur des PME et la coopération, la coordination et les partenariats transfrontaliers, par exemple en ce qui concerne la transformation industrielle, l'internationalisation, la promotion de plateformes locales et régionales pour l'échange de connaissances, le conseil en innovation, les projets pilotes, la communication, l'accès au marché du travail etc.

Le thème de la croissance des PME dans le Rhin supérieur est très important et également lié aux objectifs spécifiques 1.1 et 1.2, ainsi qu'aux OS 2.6 (économie circulaire), 4.1 (marché du travail) et 4.2 (formation, éducation et qualifications).

Cet objectif spécifique a le potentiel d'être traité dans le cadre du programme Interreg Rhin supérieur au cours de la prochaine période de financement. Toutefois, il ne convient que dans une mesure limitée, car l'influence d'Interreg sur les PME en particulier considérant le cadre des politiques, approches et acteurs existants dans les régions est considérée comme plutôt faible.

1.4 Développer les compétences en ce qui concerne la spécialisation intelligente, la transition industrielle et l'esprit d'entreprise	1.4 Entwicklung von Kompetenzen für intelligente Spezialisierung, industriellen Wandel und Unternehmertum
---	---

Cet objectif spécifique fournit en particulier des ressources pour le processus de participation continu et le renforcement des capacités de suivi, d'évaluation et de mise à jour des stratégies RIS3. A partir de 2013, les unités administratives du Rhin supérieur ont travaillé intensivement à la préparation de « Stratégies régionales d'innovation pour une spécialisation intelligente » (stratégies RIS3), conformément aux exigences de la conditionnalité *ex ante* de la Commission européenne pour la période de programmation 2014-2020 des fonds de cohésion de l'UE. Les stratégies RIS3 ont une plus grande légitimité au-delà des cycles politiques grâce à leur lien avec les Fonds structurels 2014-2020. Leur ancrage institutionnel par une meilleure coordination entre les autorités compétentes (principalement l'industrie, la science, parfois aussi l'énergie et l'environnement) et par une large

participation des parties prenantes (« processus de découverte entrepreneuriale ») ont contribué à développer davantage les politiques d'innovation régionales et locales avec une approche stratégique. La participation des parties prenantes et le développement des domaines prioritaires de la technologie et de l'innovation doivent se poursuivre en 2021-2027 d'après la Commission Européenne, notamment par une mise en réseau à l'échelle européenne des priorités et des projets novateurs dans le cadre des plates-formes thématiques RIS3¹³¹ et d'autres projets européens de coopération interrégionale.

Une analyse de l'évolution des stratégies RIS3 actuelles dans le Rhin supérieur a montré que "l'obligation formelle de repenser et de déclarer leur politique de spécialisation dans le contexte des RIS3 n'était qu'une étape supplémentaire dans un parcours de découverte à long terme, et une étape moins transnationale en plus. En ce sens, les processus formels indépendants de spécialisation intelligente ont réussi - car ils ont impliqué des acteurs qui ont déjà une vision et des projets pour leur territoire et les ont engagés dans des discussions pertinentes sur les options et actions futures, y compris transfrontalières."

L'expérience du développement d'approches fondées sur le dialogue - comme le prévoit la méthodologie RIS3 - pour promouvoir davantage l'innovation est particulièrement bien développée dans le Bade-Wurtemberg, mais existe également dans les autres parties de la région. Les PME ont déjà un haut niveau de compétence en matière d'innovation et de croissance. Si les compétences des PME et celles des RIS3 peuvent certainement être davantage promues par des mesures supplémentaires, cela semble moins prioritaire du point de vue transfrontalier en comparaison avec d'autres régions en Europe.

Alors que les compétences des PME et les compétences RIS3 peuvent certainement être davantage promues par des mesures supplémentaires (mais aussi dans le cadre de l'OS 1.3), la promotion des compétences spécifiques RIS3 semble avoir moins de priorité dans une perspective transfrontalière. Les mesures relevant de cet objectif spécifique semblent mieux intégrées dans les programmes régionaux et nationaux du FEDER.

Néanmoins, cet objectif spécifique offre également des possibilités de traitement ultérieur dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

5.2 Une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone

Le Rhin supérieur s'engage en faveur d'un développement durable, sobre en carbone et écologique. Les principales parties prenantes ont approuvé des stratégies visant à préparer des mesures de préparation au changement climatique, à mettre au point des technologies à faible émission de carbone et de nouveaux modes de production d'énergie et à protéger le patrimoine naturel, la biodiversité, le sol et l'eau en tant que conditions de base pour des services écosystémiques précieux. En particulier, la biodiversité, les écosystèmes, la qualité de l'air et les bassins hydrographiques ne connaissent pas les frontières et doivent être protégés conjointement.

¹³¹ <http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/s3-thematic-platforms>

2.1 Favorisant les mesures en matière d'efficacité énergétique	2.1 Förderung von Energieeffizienzmaßnahmen
2.2 Prenant des mesures en faveur des énergies provenant de sources renouvelables	2.2 Förderung erneuerbarer Energien
2.3 Développant les systèmes, réseaux et équipements de stockage énergétiques intelligents à l'échelon local	2.3 Entwicklung intelligenter Energiesysteme, Netze und Speichersysteme auf lokaler Ebene

En termes de potentiel, les secteurs de haute technologie dans les industries liées à l'énergie pourraient être utilisés comme levier de coopération. En particulier dans le Bade-Wurtemberg et en Suisse, les clusters existants pourraient coopérer afin d'améliorer la production d'énergie renouvelable et d'échanger leurs expériences en matière de démantèlement des installations nucléaires¹³².

Au regard des objectifs de développement durable et des objectifs liés à l'énergie, le Grand Est mentionne des objectifs liés à l'énergie comme un potentiel de coopération transfrontalière ; en mutualisant les compétences, la région du Rhin supérieur pourrait être transformée en un point chaud pour la bioéconomie et l'utilisation des énergies décarbonées¹³³. Au niveau des projets concrets, le Bade-Wurtemberg cite quelques exemples qui pourraient contribuer à ces objectifs : utiliser les synergies industrielles directement au-delà des frontières entre les villes et les entreprises, par exemple en mettant en réseau les excès de chaleur et autres excès d'énergie¹³⁴. Les potentiels de coopération de Rhénanie-Palatinat sont mentionnés de manière moins détaillée. L'énergie, en tant que thème "soft" de coopération, devrait se renforcer dans la perspective des thèmes futurs des programmes de coopération soutenus par l'UE¹³⁵.

La Suisse vise l'intégration dans le marché de l'énergie de l'UE. Même s'il s'agit là d'une question d'importance nationale, une intégration réussie peut créer un terrain d'entente pour une coopération renforcée entre la Suisse et d'autres partenaires de la région concernée par le programme. Les objectifs de la Suisse en matière d'énergie sont liés à la recherche et à l'innovation ; l'innovation ne peut être encouragée uniquement par des systèmes d'innovation délimités au niveau régional. Cela souligne le potentiel de coopération entre les cantons, mais aussi avec des partenaires internationaux de part et d'autre des frontières¹³⁶.

En ce qui concerne les défis à relever, l'évolution de la consommation et de la production d'énergie lancera un processus de réflexion commun sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique entre les partenaires du programme du Rhin supérieur. Le partage d'expériences autour de la consommation, des méthodes de production, de la conception des réseaux, des économies d'énergie, etc. permettra de sensibiliser à la maîtrise des nouvelles tendances (énergies renouvelables, dénucléarisation, etc.).¹³⁷

¹³² Land Baden-Württemberg (2019b, p. 15).

¹³³ Région Grand Est (2018a, p. 8).

¹³⁴ Land Baden-Württemberg (2019c). La conception pour la France n'est actuellement pas encore publiée, comme elle se trouve encore dans le processus de terminaison. La version préliminaire est citée dans ce document.

¹³⁵ Land Rheinland-Pfalz (2018).

¹³⁶ Kanton Basel-Stadt et al (2016, p. 11).

¹³⁷ Région Grand Est (2018b, p. 23).

Compte tenu du démantèlement de l'installation nucléaire de Fessenheim, les partenaires du Rhin supérieur pourraient apporter des expériences thématiques précieuses. Compte tenu des difficultés croissantes pour la production d'énergie renouvelable, par exemple pour les centrales de pompage-turbinage, la coopération transfrontalière peut contribuer à surmonter les difficultés et à adapter les infrastructures (réseaux intelligents, stockage d'énergie)¹³⁸. Il existe déjà une plate-forme commune de coopération dans le domaine de l'énergie avec TRION-climat¹³⁹, une initiative transfrontalière visant à stimuler l'apprentissage et l'échange d'expériences.

Cet objectif spécifique ne se prête que dans une mesure limitée au traitement dans le cadre du programme Interreg Rhin supérieur au cours de la prochaine période de financement, car il est largement influencé par des décisions suprarégionales (nationales) et des cadres juridiques nationaux.

2.4 Favorisant l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes	2.4 Förderung der Anpassung an den Klimawandel, der Risikoprävention und der Katastrophenresilienz
--	--

Au cœur même de la coopération liée au changement climatique se trouve le paysage commun et le patrimoine naturel ; l'espace du programme Rhin supérieur représente un paysage naturel qui subit les mêmes conséquences liées au changement climatique. Cela signifie que les mesures de lutte et d'adaptation au changement climatique peuvent être mises en œuvre ensemble, en mettant en commun les ressources et en augmentant les effets de levier dans l'ensemble de la région. Cela peut se faire sur des aspects transfrontaliers, par exemple sur des questions de dissémination d'une nouvelle flore et d'une nouvelle faune (par exemple le moustique tigre d'Asie)¹⁴⁰ ou par un développement plus durable dans la région du Rhin supérieur¹⁴¹.

La coopération transfrontalière intervient également dans la coordination des différentes mesures nationales et régionales¹⁴². Les politiques en matière de changement climatique se situant à de nombreux niveaux administratifs différents dans la région du Rhin supérieur, la coopération transfrontalière pourrait viser la coordination synchrone des actions en matière de changement climatique entre les régions. Plus concrètement, la mise en commun des ressources peut également accroître la durabilité des marchés publics, car elle a un impact bien au-delà de la zone du programme¹⁴³ ou de l'échange d'expériences sur les politiques de développement durable réussies entre les partenaires du Programme du Rhin supérieur¹⁴⁴.

L'expérience montre que l'échange transfrontalier de pratiques peut être pertinent (par exemple, sylviculture durable, adaptation au changement climatique dans l'agriculture et la vigne). La coopération

¹³⁸ Land Baden-Württemberg (2017).

¹³⁹ TRION-climate e.V. (2019). TRION-climate e.V. est un réseau franco-allemand pour des acteurs dans les domaines de l'énergie et du climat fondée en 2015.

¹⁴⁰ Land Baden-Württemberg (2015).

¹⁴¹ Région Grand Est (2018a, p. 9).

¹⁴² Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und nukleare Sicherheit (2019, p. 27).

¹⁴³ Land Baden-Württemberg (2014, p. 39).

¹⁴⁴ Land Baden-Württemberg (2018, p. 15).

en matière de prévention des risques et de services de crise en cas de catastrophe est déjà une activité importante dans le Rhin supérieur et pourrait être renforcée à l'avenir.

Compte tenu des défis conjoints de cette thématique cet objectif spécifique offre des possibilités de mise en œuvre dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

2.5 Prenant des mesures en faveur d'une gestion durable de l'eau	2.5 Förderung einer nachhaltigen Wasserbewirtschaftung
--	--

Jusqu'à présent, la délimitation du bassin versant du Rhin a été justifiée par le bassin hydrographique du Rhin. Le Rhin, qui représente à la fois un élément unificateur et séparateur entre les trois pays, divers sous-systèmes du fleuve s'étendent jusqu'à la frontière de la zone du programme. Cela met en évidence l'interrelation fonctionnelle dans les systèmes fluviaux, la biodiversité, les inondations, les polluants et le transport fluvial affectent toutes les régions de la zone du programme du Rhin supérieur sur un pied d'égalité. Si une zone est sujette à la pollution ou aux inondations, une autre zone, très probablement dans un autre pays, sera également affectée.

La coopération sur les aspects liés à l'eau est fréquemment mentionnée dans les stratégies régionales pertinentes : la régulation transfrontalière des eaux de ruissellement et des capacités de rétention des eaux dans les différentes parties de la région du Rhin supérieur peut éviter l'inondation des agglomérations situées à proximité des voies navigables¹⁴⁵. La qualité de l'eau dans la région est également préoccupante : elle influence la qualité des eaux du Rhin (le fleuve le plus important d'Europe). Les eaux souterraines autour du Rhin dans la région sont particulièrement vulnérables en raison de leur faible profondeur. Les nappes phréatiques sont aujourd'hui déjà soumises à de fortes pressions dues à de nombreuses activités humaines dans la vallée du Rhin¹⁴⁶.

Par conséquent, dans une perspective commune de la ressource en eau, cet objectif spécifique s'inscrit dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

2.6 Favorisant la transition vers une économie circulaire	2.6 Förderung des Übergangs zu einer Kreislaufwirtschaft
---	--

Comme déjà évoqué, une meilleure utilisation des ressources et d'une plus grande efficacité de la gestion des matériaux dans le cadre de « l'économie circulaire » est un thème important pour le Rhin supérieur, en particulier pour les partenaires économiques dans leurs relations avec les entreprises et les PME. Il existe des intérêts communs, notamment en ce qui concerne la promotion de l'éco-conception et de l'efficacité des ressources parmi les PME.

Il y a une expérience transfrontalière comme le témoigne le projet de mise en réseau de la recherche *Cluster de recherche en durabilité dans le Rhin Supérieur (URCforSR)*¹⁴⁷. Toutefois, le potentiel de

¹⁴⁵ Région Grand Est (2018c, pp. 23, 25).

¹⁴⁶ Région Grand Est (2018c, pp. 76–77).

¹⁴⁷ Upper Rhine Cluster for Sustainability Research (2019b).

coopération transfrontalière semble reposer essentiellement sur l'échange d'expériences, le soutien à la mise en réseau et l'apprentissage mutuel, étant donné que la mise en œuvre des mesures de soutien est généralement assurée par les chambres consulaires locales et par les gouvernements régionaux ou nationaux, tandis qu'il existe également d'autres programmes communautaires pour encourager la coopération en matière de recherche et d'innovation, au-delà du contexte frontalier.

Les mesures de soutien en faveur d'une meilleure efficacité des matériaux et des ressources, ainsi que les approches d'*économie circulaire* sont généralement mises en œuvre par les chambres de commerce locales et par les gouvernements régionaux ou nationaux. En outre, il existe d'autres programmes de l'UE visant à promouvoir l'économie circulaire, *Product Life Cycle Management* et l'efficacité des ressources en dehors du contexte frontalier (par exemple, HORIZON 2020, COSME, LIFE).

Cet objectif d'efficacité des ressources 2.6 est également étroitement lié au développement économique durable et compétitif et à l'OS 1.3 pour la croissance des PME.

Cet objectif spécifique est considéré comme pouvant être traité dans le cadre du programme INTERREG Rhin supérieur 2021-2027. Toutefois, le sujet pourrait généralement être traité en relation avec l'OS 1.1, l'OS 1.3 ou l'OS 1.4.

2.7 Améliorant la biodiversité, renforçant les infrastructures vertes en milieu urbain et réduisant la pollution	2.7 Verbesserung der biologischen Vielfalt, der grünen Infrastruktur im städtischen Umfeld sowie Verringerung der Umweltverschmutzung
--	---

La protection de la nature et la valorisation de la biodiversité sont également mentionnées comme un potentiel de coopération transfrontalière : de nombreux réservoirs de biodiversité et corridors écologiques (notamment de France) s'étendent au-delà des frontières nationales¹⁴⁸. La coopération transfrontalière pourrait assurer la protection de ces corridors continus et fonctionnels. Il y a également place pour une coopération en matière de sensibilisation au patrimoine commun, à l'environnement naturel commun, à la biodiversité et aux ressources partagées, qui pourrait être pertinente pour une coopération future¹⁴⁹. Il existe déjà une coopération active entre les associations et les institutions de protection de la nature, par exemple dans le cadre du Programme intégré pour le Rhin (PIR). Les possibilités de coopération sont encore plus grandes. Il en va de même pour la valorisation et l'utilisation en douceur des ressources naturelles. L'utilisation touristique douce ("loisirs locaux") des réserves naturelles et des infrastructures vertes contribue à la consolidation des aires protégées et crée des possibilités de revenus et d'emplois par rapport à d'autres utilisations des terres (colonisation, agriculture intensive, industrie). C'est pourquoi la coopération entre la protection de l'environnement, la protection de la biodiversité et une utilisation respectueuse de l'environnement par le biais de loisirs locaux est une option évidente. Des zones protégées attrayantes peuvent contribuer au tourisme transfrontalier. Les partenaires de la zone du programme l'ont déjà reconnu. Par le biais d'une commercialisation et d'une administration communes, ils coopèrent dans diverses destinations naturelles de la zone transfrontalière du programme¹⁵⁰. La coopération transfrontalière dans le domaine

¹⁴⁸ Région Grand Est (2018b, p. 29).

¹⁴⁹ Région Grand Est (2018a, p. 9).

¹⁵⁰ Région Grand Est (2018b, p. 74).

du tourisme et de la protection de la nature a déjà donné des résultats positifs dans le passé, évoquant la poursuite de la coopération également de la part des partenaires suisses¹⁵¹. Par conséquent, cet objectif spécifique offre un grand potentiel de transformation dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

5.3 Une Europe plus connectée - mobilité et connectivité régionale aux TIC.

La région du Rhin supérieur est déjà assez bien desservie par des infrastructures physiques, en particulier les routes, les chemins de fer, les transports publics). La poursuite du déploiement de la connectivité numérique à haut débit, la réduction des liaisons transfrontalières et la promotion d'une mobilité durable dans les zones urbaines et rurales constituent des défis particuliers.

3.1 Renforçant la connectivité numérique	3.1 Ausbau der digitalen Konnektivität
Toutes les régions expriment le besoin des ménages et des entreprises d'être connectés à l'internet à large bande. Afin d'atteindre une vitesse de connexion de 30 Mbps à 50 Mbps minimum, l'ancienne Région Alsace, le Land de Bade-Wurtemberg et le Land de Rhénanie-Palatinat ont chacun lancé leur propre projet ou instrument de financement entre 2015 et 2018. Dans les département alsaciens, l'initiative Rosace a été lancée (comme mentionné comme objectif 18 dans le document de planification régionale SRADDET) qui vise à connecter tous les citoyens au haut débit d'ici 2023. En Allemagne, le Bade-Wurtemberg a lancé en 2016 l'offensive « Breitband Offensive » qui aide les arrondissements et les villes à financer la connexion par fibre optique au réseau. Toutefois, les régions ne mentionnent pas les potentialités transfrontalières en matière d'accès à l'internet haut débit. En Rhénanie-Palatinat (2018) - le Land s'engage à soutenir les arrondissements ou les municipalités pour mettre en place un réseau de fibre optique et atteindre 50 Mbps minimum.	

En général, la connectivité numérique n'est pas perçue comme un défi transfrontalier, mais plutôt comme un problème pour les régions, les arrondissements et les municipalités. La valeur ajoutée des échanges transfrontaliers est également considérée comme limitée.

Cet objectif spécifique n'est pas considéré comme particulièrement adapté au programme Interreg Rhin supérieur 2021-2027.

3.2 Développant un RTE-T durable, intelligent, sûr, intermodal et résilient face aux facteurs climatiques	3.2 Entwicklung eines nachhaltigen, klimaresilienten, intelligenten, sicheren und intermodalen TEN-V
3.3 Mettant en place une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques aux niveaux national, régional et local, notamment en améliorant l'accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière	3.3 Entwicklung einer nachhaltigen, klimaresilienten, intelligenten und intermodalen nationalen, regionalen und lokalen Mobilität, einschließlich eines besseren Zugangs zum TEN-V und zur grenzübergreifenden Mobilität

Les principales priorités sont très similaires d'une région à l'autre. Le transport ferroviaire entre les villes est mentionné dans toutes les régions. Les régions appellent implicitement à plus d'efforts de la part

¹⁵¹ Conseil fédéral suisse et al. (2012, pp. 50, 98).

des Etats (en Allemagne et en France). Le transport aérien n'est pas perçu comme une priorité par les régions, mais l'Euroairport est mentionné par les régions des trois pays comme une infrastructure clé dont la stabilité juridique et administrative doit être préservée. La logistique occupe une place importante dans les priorités régionales, en particulier dans les régions Grand Est et Suisse du Nord-Ouest (Zone d'activité de la Région Bâle). Bâle mentionne le développement de sa plate-forme logistique multimodale (Gateway Basel Nord - prévue en 2023) comme une étape concrète vers la consolidation de la région en tant que plate-forme logistique.

La mobilité transfrontalière est d'une grande importance pour la région du Rhin supérieur, même si la compétence pour décider de réseaux de transport plus importants au niveau régional est limitée. Les liaisons transfrontalières suivantes sont prioritaires pour le Conseil Rhénan (2018) et sont mentionnées dans plusieurs régions comme projets d'infrastructure à privilégier à l'avenir : lignes ferroviaires Kehl-Appenweier, Karlsruhe-Rastatt-Haguenau-Saarbrücken, Fribourg-Colmar, Basel-Euroairport, Dijon-Mulhouse (LGV - lignes à grande vitesse). La Rheintalbahn (Mannheim-Bâle) est mentionnée comme artère clé par le Bade-Wurtemberg, car elle est reliée à la nouvelle transversale ferroviaire suisse (NLFA). Le traité de coopération d'Aix-la-Chapelle entre la France et l'Allemagne (2019) prévoit une amélioration des lignes ferroviaires transfrontalières. Il mentionne spécifiquement : Colmar-Fribourg (y compris la reconstruction d'un pont ferroviaire sur le Rhin), Strasbourg-aéroport de Francfort, Strasbourg-Palatinat.

Des synergies pourraient être trouvées dans le domaine de la logistique grâce au développement d'un portail d'information commun (notamment pour les ports internationaux franco-allemands sur le Rhin). Ce pourrait être le premier résultat concret d'une gouvernance transfrontalière renouvelée des ports.

Si l'objectif spécifique 3.2 n'est que peu adapté à être intégré dans le cadre du programme Interreg Rhin supérieur 2021-2027, l'objectif spécifique 3.3 peut s'avérer intéressant pour le programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur. Cependant, Interreg ne peut que préparer, accompagner et soutenir des mesures de transport. Les mesures d'infrastructure devraient probablement être financées par d'autres programmes ou budgets, comme par exemple, le dispositif Connecting Europe Facility, les programmes FEDER classiques ou des sources de financement nationales.

3.4 Prenant des mesures en faveur d'une mobilité urbaine multimodale durable	3.4 Förderung einer nachhaltigen, multimodalen städtischen Mobilität
--	--

Cet objectif est mentionné par toutes les régions comme étant prioritaire et offrant un potentiel de coopération transfrontalière, à la fois pour établir de meilleurs liens et pour apprendre des autres régions de la région. Les principales priorités des régions sont les liaisons ferroviaires de ville à ville, le développement des lignes de transports publics urbains et transfrontaliers (tramways, bus rapides) et le développement des réseaux de pistes cyclables.

La Région Grand Est donne la priorité aux liaisons ferroviaires entre les petites villes et les grands centres urbains. Dans son principal document d'aménagement du territoire (SRADDET 2018), il prévoit de donner un nouvel élan aux lignes ferroviaires secondaires (classées "UIC 7 à 9"). Cela améliorerait l'accessibilité et la connectivité globale au réseau régional pour un certain nombre de petites localités.

Le BW est particulièrement avancée en ce qui concerne la planification des vélos et la mobilité douce. Sa stratégie de développement d'un réseau cyclable régional comprenant des déplacements locaux, de ville à ville et touristiques est bien structurée. Toutefois, il ne comprend pas de section dédiée pour relier ce réseau régional au-delà des frontières. Dans son document « Stratégie Suisse du Land de Bade-Wurtemberg (2017) », le Bade-Wurtemberg mentionne la construction d'un pont piétonnier et cyclable à côté de Rheinfelden comme projet phare. Bade-Wurtemberg réalise également des enquêtes régulières (basées sur des approches participatives) sur la mobilité des piétons (voir : Bade-Wurtemberg Enquête sur les déplacements piétonniers (2015, 2016)). Ces études annuelles sont de bons leviers pour renforcer les mobilités douces à l'échelle des municipalités.

Les possibilités de coopération sont multiples, car tous les acteurs reconnaissent la nécessité de nouvelles connexions, en particulier sur le Rhin. Le développement de plusieurs lignes de tramway a déjà montré l'appétit local pour le transport public transfrontalier développé autour de Bâle : la ligne de tramway n°3 Birsfelden-Bâle-Saint-Louis ouverte en 2017, la ligne de tramway n°8 de Kleinhüningen à Weil-am-Rhein est prolongée en 2014). Une coopération future est prévue entre Freiburg-Colmar, Kehl-Appenweier, Karlsruhe-Rastatt-Haguenau-Saarbrücken. La coopération devrait également permettre de développer des liaisons transfrontalières plus sûres pour les bicyclettes et les piétons. Le Conseil Rhénan soutient le développement d'une piste cyclable rapide entre Offenburg-Kehl-Strasbourg. En outre, l'association Regio Basiliensis (IRKB), ainsi que d'autres organisations, réclament le développement de systèmes de billetterie intégrés pour le transport transfrontalier.

Cet objectif spécifique offre un grand potentiel de transformation de l'espace transfrontalier dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

5.4 Une Europe plus sociale - mise en œuvre du socle européen des droits sociaux

La région du Rhin supérieur présente d'importants liens transfrontaliers entre les régions concernées en termes de marché du travail, d'éducation et de formation, de services de santé. Il existe une forte tradition de coopération afin de surmonter les désavantages et les obstacles causés par la situation près de la frontière. Chaque région, à elle seule, ressentirait des restrictions concernant la disponibilité de personnes formées, l'éducation et l'accès aux services de santé, car les services publics ne sont pas toujours disponibles ou en adéquation avec les besoins. Toutefois, la coopération transfrontalière dans le domaine des services sociaux contribue à accroître la masse critique, à améliorer l'efficacité et la couverture des services publics et à accroître la qualité des services.

Spécifique à Interreg (Règlement du CTE) 4.1 Améliorer l'efficacité des marchés du travail et l'accès à un emploi de qualité par-delà les frontières	INTERREG-spezifisch (ETZ-Verordnung) 4.1 Grenzübergreifende Verbesserung der Effektivität der Arbeitsmärkte und des Zugangs zu hochwertigen Arbeitsplätzen
Règlement du FEDER Améliorer l'efficacité des marchés du travail et l'accès à un emploi de bonne qualité grâce au développement de l'innovation et des infrastructures en matière sociale	EFRE-Verordnung Verbesserung der Effektivität der Arbeitsmärkte und Zugang zu hochwertigen Arbeitsplätzen durch Entwicklung sozialer Innovation und Infrastruktur

La région présente un fort différentiel de taux de chômage avec respectivement 7,3% et 8,2% dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin¹⁵² contre 3,2% pour la Suisse du Nord-Ouest, 3,9% au Bade-Wurtemberg, 5,6% en Rhénanie-Palatinat¹⁵³. Au total en 2016, 97.000 travailleurs étaient transfrontaliers (60% d'Alsace et 39% de Bade-Wurtemberg), la Suisse étant la destination la plus attractive. Entre 2006 et 2016, il y a une diminution notable du nombre de travailleurs allant de l'Alsace vers l'Allemagne et une augmentation en direction de la Suisse. Les projections liées au vieillissement de la population présentent une diminution de 3% de la population active en France et en Allemagne et de 0,5% en Suisse pour 2030.

Les réglementations nationales sont très différentes, ce qui entraîne des variations entre les "territoires attractifs" pour les investisseurs (en Suisse et en Allemagne) et les "territoires moins attractifs" (France). La capacité linguistique ainsi que le manque de compétences sont l'une des raisons pour lesquelles, même si des emplois sont disponibles en Allemagne et en Suisse, les travailleurs français n'intègrent pas directement le marché du travail au-delà des frontières. Des initiatives visant à assurer le jumelage, le développement des compétences et le soutien linguistique sont en cours. (projets Interreg V : reussirsansfrontiere.eu / Emploi 360/ Participation 4.0 ; Interreg IV : Formation professionnelle sans frontières / META / Formations supérieures transfrontalières en apprentissage en Alsace et dans le Bade-Wurtemberg /...). L'ensemble de la région est également soutenu par des réseaux très efficaces tels que des agences pour l'emploi conjointes et les InfoBest.

Il existe un vaste potentiel de coopération accrue et la nécessité d'éliminer les obstacles à un marché du travail plus intégré à l'avenir, qui soulignent l'intérêt majeur qu'il peut y avoir à intégrer cet objectif spécifique dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

Spécifique à Interreg (Règlement du CTE) 4.2 Améliorer l'accès à l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie et la qualité de ces derniers par-delà les frontières en vue d'augmenter leurs niveaux en matière d'instruction et de compétences reconnus par-delà les frontières	INTERREG-spezifisch (ETZ-Verordnung) 4.2 Grenzübergreifende Verbesserung des Zugangs zu und der Qualität der allgemeinen und beruflichen Bildung sowie des lebenslangen Lernens mit dem Ziel, das grenzübergreifend anerkannte Bildungs- und Qualifikationsniveau zu verbessern
Règlement du FEDER Améliorant l'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement des infrastructures	EFRE-Verordnung Verbesserung des Zugangs zu inklusiven und hochwertigen Dienstleistungen in den Bereichen allgemeine und berufliche Bildung sowie lebenslanges Lernen durch Entwicklung der Infrastruktur

Les systèmes d'enseignement primaire et secondaire sont spécifiques à chaque pays, avec de fortes variations (système très centralisé en France, systèmes décentralisés en Suisse et en Allemagne), tandis que l'harmonisation du système d'enseignement supérieur n'est toujours pas finalisée malgré l'intégration au processus de Bologne. L'enseignement professionnel diffère aussi beaucoup d'une région à l'autre. La reconnaissance des niveaux d'éducation et des diplômes nationaux et compétences

¹⁵² 4ème trimestre 2018, INSEE.

¹⁵³ Décembre 2018, EURES-T.

n'est pas encore automatique. Elle est soumise à des procédures de reconnaissance nationale, qui sont parfois obligatoires. Des accords bilatéraux existent pour certaines professions, mais l'absence d'accords ou de reconnaissance directe des compétences entravent la poursuite de l'intégration de la région. Il existe de nombreuses initiatives régionales visant à améliorer la reconnaissance mutuelle des compétences, telles que le certificat Euregio¹⁵⁴.

Trois objectifs principaux dominent l'intérêt commun pour l'éducation et la formation dans le Rhin supérieur: 1) le bilinguisme, avec un très fort soutien du côté français en particulier, 2) la formation professionnelle conjointe et le développement des compétences, et 3) l'excellence dans l'enseignement supérieur et la recherche par la mise en commun des ressources et la coopération. Cela se traduit par de nombreux réseaux, projets et micro-projets (EUCOR; Regio Chimica; Passe-Partout; TEPRATA; Luculus; Phaenovum). La stratégie 2023 d'EUCOR renforce la nécessité d'une reconnaissance accrue et l'amélioration des qualifications et de l'élaboration de programmes d'études communs et complémentaires, car des obstacles persistent.

Au vu des défis et des bénéfices pouvant en être retiré, cet objectif spécifique offre un potentiel important pour le Rhin supérieur et peu s'intégrer dans le programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur. Il est aussi étroitement liée à l'OS sur la croissance des PME (1.3).

Spécifique à Interreg (Règlement du CTE) 4.3 Améliorer l'accès égal et en temps opportun à des soins de santé de qualité durables et abordables par-delà les frontières 4.4 Améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des soins de longue durée par-delà les frontières	INTERREG-spezifisch (ETZ-Verordnung) 4.3 Grenzübergreifende Verbesserung des gleichen und zeitnahen Zugangs zu einer hochwertigen, nachhaltigen und erschwinglichen Gesundheitsversorgung 4.4 Grenzübergreifende Verbesserung der Zugänglichkeit, Effektivität und Resilienz der Gesundheits- und Pflegesysteme
Règlement du FEDER Garantissant l'égalité de l'accès aux soins de santé grâce au développement des infrastructures, y compris les soins de santé primaires	EFRE-Verordnung Sicherstellung eines gleichberechtigten Zugangs zur Gesundheitsversorgung durch Entwicklung der Infrastruktur, einschließlich der Primärversorgung

Partout en Europe, la mobilité transfrontalière des patients dans l'UE a légèrement augmenté au cours des trois dernières années¹⁵⁵. Coopération transfrontalière et promotion d'un meilleur accès aux systèmes de santé dans un domaine important pour la région du Rhin supérieur. Au Conseil Rhénan, la Commission pour l'économie, le marché du travail et la santé se consacre à ce thème. Dans le cadre de la Conférence du Rhin supérieur, le groupe de travail sur la politique de santé travaille à l'élaboration de solutions pour¹⁵⁶. Cependant, les différences entre les systèmes de santé et de sécurité sociale en Allemagne, en France et en Suisse constituent un sérieux obstacle à des soins de santé optimisés et innovants¹⁵⁷. Les possibilités de coopération sont multiples et vont d'une meilleure couverture des

¹⁵⁴ <http://www.euregio-zertifikat.de>

¹⁵⁵ European Commission (2018) : Report on the operation of Directive 2011/24/EU on the application of patients' rights in crossborder healthcare. COM(2018) 651 final, p.19

¹⁵⁶ Conseil Rhénan (2016).

¹⁵⁷ Voir: Metis GmbH et al (2017).

services dans les zones rurales à une coopération dans le domaine de la recherche en santé, en passant par la création de centres spécialisés transfrontaliers ou la réduction des obstacles en matière d'accès aux services, d'emploi dans les hôpitaux ou d'échange de données sur les patients. Le projet¹⁵⁸ Interreg TRISAN a déjà posé les jalons d'une coopération future. Par exemple, TRISAN a présenté une étude sur l'accès transfrontalier aux services de santé dans l'espace PAMINA, identifiant les possibilités de coopération future et les besoins spécifiques d'action future¹⁵⁹. TRISAN a élaboré un catalogue des initiatives de coopération déjà existantes et une boîte à outils pour faire les premiers pas de la coopération. Compte tenu de la complexité de la coopération transfrontalière en matière de santé, Interreg semble être la source de financement la plus appropriée - avec les initiatives nationales et régionales - pour développer davantage des solutions pratiques qui pourraient également servir d'exemple à d'autres régions transfrontalières en Europe.

Dans la mesure du possible, il est important de poursuivre la coopération dans ce domaine et les expériences existantes devraient être intensifiées dans le cadre du prochain programme Interreg, de sorte que ces objectifs spécifiques offrent des possibilités coopérations majeures dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

Spécifique à Interreg (Règlement du CTE) 4.5 Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté, notamment en renforçant l'égalité des chances et en combattant les discriminations par-delà les frontières	INTERREG-spezifisch (ETZ-Verordnung) 4.5 Grenzübergreifende Förderung der sozialen Inklusion und Bekämpfung von Armut, auch durch Verbesserungen in Bezug auf die Chancengleichheit und durch Bekämpfung von Diskriminierungen
Règlement du FEDER Renforçant l'intégration socioéconomique des communautés marginalisées, des migrants et des groupes défavorisés, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux	EFRE-Verordnung Verbesserung der sozioökonomischen Integration von marginalisierten Gemeinschaften, Migranten und benachteiligten Bevölkerungsgruppen durch integrierte Maßnahmen, einschließlich Wohnungsbau und soziale Dienstleistungen

Les affaires sociales sont pour la plupart du ressort des autorités nationales et régionales, les différents niveaux d'autorités locales assumant des responsabilités spécifiques. Outre les soins de santé, le sujet n'est pas souvent abordé dans le monde transfrontalier, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que d'autres questions sont prioritaires. La lutte contre la pauvreté, l'inclusion sociale et la promotion de l'égalité des chances et contre la discrimination est une question importante dans le Rhin supérieur, comme dans les autres régions. Toutefois, étant donné la position économique relativement forte de la région du Rhin supérieur, avec un PIB par habitant supérieur à la moyenne européenne et des chiffres relativement faibles du chômage par rapport à d'autres régions, le défi semble se limiter à certaines catégories de population (familles monoparentales, migrants) et à des zones locales très spécifiques. Par exemple, l'Eurodistrict Strasbourg Ortenau a mis en place un fonds de soutien aux enfants réfugiés en 2015¹⁶⁰. L'actuel projet Interreg MARGE se concentre sur les quartiers marginalisés de la région et s'efforce de

¹⁵⁸ TRISAN (2019b) : <https://www.trisan.org/TRISAN>.

¹⁵⁹ TRISAN (2019).

¹⁶⁰ <http://www.eurodistrict.eu/de/projets/die-ausgew%C3%A4hlten-projekte-des-unterst%C3%BCtzungsfonds-f%C3%BCr-fl%C3%BCchtlingskinder-2018>

créer une perspective transfrontalière pour un agenda social urbain intégré¹⁶¹. En général, les familles nombreuses, les familles monoparentales ou les familles issues de l'immigration sont beaucoup plus exposées au risque de pauvreté.

Pour le Rhin supérieur, la coopération transfrontalière pourrait contribuer à cet objectif principalement par des améliorations concrètes de l'accès égal et abordable aux services publics, par exemple les soins de santé, l'éducation ou le marché du travail. Compte tenu de la diversité de la population, de la ruralité et des tendances démographiques à l'horizon 2030 (vieillesse de la population), l'intégration des questions sociales pourrait s'avérer pertinente.

Cet objectif spécifique se prête en principe à un traitement dans le cadre du programme Interreg Rhin Supérieur au cours de la prochaine période de financement. Toutefois, il est essentiellement couvert par les politiques régionales et suprarégionales (nationales) et ainsi que par d'autres instruments déjà existant (FSE).

5.5 Une Europe plus proche des citoyens

Le développement urbain intégré transfrontalier, la révision et la promotion communes du patrimoine culturel commun et la promotion commune du tourisme ne sont que quelques exemples de la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur au plus près des citoyens. En particulier, les réseaux transfrontaliers sous-régionaux tels que l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau¹⁶² ou l'association RegioTriRhena¹⁶³ rendent la coopération transfrontalière beaucoup plus proche des citoyens. Dans le cadre des programmes Interreg, les "Appels pour les micro-projets" permettent depuis plusieurs années déjà la mise en œuvre de petits projets binationaux à faible charge administrative.

5.1 Prenant des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré, du patrimoine culturel et de la sécurité dans les zones urbaines	5.1 Förderung der integrierten sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Entwicklung, des Kulturerbes und der Sicherheit in städtischen Gebieten
5.2 Prenant des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré au niveau local, du patrimoine culturel et de la sécurité, y compris aussi, dans les zones rurales et côtières, par le développement local mené par les acteurs locaux	5.2 Förderung der integrierten sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Entwicklung, des Kulturerbes und der Sicherheit auf lokaler Ebene, einschließlich in ländlichen und in Küstengebieten, auch durch die von der örtlichen Bevölkerung betriebene lokale Entwicklung

La coopération transfrontalière dans les zones urbaines affecte les zones d'agglomération qui sont quasi-intégrées de part et d'autre de la frontière. Dans le Rhin supérieur, il existe quelques exemples de zones urbaines transfrontalières telles que Strasbourg-Kehl, l'agglomération bâloise ou Breisach-Neuf Brisach. Les initiatives sont promues par les institutions locales ou par les citoyens.

¹⁶¹ <http://www.interreg-oberrhein.eu/projet/marge-einbindung-benachteiligter-quartiere-im-oberrheingebiet/>

¹⁶² Voir : <http://www.eurodistrict.eu>

¹⁶³ <https://www.regiotriRhena.org/> Réseau pour le développement de l'économie transfrontalière dans le triangle transfrontalier Fribourg- Colmar - Mulhouse – Basel.

Ces initiatives de développement urbain et intégré ont également des liens avec d'autres objectifs spécifiques, par exemple sur la mobilité urbaine/transfrontalière, la santé, le marché du travail.

Il existe de nombreuses autres initiatives dans les domaines de la culture et du patrimoine, de la jeunesse, des loisirs et du sport. Il y a aussi d'autres possibilités de coopération dans ces domaines, d'autant plus que les thèmes sont très proches des citoyens et ont une grande visibilité et utilité pour la citoyenneté. Dans le cadre de cet objectif spécifique, les initiatives suivent généralement une approche plus locale, par rapport aux initiatives plus vastes qui pourraient être incluses dans d'autres objectifs spécifiques plus thématiques (par exemple, mobilité, marché du travail, santé, éducation, gouvernance interrégionale).

Ces objectifs spécifiques peuvent généralement être traités dans le cadre du programme Interreg Rhin supérieur au cours de la prochaine période de financement. Cependant, la nécessaire division en « zones urbaines » (5.1) et « zones rurales » (5.2) rend la planification des programmes plus difficile. Des sujets similaires pourraient donc être mieux traités dans Interreg sous les OS 6.1 et OS 6.2 (voir ci-dessous).

5.6 Une meilleure gouvernance Interreg

La gouvernance transfrontalière dans le Rhin supérieur est déjà bien établie et compte un grand nombre d'institutions transfrontalières formelles et de formes informelles, de réseaux et de partenariats à différents niveaux (local, sous-régional, Rhin supérieur). Cependant, cette gouvernance a déjà atteint une certaine complexité et nécessite une gestion intelligente des ressources et un développement continu des capacités.

6.1 Renforcer les capacités institutionnelles des pouvoirs publics, en particulier ceux chargés de gérer un territoire spécifique, et des parties prenantes	6.1 Verbesserung der institutionellen Kapazitäten insbesondere der für die Verwaltung eines bestimmten Gebiets zuständigen Behörden sowie der Beteiligten
---	---

Actuellement, il existe une coopération institutionnelle à deux niveaux dans le Rhin supérieur :

- Au niveau des institutions et initiatives transfrontalières qui traitent spécifiquement des questions transfrontalières et offrent donc un service résolument transfrontalier.
- En établissant des partenariats et des accords entre les administrations et les institutions nationales et locales qui vont au-delà des solutions ad hoc.

En ce qui concerne le premier niveau, il convient de mentionner en particulier le réseau INFOBEST de centres d'information sur l'emploi. L'objectif des collaborateurs qui y travaillent est de répondre à toutes les questions transfrontalières concernant l'Allemagne, la France et la Suisse. D'autres institutions de coopération transfrontalière telles que la Conférence du Rhin Supérieur, l'Euro-Institut, les quatre Eurodistricts ou le Centre européen des consommateurs offrent également des services transfrontaliers.

Presque toutes les institutions participent à des échanges d'informations et à des réunions informelles avec leurs collègues des régions voisines¹⁶⁴, comme l'a révélé une étude récente. Un grand nombre d'entre eux fournissent des sources d'informations et des publications spécifiques, seuls ou en collaboration avec leurs homologues des régions voisines. Seules quelques mesures de grandes ampleurs sont prises pour apprendre la langue des pays voisins. Il existe d'autres possibilités de renforcement des capacités en ce qui concerne l'introduction de procédures et de réglementations communes avec les installations des régions voisines.

Cet objectif spécifique offre des possibilités pour être traité plus en détails dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour le Rhin supérieur.

6.2 Contribuer à l'efficacité de l'administration publique en favorisant la coopération juridique et administrative ainsi que la coopération entre les citoyens et les institutions, notamment en vue de remédier aux obstacles juridiques et autres dans les régions frontalières	6.2 Verbesserung der Effizienz der öffentlichen Verwaltungsstellen durch Förderung ihrer Zusammenarbeit auf den Gebieten Recht und Verwaltung sowie der Zusammenarbeit zwischen Bürgerinnen und Bürgern einerseits und den Institutionen andererseits mit dem Ziel der Beseitigung rechtlicher und sonstiger Hindernisse in Grenzregionen
--	---

La coopération entre les citoyens a une longue tradition dans le Rhin supérieur. En particulier, les partenariats locaux et sous-régionaux et les appels pour des micro-projets ont permis de mettre en place une multitude de projets entre citoyens allemands, français et suisses dans de nombreux domaines : réseaux de femmes, projets de jeunesse, échanges scolaires et de formation, projets et événements culturels, manifestations sportives et de loisirs. Comme expliqué précédemment, des projets transfrontaliers plus complexes dans les domaines de la santé, de la mobilité et de l'intégration sur le marché du travail ont également facilité l'accès aux services publics dans le Rhin supérieur pour les personnes des trois côtés de la frontière. Toutefois, il est encore nécessaire de promouvoir davantage la coopération entre les citoyens. De nouvelles générations émergent et les opinions positives à l'égard des pays et régions voisins ne vont pas de soi, mais doivent être constamment construites grâce à de nouveaux liens et partenariats.

L'approche citoyenne de la coopération portée par objectif spécifique permet de le considérer comme ayant du potentiel pour être développé dans le cadre du programme Interreg 2021-2027 pour la région du Rhin supérieur.

¹⁶⁴ Vue sur le Rhin supérieur. Aperçu de la coopération transfrontalière dans la Région Métropolitaine Trinationale, INTERREG V Rhin Supérieur / Upper Rhine (2017).

5.7 Résumé et évaluation des potentiels et des défis

Les résultats de l'analyse par rapport aux priorités recommandées pour les potentialités et les défis transfrontaliers sont présentés ci-dessous dans un aperçu :

Objectifs Stratégiques	Objectif Spécifique	Pertinence générale du sujet	Restrictions	Pertinence d'INTERREG	Zones Fonctionnelles	Évaluation
		Potentiel de coopération dans la région du Rhin supérieur	Limitation par des intérêts suprarégionaux ou des compétences nationales	Pertinent pour a) le financement dans le cadre d'INTERREG, b) d'autres instruments transfrontaliers (GECT, SECB, etc.) ou c) des programmes généraux (FEDER, FSE) ou d'autres instruments communautaires.	Le sujet nécessite une réflexion infrarégionale ou suprarégionale	L'adéquation à la région du Rhin supérieur 2021-2027
1	1.1 améliorant les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe	Fort	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG	suprarégionale	TRES BON
	1.2 tirant pleinement parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics	Faible	compétences nationales	c) d'autres programmes généraux. Faible potentiel de changement et faible influence grâce à INTERREG	suprarégionale	FAIBLE
	1.3 renforçant la croissance et la compétitivité des PME	Moyen	Faible potentiel de changement et faible influence grâce à INTERREG	c) d'autres programmes généraux. Faible potentiel de changement et faible influence grâce à INTERREG	suprarégionale	FAIBLE
	1.4 développant les compétences en ce qui concerne la spécialisation intelligente, la transition industrielle et l'esprit d'entreprise	Fort	compétences régionales pour les S3	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	suprarégionale	BON
2	2.1 favorisant les mesures en matière d'efficacité énergétique	Moyen	compétences nationales	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	suprarégionale	FAIBLE
	2.2 mesures en faveur des énergies provenant de sources renouvelables	Moyen	compétences nationales	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	suprarégionale	FAIBLE
	2.3 Edéveloppant les systèmes, réseaux et équipements de stockage énergétiques intelligents à l'échelon local	Moyen	compétences nationales	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	suprarégionale	FAIBLE
	2.4 favorisant l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes	Moyen	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	infrarégionale	BON
	2.5 mesures en faveur d'une gestion durable de l'eau	Moyen	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	infrarégionale	BON
	2.6 favorisant la transition vers une économie circulaire	Moyen	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG et c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	suprarégionale	BON
	2.7 améliorant la biodiversité, renforçant les infrastructures vertes en milieu urbain et réduisant la pollution	Fort	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG	suprarégionale	TRES BON
3	3.1 renforçant la connectivité numérique	Faible	compétences nationales	c) d'autres programmes généraux. Faible potentiel de changement et faible influence grâce à INTERREG	suprarégionale	FAIBLE
	3.2 développant un RTE-T durable, intelligent, sûr, intermodal et résilient face aux facteurs climatiques	Faible	compétences nationales	c) d'autres programmes généraux. Faible potentiel de changement et faible influence grâce à INTERREG	suprarégionale	FAIBLE
	3.3 mettant en place une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques aux niveaux national, régional et local, notamment en améliorant l'accès au RTE-T et la mobilité transfrontalière	Fort	compétences nationales	a) financement dans le cadre d'INTERREG (si études, préparation des mesures d'infrastructure)	infrarégionale	BON
	3.4 mesures en faveur d'une mobilité urbaine multimodale durable	Fort	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON
4	4.1 améliorer l'efficacité des marchés du travail et l'accès à un emploi de qualité par-delà les frontières	Fort	influencé par les systèmes nationaux	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON
	4.2 améliorer l'accès à l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie et la qualité de ces derniers par-delà les frontières en vue d'augmenter leurs niveaux en matière d'instruction et de compétences reconnus par-delà les frontières	Fort	influencé par les systèmes nationaux	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON
	4.3 améliorer l'accès égal et en temps opportun à des soins de santé de qualité durables et abordables par-delà les frontières	Fort	influencé par les systèmes nationaux	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON
	4.4 améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des soins de longue durée par-delà les frontières	Fort	influencé par les systèmes nationaux	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON
	4.5 promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté, par-delà les frontières	Moyen	influencé par les systèmes nationaux	b) d'autres instruments transfrontaliers (GECT, SECB, etc.) ou c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	suprarégionale	BON
5	5.1 développement social, économique et environnemental intégré, du patrimoine culturel et de la sécurité dans les zones urbaines	Faible	A peine	b) d'autres instruments transfrontaliers (GECT, SECB, etc.) ou c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	infrarégionale	FAIBLE
	5.2 développement social, économique et environnemental intégré au niveau local, du patrimoine culturel et de la sécurité, y compris aussi, dans les zones rurales et côtières, par le développement local mené par les acteurs locaux	Faible	A peine	b) d'autres instruments transfrontaliers (GECT, SECB, etc.) ou c) des programmes généraux (FEDER, FSE)	infrarégionale	FAIBLE
6	6.1 renforcer les capacités institutionnelles des pouvoirs publics, en particulier ceux chargés de gérer un territoire spécifique	Fort	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON
	6.2 coopération entre les citoyens et les institutions, notamment en vue de remédier aux obstacles juridiques et autres dans les régions frontalières	Fort	A peine	a) financement dans le cadre d'INTERREG	infrarégionale	TRES BON

6 Annexe

6.1 Bibliographie

- Baden Württembergischer Industrie- und Handelskammertag, 2019. Baden-Württembergischer Industrie- und Handelskammertag (BWIHK) und Industrie- und Handelskammer Grand Est (CCIGE) unterzeichnen Technologieabkommen [WWW Document]. URL <https://www.bw.ihk.de/veroeffentlichungen/pressemitteilungen/pressemitteilungen-container/Technologieabkommen-Unterzeichnung-BWIHK-CCIGE>
- Biovalley, 2018. Biobusiness Development. Think Europe, think Biovalley! [WWW Document]. URL <http://www.biovalley.com/>
- Bundesagentur für Arbeit, 2019. Statistik nach Regionen. Bund, Länder und Kreise. Rheinland-Pfalz.
- Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und nukleare Sicherheit, 2019. Klimaschutzplan 2050. Klimaschutzpolitische Grundsätze und Ziele der Bundesregierung.
- COM(2018) 372 final, 2018. Proposal for a regulation of the European Parliament and of the European Council on the European Regional Development Fund and on the Cohesion Fund.
- COM(2018) 374 final, 2018. Proposal for a regulation of the European Parliament and of the European Council on specific provisions for the European territorial cooperation goal (Interreg) supported by the European Regional Development Fund and external financing instruments.
- COM(2018) 375 final, 2018. Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council laying down common provisions on the European Regional Development Fund, the European Social Fund Plus, the Cohesion Fund, and the European Maritime and Fisheries Fund and financial rules for those and for the Asylum and Migration Fund, the Internal Security Fund and the Border Management and Visa Instrument.
- Conseil fédéral suisse, CdC, DTAP, UVS, ACS, 2012. Projet de territoire Suisse. Version remaniée. Berne.
- Deutsch-Französisch-Schweizerische Oberrheinkonferenz, 2011. Willenserklärung zur Förderung der gegenseitigen Information und der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der Raumplanung am Oberrhein.
- DG Move, 2018. Mobility and Transport- TENTec Interactive Map Viewer [WWW Document]. URL <http://ec.europa.eu/transport/infrastructure/tentec/tentec-portal/map/maps.html>
- EEA, 2019a. Biogeographical regions.
- EEA, 2019b. European River Catchments.
- ESPON, 2018. Cross-border public services. ESPON EGTC, Luxembourg.
- ESPON, 2017. PROFECY - Processes, Features and Cycles of Inner Peripheries in Europe (Final Report). ESPON EGTC, Luxembourg.
- ESPON, 2010. METROBORDER - Cross-border Polycentric Metropolitan Regions.
- European Commission, 2019. Regional Innovation Scoreboard [WWW Document]. URL https://ec.europa.eu/growth/industry/innovation/facts-figures/regional_en
- European Commission, 2019. Reflection paper. Towards a sustainable Europe by 2030. European Union, Luxembourg.
- European Commission, 2018a. Comprehensive analysis of the existing cross-border rail transport connections and missing links on the internal EU borders. Final report.
- European Commission, 2018b. Europe on the Move: Commission completes its agenda for safe, clean and connected mobility.
- European Commission, 2018c. Unlocking the potential of education and training to support the European project.

- European Commission, 2018d. EU health budget for the future.
- European Commission, 2017a. Easing legal and administrative obstacles in EU border regions.
- European Commission, 2017b. Communication from the Commission to the Council and the European Parliament. Boosting growth and cohesion in EU border regions.
- European Commission, 2017c. Communication from the Commission. Strengthening Innovation in Europe's Regions: Strategies for resilient, inclusive and sustainable growth. COM(2017) 376 final.
- European Commission, 2017d. Investing in a smart, innovative and sustainable Industry: A renewed EU Industrial Policy Strategy. COM(2017) 479 final.
- European Commission, 2017e. Making the most of the digital opportunities in Europe. Prepared jointly by the European Commission and the incoming Estonian Presidency.
- European Commission, 2016a. The European Cluster Panorama 2016. Brussels.
- European Commission, 2016b. Communication. Next steps for a sustainable European future European action for sustainability. COM(2016) 739 final.
- European Commission, 2016c. Future of Work: High-level conference discusses how the EU can face challenges and grasp opportunities.
- European Commission, 2015. Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and to the Committee of the Regions. Closing the loop - An EU action plan for the Circular Economy.
- European Commission, 2008. The small business act for Europe.
- Eurostat, 2019a. The EU in the world - population. Statistics explained.
- Eurostat, 2019b. Gross domestic product (GDP) at current market prices by NUTS 2 regions [nama_10r_2gdp].
- Eurostat, 2019c. People at risk of poverty or social exclusion by NUTS2 regions.
- Eurostat, 2018. Statistics explained. National accounts and GDP. Developments in GDP in the EU: growth since 2013.
- EUROSTAT, 2018. Eurostat regional yearbook, 2018 edition. Eurostat, Luxembourg.
- Eurostat, 2015. Statistics explained. Youth unemployment. Available at: http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Youth_unemployment.
- evoREG, 2019. evoREG-Forschungslehrstuhl. Startseite [WWW Document]. URL <http://www.evoreg.eu/index.php?lg=fr>
- Expertenatlas Ressourceneffizienz Consulta-RE, 2019. Startseite [WWW Document]. URL <https://consultare.pure-bw.de/>
- GeoRhena, 2019. Kartensammlung / Alle Karten.
- IBA Basel, 2019. Home [WWW Document]. URL <http://www.iba-basel.net/>
- Interreg V Rhin Supérieur / Oberrhein, 2017. Blick auf den Oberrhein. Eine Momentaufnahme der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der Trinationalen Metropolregion. 2. Auflage.
- Kanton Basel-Stadt, Kanton Basel-Landschaft, Kanton Jura, 2016. Interkantonaes Umsetzungsprogramm zur Regionalpolitik 2016-2019 der Region Basel-Jura.
- Land Baden-Württemberg, 2019a. Europa-Leitbild der Landesregierung Baden-Württemberg.
- Land Baden-Württemberg, 2019b. Eckpunkte einer Strategie des Landes Baden-Württemberg für die Zusammenarbeit mit der Schweiz.
- Land Baden-Württemberg, 2019c. Frankreich-Konzeption. Maßnahmen Priorität 1 (nicht veröffentlicht).
- Land Baden-Württemberg, 2018. Holzbau-Offensive Baden-Württemberg. Nachhaltiges Bauen für die Zukunft.

- Land Baden-Württemberg, 2017. Monitoring-Bericht zum Klimaschutzgesetz Baden-Württemberg Teil II Integriertes Energie- und Klimaschutzkonzept.
- Land Baden-Württemberg, 2015. Strategie zur Anpassung an den Klimawandel in Baden-Württemberg. Vulnerabilitäten und Anpassungsmaßnahmen in relevanten Handlungsfeldern.
- Land Baden-Württemberg, 2014. Nachhaltigkeitsstrategie Baden-Württemberg.
- Land Rheinland-Pfalz, 2018. Europaplan Rheinland-Pfalz 2018.
- Metis GmbH, Panteia BV, AEIDL, CASE, 2017. Easing legal and administrative obstacles in EU border regions. Inventory of border obstacles (Final Report). European Commission, Brussels.
- Ministerium für Umwelt, Energie, Ernährung und Forsten, 2019. Ressourceneffizienz Rheinland-Pfalz [WWW Document]. URL <https://mueef.rlp.de/de/themen/klima-und-ressourcenschutz/ressourceneffizienz/>
- MOT, 2015. Le territoire du Rhin supérieur.
- Nordwestschweizer Regierungskonferenz, 2018. Strategie der Nordwestschweizer Regierungskonferenz (NWRK) für die Jahre 2019 bis 2022.
- Oberrheinkonferenz, 2018. Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres 2018. Kehl.
- Oberrheinkonferenz, 2014. Oberrhein - Rhin Supérieur. Zahlen und Fakten - Faits et chiffres 2014. Kehl.
- Oberrheinrat, 2016. Resolution "Den Gesundheitsraum am Oberrhein stärken" vom 9. Dezember 2016.
- Pucher, J., Wolfgang, S., Weiss, J., 2016. The potential of closing the missing links of small scale infrastructure in Europe's border regions for growth and employment.
- Région Grand Est, 2018a. Orientations stratégiques transfrontalières de la Région Grand Est.
- Région Grand Est, 2018b. SRADDET version projet - decembre 2018. Rapport du SRADDET - Partie 2/3. Stratégie du Grand Est. Les 30 Objectifs.
- Région Grand Est, 2018c. SRADDET version projet - decembre 2018. Rapport du SRADDET - Partie 1/3. Diagnostic territorial du Grand Est. Synthèse de l'état des lieux et enjeux.
- Schweizerische Eidgenossenschaft, 2019a. Die Europapolitik der Schweiz.
- Schweizerische Eidgenossenschaft, 2019b. Institutionelles Abkommen Schweiz-EU.
- Trinationaler Eurodistrict Basel - TEB, 2009. Eine Zukunft zu Dritt: Entwicklungsstrategie 2020. Band 2: Die Entwicklungsstrategie.
- TRION-climate e.V., 2019. TRION-climate e.V. Trinationales Netzwerk Klima-Energie [WWW Document]. URL <https://www.trion-climate.net>
- TRISAN, 2019. Trinationales Kompetenzzentrum für Ihre Gesundheitsprojekte. [WWW Document]. URL <https://www.trisan.org/>
- Uehlinger, U., Wantzen, K., Leuven, R., Arndt, H., 2009. The Rhine River Basin. Rivers of Europe 199–245.
- Upper Rhine Cluster for Sustainability Research, 2019a. Upper Rhine Cluster for Sustainability Research. Resource management. Concepts for cross-border solutions for conflicts of aims concerning ecosystem services.
- Upper Rhine Cluster for Sustainability Research, 2019b. Cross-border sustainability research in the Upper Rhine region [WWW Document]. URL <https://www.sustainability-upperhine.info/de/home/>
- van der Valk, J., 2018. Border Region Data collection (Final Report). European Commission, Brussels.
- Zukunftsinitiative Rheinland-Pfalz (ZIRP) e.V., 2016. Die Digitalisierung in rheinland-pfälzischen Unternehmen. Heft 12 (Projektstudie).

6.2 Documents stratégiques d'intérêt régional pour le Rhin supérieur

Rhin supérieur

- Stratégie RMT-TMO 2020
- Projet de Stratégie RMT-TMO 2030
- Stratégie EUCOR

Région Grand Est

- Stratégie OR (stratégie transfrontalière des deux départements du Bas-Rhin et Haut-Rhin): <https://www.haut-rhin.fr/content/une-strat%C3%A9gie-or-pour-renforcer-la-coop%C3%A9ration>
- SRADDET
- SRDEII
- Schéma Régional pour le Développement du Tourisme
- Stratégie Jeunesse de la Région Grand Est
- Stratégie transfrontalière de la Région Grand Est
- Stratégie régionale de l'orientation et de la formation professionnelle (CPRDFOP)
- Données démographiques pour la région Grand Est

Bade-Wurtemberg

- France Concept (2019)
- Stratégie Suisse du Land de Bade-Wurtemberg (2017)
- Données de l'Office national de la statistique
- Terrain BW : Koalitionsvertrag 2016-2021
- Stratégie RMT 2020 et 2030
- Justizministerium : Europa-Leitbild (2019)
- Ministère de l'Intérieur : Stratégie de numérisation (2017)
- Verkehrsministerium : RadStrategie (2016)
- Ministère des Transports : Evaluation du contrôle de la circulation piétonnière 2015 et 2016
- Ministère de l'Environnement : Stratégie de développement durable (2007)--> évaluée tous les 2 ans
- Umweltministerium : Energie jusqu'en 2018
- Ministère de l'Environnement : Stratégie d'adaptation au changement climatique (2015)
- Ministère de l'Environnement : Rapport de suivi de la loi sur la protection du climat du Bade-Wurtemberg
- FEDER BW : Ramböll : Étude sur l'utilisation de divers instruments financiers à partir de 2017
- FEDER BW : Ramböll : Caractéristiques d'une sensibilisation réussie (2019)
- FEDER BW : Ramböll : Étude sur d'éventuels services de soutien supplémentaires financés par le FEDER pour le transfert de connaissances et de technologies dans le Bade-Wurtemberg (2018)
- FEDER BW : Ramböll : Étude sur les priorités de financement futures pour soutenir la transformation des systèmes énergétiques (2017)
- Les pronostics : Etude sur l'avenir de la politique structurelle de l'UE à partir de 2021 du BMWi (2018)
- Les pronostics : Futures régions de l'Atlas 2016
- Fondation BW : Étude "Mobile BW" (2017)
- ZSW : Etude "Energie et objectifs de protection du climat à l'horizon 2030" --> soutenue par des fonds publics
- Ministère de l'Economie : Cluster régional Atlas Baden-Württemberg 2018
- Ministère de l'Économie : Données économiques Bade-Wurtemberg 2018

- Ministère de l'Economie : Experts dans les métiers de l'informatique pour la mise en œuvre de la numérisation en BW
- Ministère de l'économie : Stratégie d'innovation BW (en préparation)
- Projet Interreg TRISAN : Étude sur la pénurie de travailleurs qualifiés dans le système de santé du Rhin supérieur (2015)
- BW (2013) : Bioéconomie - Le chemin du Bade-Wurtemberg vers un avenir durable. Bioéconomie - La voie du Bade-Wurtemberg vers un avenir durable
- MLR/UM : Bioökonomiestrategie (2019)
- MLR : Holzbauoffensive (2018)
- TourismeKonzept BW 2009 bzw. 2019
- Modèle européen du gouvernement du Land de Bade-Wurtemberg
- Plan et loi fédéraux de protection du climat
- Loi sur la protection du climat de l'État de BW
- Stratégie de numérisation de l'État de BW
- Droit de passage pour l'innovation - Comment le Bade-Wurtemberg peut conserver sa position de leader (12/2018)
- Conférence du Rhin supérieur : Cadre d'orientation révisé pour l'aménagement du territoire de l'ORK (si complété)
- Conférence du Rhin Supérieur : Mise à jour de la mission de l'ORK en matière de trafic (si elle est terminée)

Rhénanie-Palatinat

- Stratégie d'innovation Rhénanie-Palatinat : <https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschafts-und-innovationspolitik/innovation/innovationsstrategie/>
- Stratégie touristique actuelle 2025 : <https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschaftszweige/tourismus/>
- Tourismusstrategie 2015 : <https://rlp.tourismusnetzwerk.info/inhalte/tourismus-strategie/strategie/>
- Données de l'Office national de la statistique

Documents suisses

- Evaluation de la participation suisse aux programmes INTERREG : https://regiosuisse.ch/sites/default/files/2018-10/Management_Response_Interreg-Evaluation_de_komplett.pdf
- Programme intercantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2016-2019 dans la région Bâle-Jura : https://www.regbas.ch/de/assets/File/downloads/NRP-Umsetzungsprogramm-BS_BL_JU_JU_2016-19.pdf
- Documents de base de développement territorial suisses

6.3 Réunions

- 5 avril 2019 : Réunion de lancement avec le Groupe ad hoc 2020+.
- 6 Mai 2019: Réunion intermédiaire et workshop avec le groupe ad-hoc 2020+.